

Chapitre 1 : les 10 principes de l'économie

Introduction

Le terme économie est dérivé d'un terme grec qui signifie « celui qui tient la maison ». Un ménage et une économie doivent prendre de nombreuses décisions : qui travaillera ? que produire ? quelles sont les ressources ? qui consommera ?

La gestion des ressources dans une société est importante car ces ressources sont rares.

Rareté signifie que la société ne peut satisfaire les besoins de tout le monde.

L'économie est l'étude de la manière dont la société gère ses ressources rares. Les économistes étudient comment les individus décident, comment ils interagissent, les forces et les tendances qui affectent l'ensemble de l'économie.

1. comment les gens prennent leurs décisions

principe n°1 : les gens doivent faire des choix

pour obtenir une chose qui nous tente, il nous faut en général renoncer à une autre chose que l'on aime. Prendre une décision revient donc à comparer 2 objectifs.

Considérons des parents qui doivent décider comment dépenser le revenu familial. Ils peuvent acheter de la nourriture, des vêtements ou s'offrir des vacances. Ou bien, ils peuvent économiser une partie de leurs revenus pour leur future retraite ou pour financer l'éducation de leurs enfants. Chaque franc qui sera dépensé sur l'un de ces biens ou services est un franc qui ne sera plus disponible pour un autre bien ou service.

Quand les individus sont regroupés en sociétés, ils sont confrontés à d'autres types de choix. Le choix traditionnel oppose « **le beurre aux canons** ». plus l'on dépense en défense nationale pour protéger nos côtes contre une éventuelle agression (les canons) moins il restera à dépenser pour améliorer notre niveau de vie à l'intérieur (le beurre).

La société doit aussi choisir entre **efficacité** et **équité**. L'efficacité c'est la capacité d'obtenir le plus possible à partir des ressources rares de la société. L'équité consiste à distribuer équitablement entre les membres de la société les produits de ces ressources.

En d'autres termes, l'efficacité se réfère à la taille du gâteau et l'équité s'intéresse à la façon de le partager → les 2 objectifs sont en conflit.

principe n°2 : le coût d'un bien est ce à quoi l'on est prêt à renoncer pour l'obtenir

prendre une décision implique d'être capable de comparer des coûts et des bénéfices des diverses options possibles. Mais dans de nombreux cas, le coût d'une action n'est pas aussi évident qu'il le paraît.

Ex : étudier à l'université (renoncer au salaire pendant le temps des études) ou travailler

Le coût d'opportunité d'un bien, c'est ce à quoi on renonce pour obtenir le bien désiré. Il faut être capable d'évaluer le coût d'opportunité associé à chaque action possible.

principe n°3 : les gens rationnels pensent en termes marginaux

de nombreuses décisions de la vie courante impliquent des petits ajustements à la marge d'un plan d'action préexistant. Les économistes appellent ces ajustements des changements marginaux. la plupart du temps, les meilleures décisions sont prises en raisonnant en termes marginaux.

il faut comparer les bénéfices et les coûts additionnels d'un choix :

- bénéfice marginal → BM
- coût marginal → CM

les changements marginaux dans les coûts ou bénéfices motivent les gens à changer leur comportement. Un décideur rationnel n'engage une action que si et seulement si le bénéfice marginal de celle-ci est supérieur à son coût marginal.

principe n°4 : les gens réagissent aux incitations

dans la mesure où les individus prennent leurs décisions en comparant coûts et bénéfices, leur comportement changera quand les coûts ou les bénéfices changeront. En d'autres termes, les gens réagissent aux incitations.

L'influence des incitations sur le comportement des agents économiques est un point extrêmement important pour les hommes politiques à l'origine des politiques publiques.

2. comment les gens interagissent

principe n°5 : l'échange peut être profitable à tous

les échanges entre 2 nations profitent aux 2 partenaires même si on parle de concurrence entre pays.

Les individus profitent de leur capacité d'échanger. Dans une économie, chaque famille est en concurrence avec toutes les autres et la concurrence engendre des bénéfices.

L'échange avec les autres permet à chacun de se spécialiser dans les activités qu'il fait le mieux (agriculture, confection, construction). Grâce aux échanges, les gens peuvent s'offrir une plus grande variété de biens et services à moindre coût.

principe n°6 : en général, les marchés constituent une façon efficace d'organiser l'activité économique

dans une économie de marché, les décisions de l'organisme central de planification (cf pays communistes) sont remplacées par les décisions de millions d'entreprises et d'individus. Les entreprises décident de leur production et de leurs emplois et les individus choisissent l'entreprise pour laquelle ils vont travailler et ce qu'ils achèteront avec leurs revenus.

Ces firmes et ces ménages sont en relation au sein du marché, où les prix et l'intérêt individuel guident les décisions à prendre.

Les entreprises et les individus actifs sur un marché se comportent comme s'ils étaient guidés par une main invisible qui favorise l'émergence de résultats favorables à tous. Les prix sont l'instrument par lequel la main invisible organise l'activité économique. Les prix reflètent à la fois la valeur d'un bien pour la société et son coût de fabrication.

Quand le gouvernement empêche les prix de s'ajuster librement à l'offre et la demande, la main invisible ne peut plus jouer son rôle de coordinateur. C'est pourquoi, les impôts nuisent à l'efficacité de l'allocation des ressources : ils déforment les prix et donc les décisions des ménages et entreprises.

principe n°7 : le gouvernement peut parfois améliorer les résultats du marché

quand les marchés échouent, il y a 2 raisons qui poussent le gouvernement à intervenir :

- améliorer l'efficacité
- promouvoir l'équité.

Grâce à la main invisible, les marchés allouent en général les ressources de manière efficace mais elle est parfois en panne.

Les économistes utilisent le terme défaillance de marché pour désigner une situation dans laquelle le marché seul ne parvient pas à allouer les ressources efficacement.

La défaillance de marché peut engendrer une externalité qui est l'impact sur le bien-être d'autrui des actions d'un individu.

La défaillance de marché peut également trouver son origine dans le pouvoir de marché qui représente la capacité d'un individu ou d'un petit groupe de manipuler indûment les prix du marché et à ce moment-là la main invisible est encore moins capable d'assurer une distribution équitable de la prospérité économique (objectif de l'impôt sur le revenu ou du système de sécurité sociale).

3. comment fonctionne l'économie dans son ensemble

principe n°8 : le niveau de vie dépend de sa capacité à produire des biens et services

le niveau de vie peut être mesuré de plusieurs manières comme le revenu par tête ou le produit national. Les différences dans les niveaux de vie entre les pays s'expliquent par des différences de productivité des pays.

La productivité est la quantité de biens et services produites par heure travaillée.

Si la productivité ↑ alors le niveau de vie ↑ .

La relation entre productivité et niveaux de vie a de profondes implications en matière de politique publique. Afin d'améliorer les niveaux de vie, les hommes politiques doivent augmenter la productivité en favorisant une meilleure formation des travailleurs, en mettant à leur disposition les outils de production adéquats et la meilleure technologie possible.

principe n°9 : les prix montent quand le gouvernement imprime de la monnaie

l'**inflation** est l'augmentation du niveau général des prix. Une des causes de l'inflation est l'excès de croissance dans la quantité de monnaie en circulation car quand le gouvernement crée de grandes quantités de monnaie nationale, la valeur de celle-ci diminue.

principe n°10 : à court terme, la société doit choisir entre inflation et chômage

on considère souvent que réduire le taux d'inflation contribue à augmenter momentanément le taux de chômage, expliqué par la lenteur d'ajustement de certains prix (on dit qu'ils sont rigides à court terme). Ce compromis à court terme entre inflation et chômage est décrit par la **courbe de Phillips**.

Synthèse :

Mots-clés :

- **rareté** : caractère limité des ressources de la société
- **économie** : étude de la manière dont la société gère ses ressources rares
- **efficacité** : capacité de la société à tirer le maximum de ses ressources rares
- **justice ou équité** : capacité de répartir équitablement les fruits de la prospérité entre tous les membres de la société
- **coût d'opportunité** : ce à quoi il faut renoncer pour obtenir quelque chose
- **changement marginal** : petit ajustement d'un plan d'action
- **économie de marché** : économie qui repose sur les décisions décentralisées des ménages et des entreprises se rencontrant sur les marchés des biens et services pour allouer les ressources
- **défaillance de marché** : situation dans laquelle le marché, livré à lui-même ne parvient pas à allouer les ressources efficacement
- **externalité** : effet du comportement d'un agent sur le bien-être d'un tiers
- **pouvoir de marché** : capacité d'un agent économique (ou d'un petit groupe d'agents) d'influer sur les prix du marché
- **productivité** : quantité de biens et services produite par heure travaillée
- **inflation** : hausse du niveau général des prix de l'économie
- **courbe de Phillips** : compromis de court terme entre inflation et chômage

les 10 principes :

1. les gens doivent faire des choix
2. le coût d'un bien est ce à quoi l'on est prêt à renoncer pour l'obtenir
3. les gens rationnels pensent en termes marginaux
4. les gens réagissent aux incitations
5. l'échange enrichit tout le monde
6. en général, les marchés constituent une façon d'organiser l'activité économique
7. le gouvernement peut parfois améliorer les résultats du marché
8. le niveau de vie d'un pays dépend de sa capacité à produire des biens et services
9. les prix montent quand le gouvernement imprime de la monnaie
10. à court terme, la société doit choisir entre inflation et chômage

Chapitre 2 : penser comme un économiste

1. l'économiste en tant que scientifique

l'économie nous aide :

- à raisonner en termes d'alternatives
- à comprendre les coûts des choix individuels et sociaux
- à comprendre comment certains événements et problèmes sont liés

la manière de penser des économistes exige une approche analytique et objective. Les économistes essayent de traiter leurs sujets avec l'objectivité des scientifiques.

a. la méthode scientifique : observation, théorie et observation de nouveau

la méthode scientifique consiste en le développement et la vérification continuel des théories sur le fonctionnement du monde. Cet aller-retour entre théorie et observation est aussi caractéristique de la science économique mais elle est confrontée à une difficulté particulière qui est, qu'en économie, les expériences sont difficiles à réaliser.

La méthode scientifique utilise des modèles abstraits pour nous aider à comprendre comment le monde complexe fonctionne. Elle développe des théories, collecte et analyse des données pour tester ces théories.

La manière de penser des économistes inclut le développement de modèles abstraits à partir des théories et l'analyse des modèles en utilisant 2 approches :

- descriptive : on reporte les faits,...
- analytique : raisonnement abstrait

b. modèles économiques

1) notre 1^{er} modèle : le modèle de flux circulaire

le modèle des flux circulaires nous permet de représenter simplement toutes les transactions économiques entre les ménages et les entreprises et nous aide à représenter l'économie en 2 branches d'analyse : la micro-économie et la macro-économie.

Dans le modèle de flux circulaire ne figurent que 2 types d'agents économiques, les ménages et les entreprises. Celles-ci produisent divers biens et services en consommant plusieurs facteurs tels que le travail, la terre, le capital (immeubles et machines). Ces facteurs sont appelés facteurs de production. Les ménages consomment les biens et services produits par les entreprises et détiennent les facteurs de production.

Ménages et entreprises se rencontrent sur 2 types de marché. Sur le marché des biens et services, les ménages sont acheteurs et les entreprises vendeuses. Plus particulièrement, les ménages achètent les biens et services produits par les entreprises.

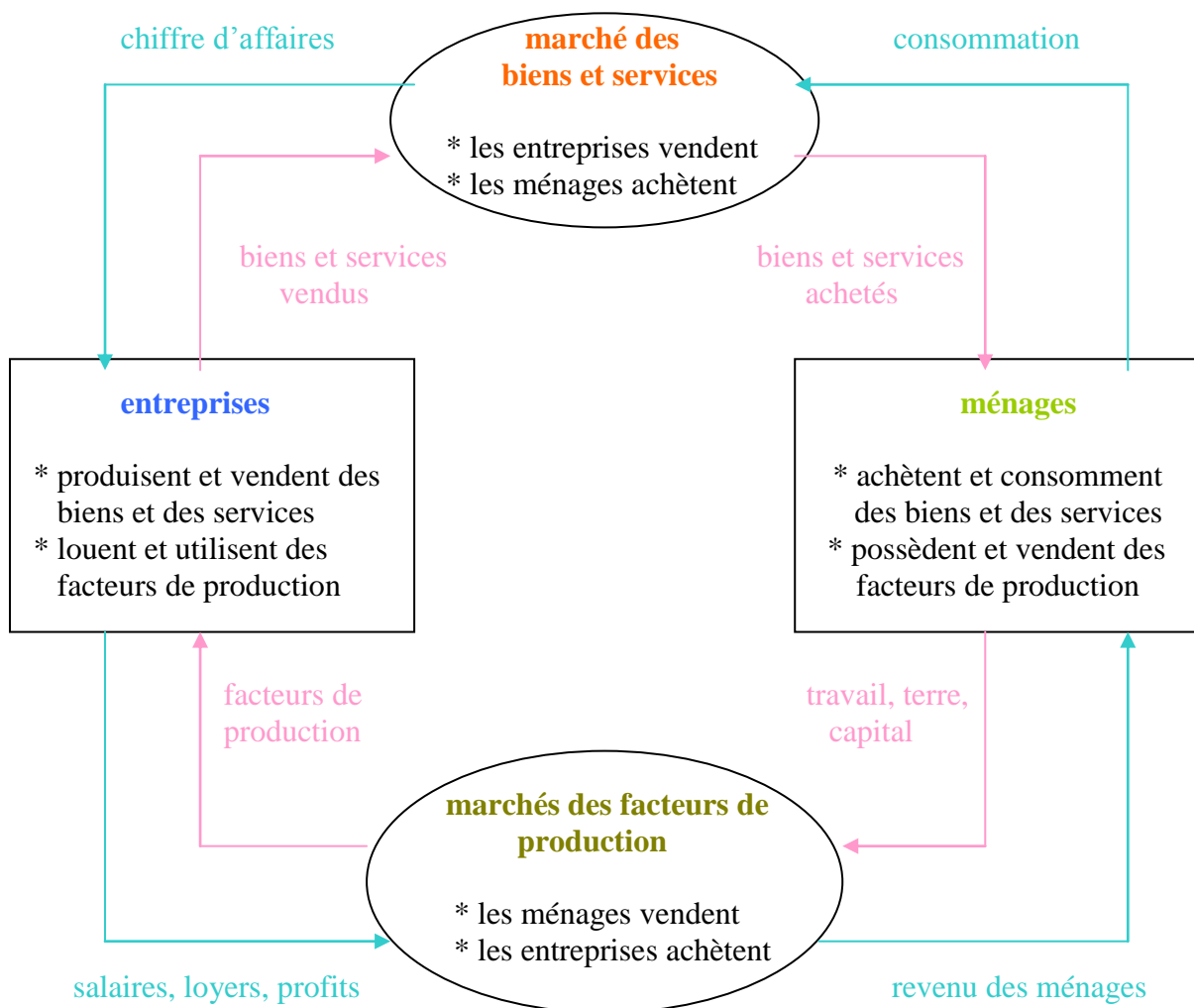
Sur le marché des facteurs de production , les ménages sont vendeurs et les entreprises acheteuses. Sur ce marché, les ménages fournissent aux firmes les facteurs dont ces dernières ont besoin pour produire les biens et services.

La boucle intérieure du schéma représente la circulation des biens et services entre ménages et firmes. Les ménages vendent aux entreprises l'utilisation de leur travail, de leur terre ou de leur capital sur le marché des facteurs de production. Les entreprises utilisent ces facteurs pour produire les biens et services et vendent ceux-ci aux ménages sur le marché des biens et services.

- les facteurs de production circulent des ménages aux entreprises
- les biens et services circulent des entreprises aux ménages.

La boucle extérieure du diagramme représente le flux correspondant de dollars. Les ménages dépensent de l'argent pour acheter aux entreprises leurs biens et services. Les firmes utilisent une partie du produit de leurs ventes pour acheter les facteurs de production, comme les salaires de leurs employés. Ce qui reste constitue le profit des propriétaires des entreprises qui sont directement ou indirectement des ménages.

- les dépenses en biens et services circulent des ménages vers les entreprises
- les revenus sous forme de salaire, loyer et profit circulent des entreprises vers les ménages.

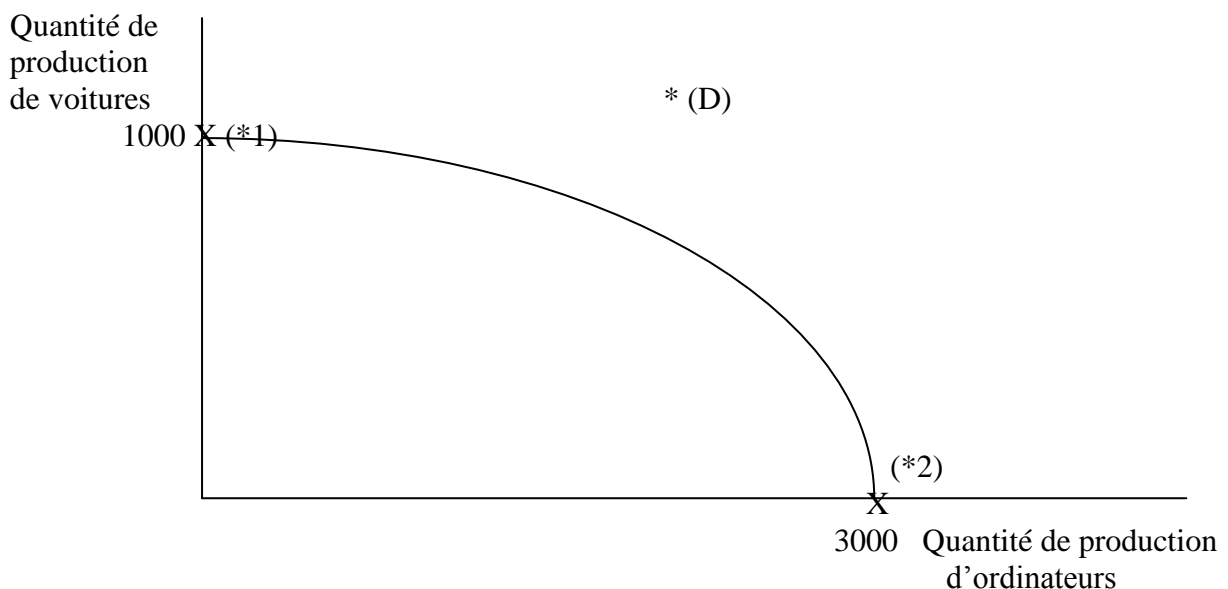


2) notre 2^{ème} modèle : la frontière des possibilités de production

la frontière des possibilités de production est un modèle qui indique les combinaisons possibles de production compte tenu de la quantité de facteurs de production disponibles et de la technologie en cours.

Dans cette économie, si toutes les ressources étaient consommées par l'industrie automobile, 1000 voitures seraient produites et aucun ordinateur (*1). Si, au contraire, l'industrie informatique consommait la totalité des ressources, 3000 ordinateurs seraient produits et aucune voiture (*2). ces 2 points représentent les situations extrêmes.

L'économie peut produire toute combinaison située sur la courbe ou en-dessous mais pas au-delà car les ressources sont insuffisantes (point D).

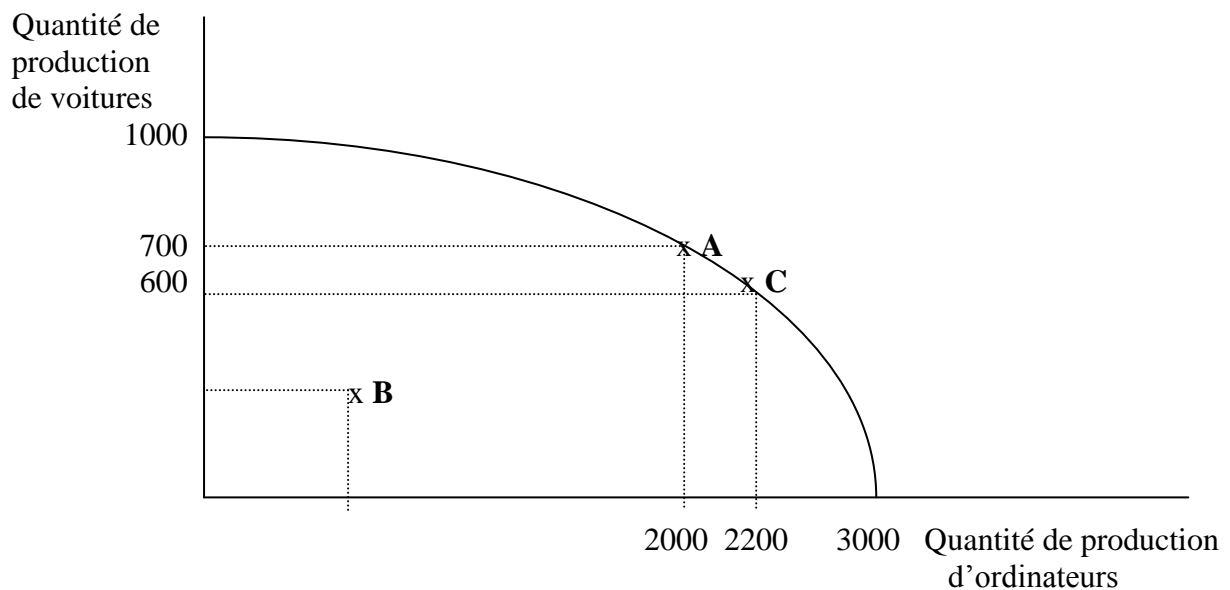


- efficacité

On dit qu'un résultat est efficace si l'économie tire le maximum des ressources rares dont elle dispose. Les points situés sur la frontière par opposition à ceux situés en-dessous de la courbe représentent des niveaux efficaces de production (points A, C). A de tels niveaux, il est impossible d'augmenter la production d'un bien sans diminuer celle d'un autre produit.

Le point B représente un niveau non efficace : l'économie produit, pour une raison quelconque (le chômage important), moins que ce qu'elle pourrait compte tenu de ses ressources.

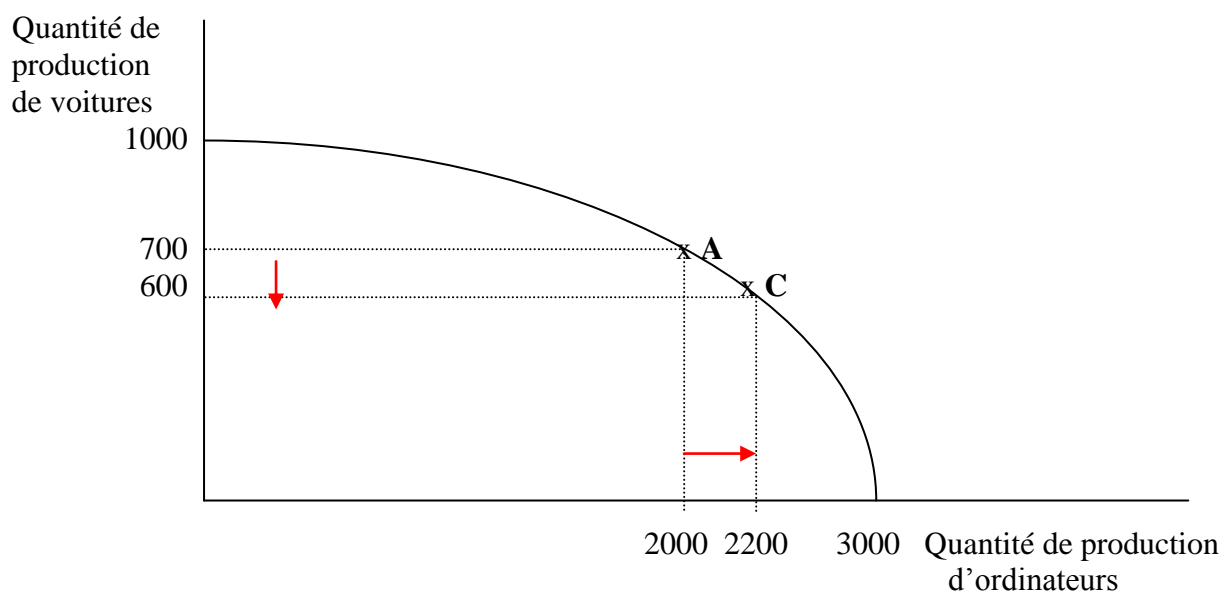
Si la source d'inefficacité était éliminée, la production passerait du point B au point A : davantage de voitures et d'ordinateurs seraient produits.



- arbitrage

L'un des 10 principes de l'économie affirme que les gens doivent faire des choix. La frontière des possibilités de production illustre l'un de ces choix. Une fois atteint un niveau efficace de production, on ne peut augmenter la production de l'un des biens qu'en diminuant la production de l'autre.

Quand l'économie passe de A à C par exemple, la société produit plus d'ordinateurs mais moins de voitures.



- coût d'opportunité

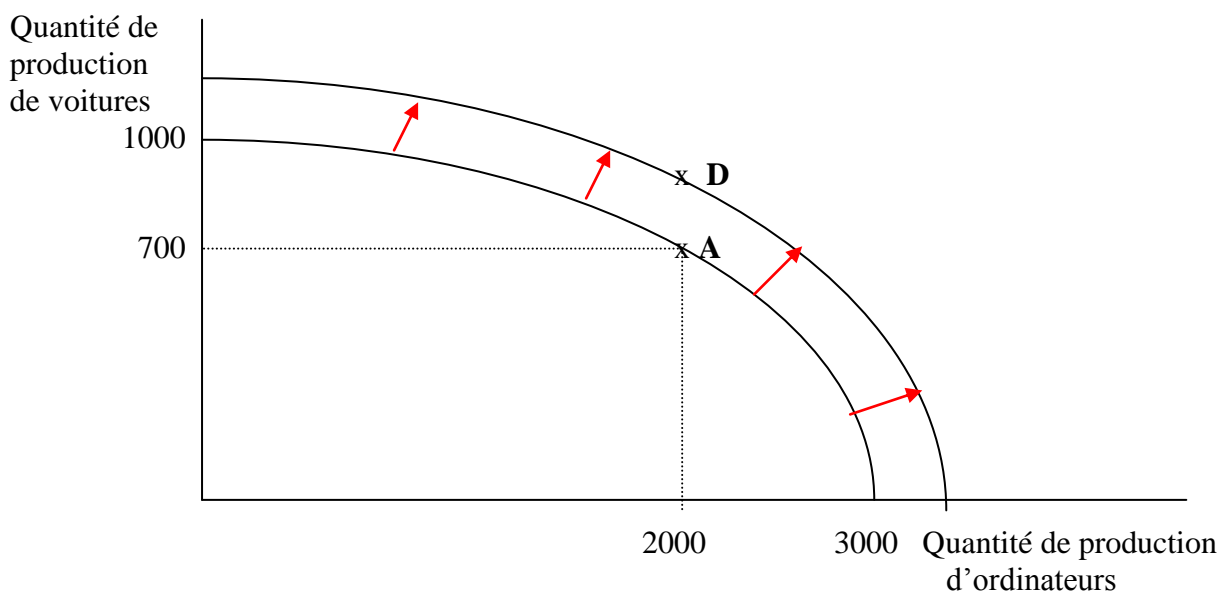
un autre des 10 principes de l'économie affirme que le coût d'un bien est ce que à quoi l'on est prêt à renoncer pour l'obtenir. On parle de coût d'opportunité. Quand la société alloue des facteurs de production à l'industrie informatique au détriment de l'industrie automobile, elle passe de A à C, et la société renonce à 100 voitures pour avoir 200 ordinateurs

supplémentaires. Autrement dit, quand l'économie est au point A, le coût d'opportunité de 200 ordinateurs est égal à 100 voitures.

Cette frontière des possibilités est convexe ce qui signifie que le coût d'opportunité des voitures mesuré en termes d'ordinateurs est fonction des quantités produites de chacun des 2 biens.

- croissance économique

la frontière des possibilités de production indique le choix qui existe à un moment donné, mais il peut varier avec le temps. Par exemple, une avancée technologique pourrait accroître le nombre d'ordinateurs fabriqués à l'heure ; dès lors, pour une même production de voitures, l'économie pourrait produire davantage d'ordinateurs. La frontière se déplacerait alors vers l'extérieur.



c. micro-économie et macro-économie

l'analyse économique peut aussi s'effectuer à plusieurs niveaux. On peut étudier les décisions individuelles des ménages et des entreprises. Ou on peut s'intéresser aux relations entre ménages et firmes sur un marché spécifique. Ou on analysera le fonctionnement de l'économie comme un tout, c'est-à-dire comme la somme des activités de tous les agents sur tous les marchés.

La science économique est traditionnellement divisée en 2 grands domaines :

- la micro-économie : qui s'intéresse à la façon dont les entreprises et les ménages prennent leurs décisions, et à leurs relations sur des marchés spécifiques. Ex : impact de la concurrence étrangère sur l'industrie automobile nationale, effets de la scolarité obligatoire sur les revenus des travailleurs,...
- la macro-économie : qui étudie les phénomènes concernant l'économie dans son ensemble. Ex : conséquences de l'endettement du gouvernement, évolution historique du taux de chômage,...

il est impossible de comprendre les développements macroéconomiques sans s'intéresser aux décisions microéconomiques qui sont à leur origine.

2. le rôle politique de l'économiste

quand les économistes essaient d'expliquer le monde, ils agissent en scientifiques et quand ils essaient de l'améliorer, ils se posent en hommes politiques.

a. analyse normative et analyse positive

imaginons 2 personnes en train de discuter des lois sur le salaire minimum :

Jeanne : l'existence d'un salaire minimal légal est une des causes du chômage → scientifique: **affirmation positive** car descriptive (comment fonctionne le monde)

Serge : le gouvernement devrait augmenter le salaire minimal légal → politique (prétend modifier le monde) : **affirmation normative** car caractère de prescription (comment devrait être le monde)

La différence essentielle entre ces 2 catégories d'affirmations, c'est la manière d'apprécier leur validité. En principe, on doit pouvoir confirmer ou réfuter une affirmation positive en analysant les données.

L'appréciation des opinions normatives fait autant appel aux jugements de valeur qu'aux faits.

Notre vision positive du fonctionnement du monde influera sur notre opinion normatives quant aux moyens d'améliorer la situation.

b. les économistes comme conseillers

ils travaillent comme conseillers dans le processus de prises de décision dans les 3 branches : judiciaire, législative et exécutive.

3. pourquoi les économistes ne sont pas toujours d'accord

il y a 3 raisons qui expliquent pourquoi les économistes ne sont pas toujours d'accord :

- les économistes peuvent ne pas être d'accord sur la validité de théories positives concurrentes pour expliquer le monde
- les économistes ont des échelles de valeurs différentes, et donc des vues normatives différentes sur les objectifs à atteindre
- les économistes peuvent ne pas être d'accord entre eux, mais le débat s'obscurcit par les avis émis par les charlatans (qui en profitent pour promouvoir leurs propres intérêts et en tirent célébrité) et les fous (qui croient réellement à leurs théories).

Le désaccord entre économistes est inévitable parce que les jugements scientifiques et les systèmes de valeurs peuvent eux-mêmes différer. Mais il ne faudrait pas surestimer la discorde, la plupart du temps, ils partagent les mêmes vues.

Dix propositions qui font l'unanimité :

1. le blocage des loyers réduit la quantité et la qualité de l'habitat disponible (93% d'adhérents)
2. les taxes et les quotas à l'importation réduisent le bien-être économique général (93%)
3. les taux de change flottants constituent une organisation monétaire internationale efficace (90%)
4. la politique fiscale exerce une influence simulatrice sur une économie en situation de sous-emploi (90%)
5. si le budget fédéral doit être équilibré, cet équilibre doit être lié au cycle économique et non à l'année (85%)
6. les versements en espèces (aux nécessiteux) sont préférables aux transferts en nature (84%)
7. un déficit budgétaire fédéral important exerce un effet négatif sur l'économie (83%)
8. le salaire minimal accroît le chômage des jeunes et des travailleurs non qualifiés (79%)
9. le gouvernement devrait réorganiser son système de prestations sociales selon le principe de « l'impôt négatif sur le revenu » (92%)
10. les permis de polluer négociables constituent un meilleur moyen de contrôler la pollution que les plafonds de pollution (78%)

synthèse :

les mots clés :

- **diagramme de flux circulaire** : modèle de l'économie montrant comment les dollars circulent par l'intermédiaire des marchés, entre ménages et entreprises
 - **frontière des possibilités de production** : graphique indiquant les diverses combinaisons de production possibles pour une économie compte tenu de ses facteurs de production et de sa technologie
 - **micro-économie** : étude des décisions des entreprises et des ménages ainsi que de leurs interactions sur les marchés
 - **macro-économie** : étude des phénomènes économiques d'ensemble, comme l'inflation, le chômage, et la croissance économique
 - **opinion positive** : affirmation qui essaie de décrire le monde
 - **opinion normative** : affirmation qui essaie de prescrire ce que devrait être le monde
- l'économie utilise l'approche scientifique
 - l'économie est divisée en micro-économie et macro-économie
- l'économie est analysée par des approches normatives et positives

Chapitre 3 : interdépendance et bénéfices de l'échange

1. une parabole de l'économie moderne

l'économie étudie la manière dont la société gère ses ressources rares, comment la société produit et distribue les biens et services pour satisfaire les besoins.

Comment satisfaisons-nous nos besoins ? 2 options :

- nous pouvons être économiquement auto-suffisants
- nous pouvons nous spécialiser et échanger avec les autres → interdépendance économique

une observation générale : les individus et les pays dépendent de la spécialisation et de l'échange pour résoudre le problème de la rareté.

Cela soulève 2 questions :

- pourquoi l'interdépendance est-elle la norme ? parce que l'interdépendance augmente le bien-être de chacun quand les gens se spécialisent et échangent leur production
- que déterminent la structure de la production et de l'échange ? les différences dans les coûts d'opportunité.

Imaginons seulement 2 biens (pommes de terre et viande) et seulement 2 personnes (cultivateur et éleveur) : que doit produire chacun ? pourquoi doivent-ils échanger ?

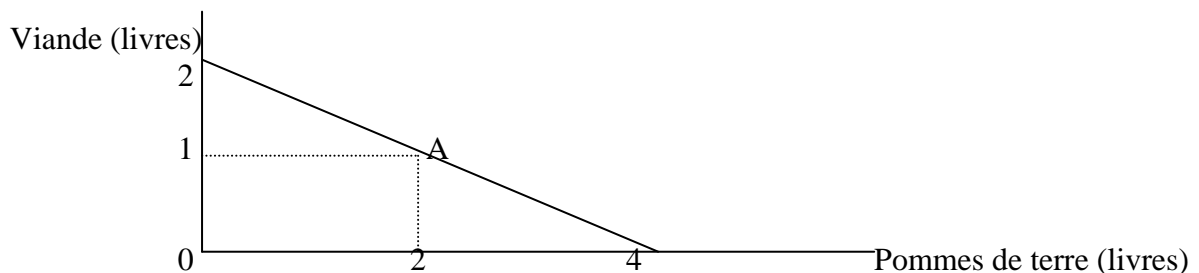
a. les possibilités de production

supposons que l'éleveur et le cultivateur travaillent chacun 40 heures par semaine et qu'ils peuvent consacrer ce temps soit à l'élevage soit à la culture soit à une combinaison des 2 activités :

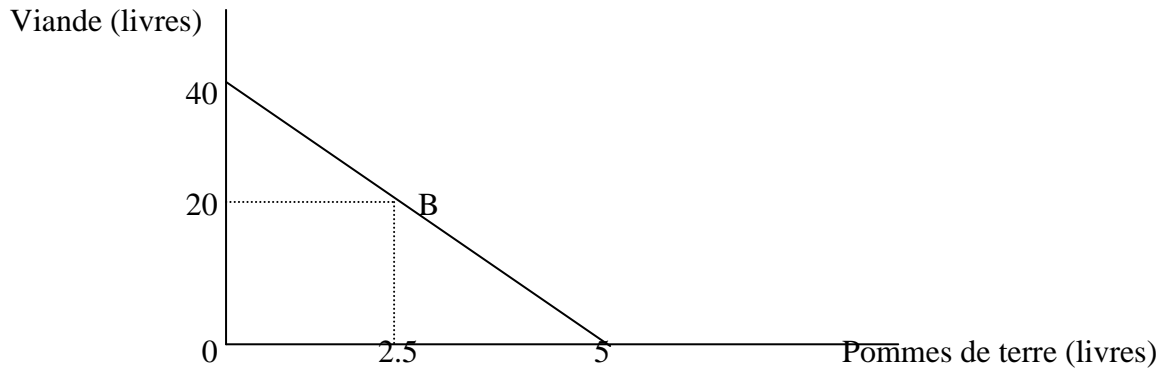
le temps nécessaire à chacun pour produire une livre de chaque bien :

	viande	Pommes de terre
Cultivateur	20 heures	10 heures
éleveur	1 heure	8 heures

Le **cultivateur**, s'il consacre ses 40 heures de travail à la culture, récoltera 4 livres de pommes de terre et aucune de viande. S'il consacre tout son temps à l'élevage, il produira 2 livres de viandes et aucune de pommes de terre. S'il répartit son temps de travail équitablement, il produira 2 livres de pommes de terre et 1 livre de viande → sa frontière de possibilités de production est :



l'éleveur, s'il consacre ses 40 heures de travail à la culture, produira 5 livres de pommes de terre et aucune de viande. Si tout le temps de travail est consacré à l'élevage, il produira 40 livres de viande et aucune de pommes de terre. Si l'éleveur consacre 20 heures pour chaque activité, il obtiendra 20 livres de viande et 2.5 livres de pommes de terre → sa frontière des possibilités de production est :



si les 2 protagonistes décident de vivre en autarcie, plutôt que de s'échanger leur productions, chacun consommera exactement ce qu'il a produit. Dans ce cas, la frontière des possibilités de production constituera aussi la frontière des possibilités de consommation.

Si autarcie :

frontière des possibilités de production = frontière des possibilités de consommation

Sans l'échange économique, les gains économiques sont limités.

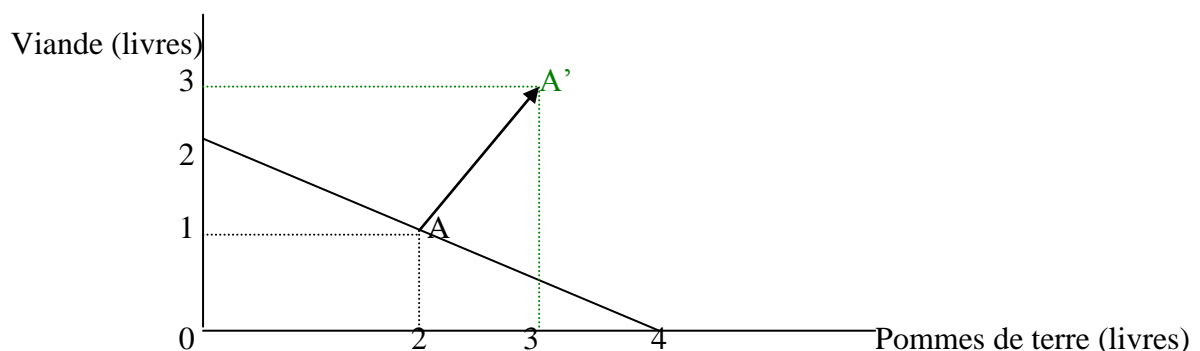
b. spécialisation et échange

si le cultivateur et l'éleveur se spécialisaient dans la production du bien pour lequel ils ont un avantage et échangeaient leurs produits, leur bien-être augmenterait.

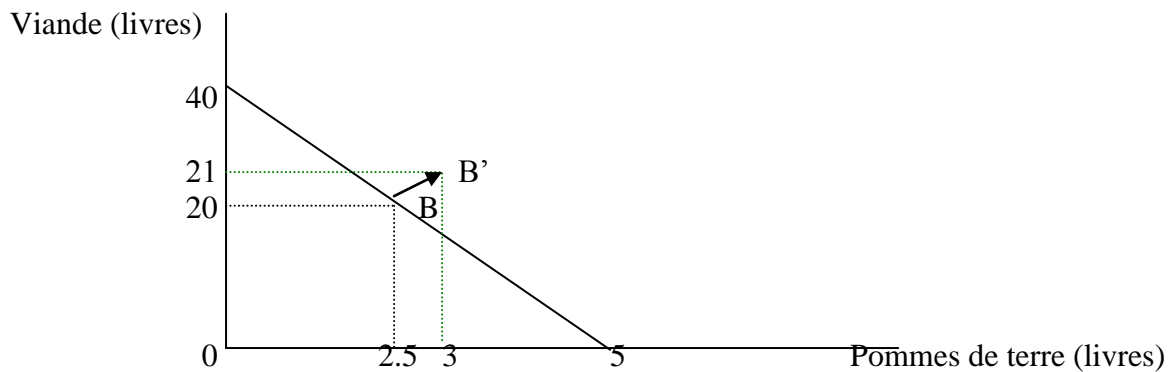
Si le cultivateur et l'éleveur se spécialisaient :

- le cultivateur devrait produire des pommes de terres
- l'éleveur devrait produire de la viande
- le cultivateur et l'éleveur devraient échanger

comment l'échange accroît la consommation du cultivateur ?



comment l'échange accroît la consommation de l'éleveur ?



<u>Sans échanges</u>	
<i>Production et consommation</i>	
<u>Cultivateur</u>	1 livre de viande 2 livres de pommes de terre
<u>Eleveur</u>	20 livres de viande 2.5 livres de pommes de terre

<u>Avec échanges</u>				
	<i>production</i>	<i>échange</i>	<i>consommation</i>	<i>Gain</i>
<u>Cultivateur</u>	0 de viande 4 de pdt	Obtient 3 de viande Pour 1 de pdt	3 de viande 3 de pdt	2 de viande 1 de pdt
<u>Eleveur</u>	24 de viande 2 de pdt	Donne 3 de viande Pour 1 de pdt	21 de viande 3 de pdt (2+1)	1 de viande 0.5 de pdt

2. le principe de l'avantage comparatif

- que détermine ce que chacun devrait produire ? et quelle quantité devrait être échangée pour chaque produit ?
- différence dans les coûts de production
- qui peut produire les biens (ex : pommes de terre, viande) à un moindre coût ?
- il y a 2 mesures des différences dans les coûts de production :
 - le nombre d'heures de travail nécessaire pour produire une unité d'un bien
 - le coût d'opportunité c'est-à-dire la quantité sacrifiée d'un produit pour avoir une unité supplémentaire d'un autre bien.

a. avantage absolu

les économistes utilisent le terme d'avantage absolu pour comparer les productivités de plusieurs individus, entreprises ou pays. Le producteur qui consomme le moins de facteurs de production pour la fabrication d'un bien bénéficie d'un avantage absolu pour la production de ce bien.

Dans notre exemple, l'éleveur jouit d'un avantage absolu pour la production de pommes de terre, mais aussi de viande, puisque dans les 2 cas, il lui faut moins de temps qu'au cultivateur pour produire une unité de l'un et de l'autre.

b. coût d'opportunité et avantage comparatif

plutôt que de comparer les facteurs de production consommés, nous pouvons comparer les coûts d'opportunité.

Le producteur qui a un coût d'opportunité plus faible dans la production d'un bien a un avantage comparatif dans la production de ce bien.

Coûts d'opportunité de la viande et des pommes de terre		
	<i>Viande (en termes de pdt abandonnées)</i>	<i>Pommes de terre (en terme de viande abandonnée)</i>
Cultivateur	2	0.5
Eleveur	1/8	8

Il est impossible à une même personne d'avoir un avantage comparatif sur les 2 biens. Comme le coût d'opportunité d'un bien est l'inverse du coût d'opportunité de l'autre produit, un coût élevé pour l'un des produits se traduira par un coût faible pour l'autre produit.

L'avantage comparatif reflète le coût d'opportunité relatif.

Dans notre exemple, le cultivateur a un coût d'opportunité pour la production de pommes de terre inférieur à celui de l'éleveur → le cultivateur jouit d'un avantage comparatif pour la culture de pommes de terre, tandis que l'éleveur bénéficie d'un avantage comparatif pour la production de viande.

c. avantage comparatif et échange

l'avantage comparatif et les différences dans les coûts d'opportunité sont à la base de la spécialisation et de l'échange.

Quand il y a une différence dans les coûts d'opportunité, chacun peut gagner dans l'échange.

Le résultat de la spécialisation, c'est un accroissement de la production totale de pommes de terre et un accroissement de la production totale de viande, et les 2 agents se partagent les bénéfices de cette augmentation de production.

L'échange est bénéfique pour tous parce qu'il autorise chacun à se spécialiser dans les activités pour lesquelles il jouit d'un avantage comparatif.

3. applications de l'avantage comparatif

Les Etats-Unis doivent-ils commercer avec d'autres pays (comme le Japon par exemple) ?

Les biens produits à l'étranger et consommés dans le pays sont appelés importations. Ceux qui ont été produits dans le pays et qui sont vendus à l'étranger sont appelés exportations.

Pour voir quels bénéfices les pays peuvent retirer du commerce, imaginons 2 pays, les USA et le Japon, et 2 biens, la nourriture et les voitures. Supposons que les 2 pays sont également productifs dans le domaine automobile : un ouvrier américain ou japonais produit une voiture par mois. En revanche, parce que les USA sont beaucoup plus étendus et ont des terres de meilleure qualité, leur productivité agricole est meilleure : un travailleur américain produit 2 tonnes de nourriture par mois tandis qu'un japonais n'en produit qu'un.

Le principe de l'avantage comparatif veut que chaque bien soit produit par le pays qui bénéficie du coût d'opportunité le plus faible pour la production de ce bien.

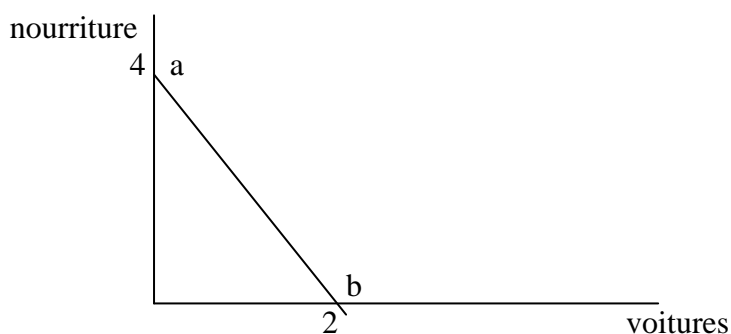
Parce que le coût d'opportunité d'une voiture est de 2 tonnes de nourriture aux Etats-Unis et d'une tonne au Japon, le Japon bénéficie d'un avantage comparatif pour produire des voitures. Il devrait donc en produire plus qu'il n'en a besoin et en exporter aux Etats-Unis.

De même, parce que le coût d'opportunité d'une tonne de nourriture est d'une voiture au Japon et d'1/2 voiture aux USA, les USA bénéficient d'un avantage comparatif pour produire de la nourriture. Les USA devraient donc en produire davantage que nécessaire et en exporter au Japon.

Par la spécialisation et le commerce, les 2 pays auront à la fois plus de voitures et plus de nourriture.

Pour calculer le coût d'opportunité, il suffit de calculer la pente de la frontière des possibilités de production : $(Yb - Ya) / (Xb - Xa)$

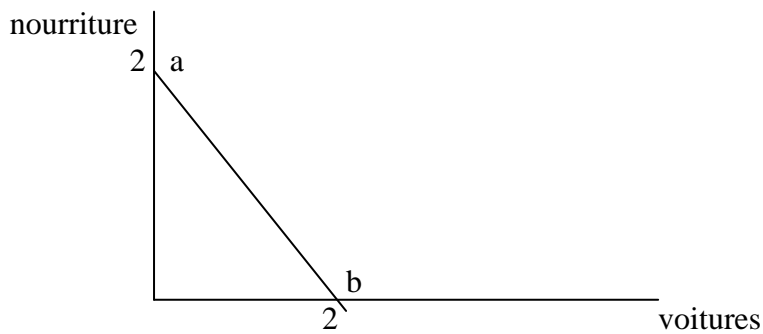
Aux USA



$$\text{pente} : (0-4) / (2-0) = - 2$$

→ 2 unités de nourriture sacrifiées pour 1 unité de voiture

au Japon



pende : $(0-2) / (2-0) = -1$

→ 1 unité de nourriture sacrifiée pour 1 unité de voiture

4. conclusion

le principe de l'avantage comparatif démontre que l'échange peut profiter à tout le monde.

Synthèse :

Mots-clés :

- **avantage absolu** : comparaison des producteurs d'un bien en fonction de leur productivité
- **coût d'opportunité** : ce à quoi il faut renoncer pour obtenir un bien
- **avantage comparatif** : comparaison des producteurs d'un bien en fonction de leurs coûts d'opportunité
- **importations** : biens produits à l'étranger et consommés domestiquement
- **exportations** : biens produits domestiquement et vendus à l'étranger

formules :

coût d'opportunité = pente de la frontière des possibilités de production :

$$(Y_b - Y_a) / (X_b - X_a)$$

Chapitre 4 : l'offre et la demande, les forces du marché

Introduction

« offre » et « demande » sont les 2 mots les plus usités du vocabulaire économique. En effet, l'offre et la demande sont les forces qui font tourner une économie de marché. Elles déterminent la quantité de chaque bien produite ainsi que le prix de vente.

La micro-économie a pour objet : l'offre, la demande et l'équilibre du marché.

1. marché et concurrence

les termes d'offre et de demande réfèrent aux comportements des individus quand ils interagissent sur les marchés.

Le marché est l'institution, le mécanisme ou l'arrangement qui facilite l'échange.

Un marché est un groupe d'acheteurs et de vendeurs d'un bien ou d'un service dans lequel les acheteurs déterminent la demande et les vendeurs déterminent l'offre.

a. les marchés concurrentiels

un marché concurrentiel est un marché sur lequel les acheteurs et les vendeurs sont tellement nombreux qu'aucun d'entre eux ne peut exercer une influence significative sur le prix.

b. la concurrence : parfaite et moins parfaite

un marché est dit parfaitement concurrentiel quand il possède les 2 caractéristiques suivantes :

- les biens proposés à la vente sont identiques → produits homogènes
- les acheteurs et les vendeurs sont tellement nombreux qu'aucun n'est en mesure d'influer sur le prix du marché. Parce que vendeurs et acheteurs sur un marché parfaitement concurrentiel doivent accepter le prix tel qu'il est déterminé par le marché, on dit qu'ils sont preneurs de prix

ex de marché parfaitement concurrentiel : blé.

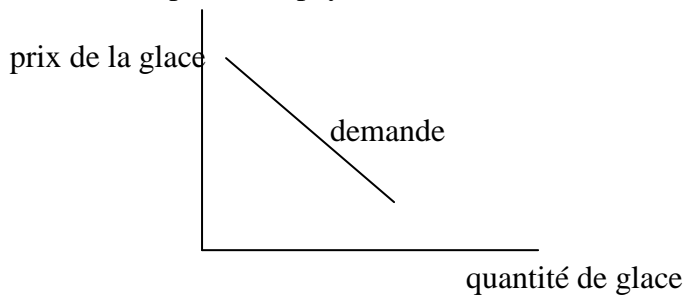
De nombreux marchés ne répondent pas à cette définition. Sur certains, on ne trouvera qu'un vendeur et celui-ci déterminera le prix, on parle alors de monopole. Ex : télévision câblée

Sur certains marchés, les vendeurs sont très peu nombreux et ne se livre pas une concurrence féroce, il s'agit d'un oligopole. Ex : certaines routes aériennes

D'autres marchés sont caractérisés par la présence de plusieurs vendeurs offrant des produits légèrement différents les uns des autres. Comme les produits ne sont pas identiques, chaque vendeur dispose d'une certaine latitude dans la fixation du prix de son produit. On parle alors d'un marché de concurrence monopolistique dont l'industrie des logiciels est un exemple.

2. la demande

la demande ou quantité demandée d'un bien est la quantité que les acheteurs sont prêts à acheter et capables de payer.

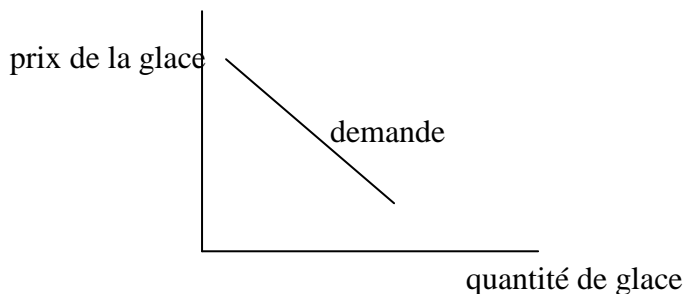


a. les déterminants de la demande individuelle

- quels sont les facteurs qui déterminent la quantité de glace que vous voudriez acheter ?
- quels sont les facteurs qui déterminent la quantité de glace que vous achèterez effectivement ?

1) le prix du produit

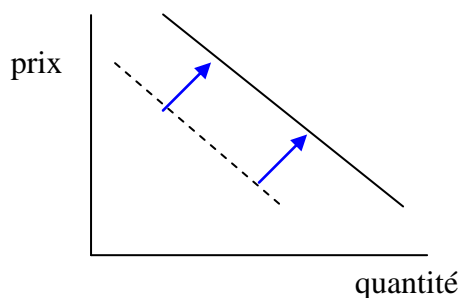
la loi de la demande : il y a un rapport inverse entre le prix et la quantité demandée ou « toutes choses étant égales, quand le prix d'un bien augmente, la quantité demandée diminue »



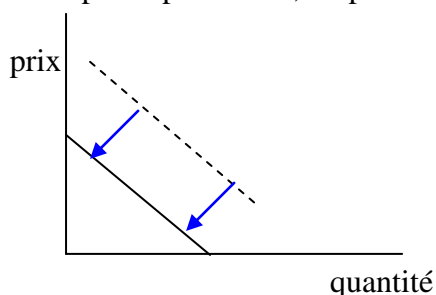
la quantité demandée diminue quand le prix augmente et augmente quand le prix baisse

2) le revenu des consommateurs

si la demande d'un bien baisse quand le revenu diminue ou si la demande d'un bien augmente quand le revenu augmente, on parle d'un bien normal.



quand la demande d'un bien augmente alors que le revenu diminue, on parle d'un bien inférieur. Ex : déplacements en autobus car quand le revenu diminue, on n'achète pas de voiture et on ne prend pas le taxi, on prend le bus



3) le prix des produits comparables

quand la baisse du prix d'un bien provoque la diminution de la demande d'un autre bien, les 2 biens sont des substituts.

Quand la baisse de prix d'un bien provoque l'augmentation de la demande d'un autre bien, les 2 biens sont complémentaires.

4) les goûts

si on aime, on achète.

5) les anticipations

nos attentes concernant l'avenir affectent notre demande présente de biens et services. Par exemple, si on s'attend à être augmenté le mois prochain, on sera peut-être plus enclin à plus acheter.

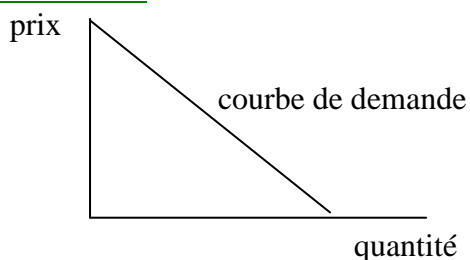
6) le nombre de consommateurs

si d'autres acheteurs se mettent à vouloir du produit, la quantité demandée par le marché sera supérieure pour tous les niveaux de prix.

b. plan de demande et courbe de demande

le plan de demande est un tableau qui montre la relation entre le prix du produit et la quantité demandée.

La droite à pente négative qui exprime la relation entre prix et quantité demandée est appelée courbe de demande.



c. ceteris paribus

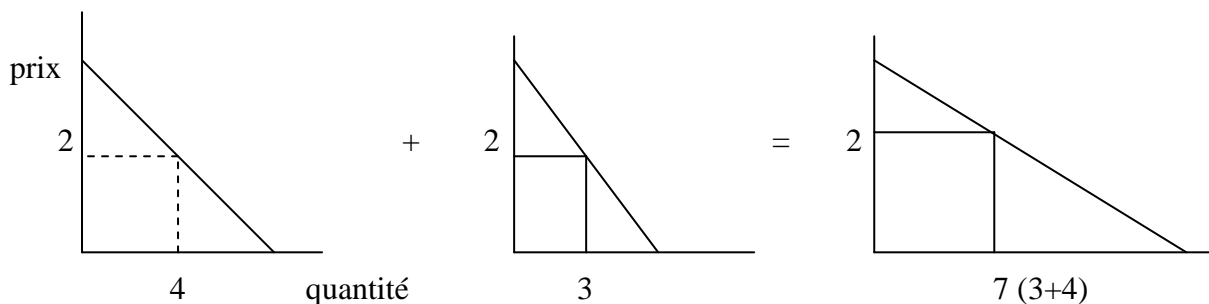
lorsque l'on voit une courbe de demande, il faut garder à l'esprit qu'elle a été construite en faisant l'hypothèse que de nombreux facteurs étaient constants.

Les économistes emploient l'expression ceteris paribus pour signifier que toutes les variables, à l'exception de celles étudiées sur le moment, sont maintenues constantes.

Ceteris paribus signifie en latin les autres choses étant égales.

d. demande de marché et demande individuelle

pour comprendre comment fonctionne un marché, il faut calculer la demande de marché qui est égale à la somme de demandes individuelles pour un bien ou un service particulier.



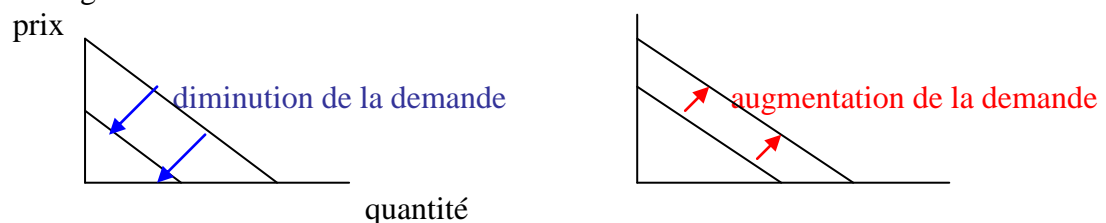
la quantité demandée par le marché dépend donc non seulement du prix du produit, mais aussi des revenus des acheteurs, de leurs goûts, de leurs anticipations et des prix des produits comparables.

La courbe de demande du marché indique l'évolution de la quantité totale demandée en fonction des variations du prix du bien considéré.

e. déplacement de la courbe de demande

Variables influant sur la quantité demandée	Une modification de cette variable implique
- prix	- mouvement le long de la courbe
- revenu	- déplacement de la courbe
- prix de produits comparables	- déplacement de la courbe
- goûts	- déplacement de la courbe
- anticipations	- déplacement de la courbe
- nombre d'acheteurs	- déplacement de la courbe

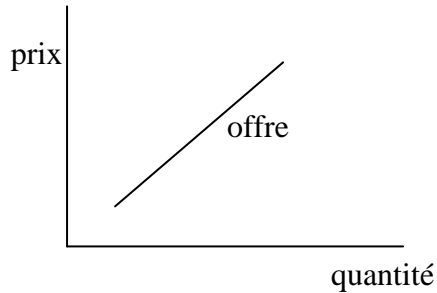
Toute modification qui accroît la demande pour tout niveau de prix déplace la courbe vers la droite tandis qu'une modification qui réduit la demande pour tout niveau de prix déplace la courbe vers la gauche



la courbe de demande indique l'évolution de la quantité demandée quand le prix du bien varie, tous les autres facteurs étant supposés constants. Quand l'un de ces autres facteurs varie, la courbe de demande subit une translation vers la droite ou la gauche.

3. l'offre

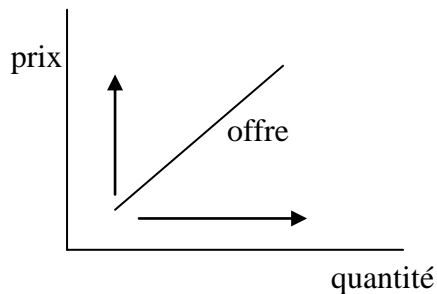
la quantité offerte d'un bien ou d'un service se définit comme la quantité que les vendeurs sont prêts à vendre et capables de vendre.



a. les déterminants de l'offre individuelle

1) le prix du marché

la loi de l'offre : il y a une relation positive entre le prix et la quantité offerte ou « toutes choses étant égales, quand le prix d'un bien augmente, la quantité offerte augmente aussi



2) le prix des inputs ou des facteurs de production

la quantité offerte évolue en fonction inverse du prix des facteurs de production.

3) la technologie

en réduisant les coûts de production, le progrès technologique a augmenté la quantité offerte.

4) les anticipations

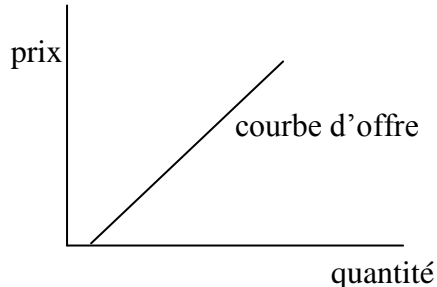
les attentes du producteur influent sur l'offre. Si le vendeur anticipe une augmentation du prix du produit dans le futur, il va probablement stocker une partie de sa production annuelle et donc réduire l'offre au marché.

5) le nombre de producteurs

b. plan d'offre et courbe d'offre

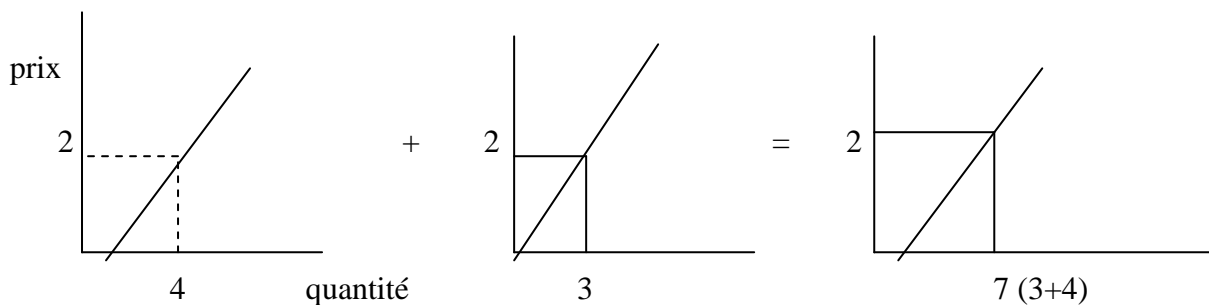
le plan d'offre est un tableau qui montre la relation entre le prix et la quantité offerte.

La courbe d'offre est une courbe à pente positive qui exprime la relation positive entre le prix et la quantité offerte.



c. offre individuelle et offre de marché

l'offre du marché est égale à la somme des offres individuelles.



il suffit donc d'additionner les courbes d'offres individuelles horizontalement pour obtenir la courbe d'offre du marché.

La quantité offerte par le marché dépend des mêmes facteurs que ceux déterminant les quantités offertes par les vendeurs individuels : prix du bien, coûts des facteurs de production, technologie et anticipations.

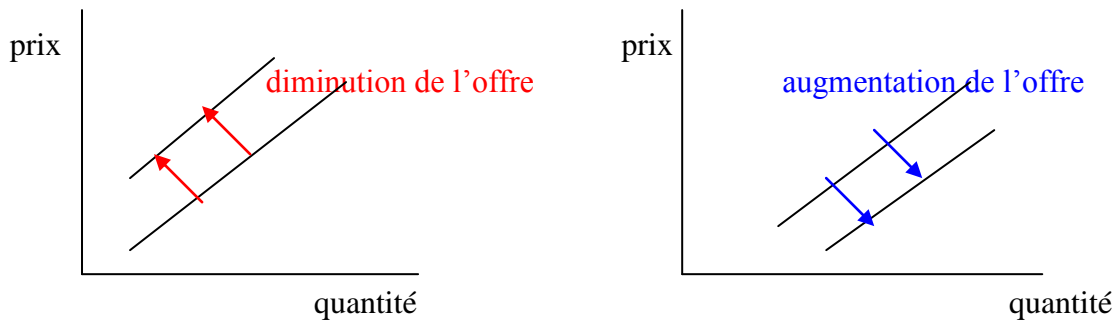
La courbe d'offre du marché indique comment la quantité totale offerte varie en fonction du prix du bien offert.

d. déplacements de la courbe d'offre

chaque fois que l'un des déterminants de l'offre se trouve modifié, à l'exception du prix, la courbe d'offre se déplace.

Variables influant sur la quantité demandée	Une modification de cette variable implique
- prix	- mouvement le long de la courbe
- prix des facteurs	- déplacement de la courbe
- technologie	- déplacement de la courbe
- anticipations	- déplacement de la courbe
- nombre de vendeurs	- déplacement de la courbe

La courbe d'offre indique comment la quantité offerte d'un bien varie quand le prix de ce bien est modifié les autres facteurs étant supposés constants. Quand l'un des autres déterminants de l'offre varie, la courbe d'offre subit une translation.



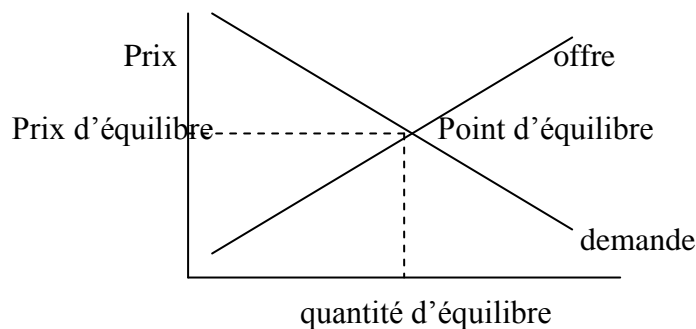
4. la rencontre de l'offre et de la demande

a. l'équilibre

il y a un point où les 2 courbes d'offre et de demande se confondent : ce point est appelé le point d'équilibre du marché.

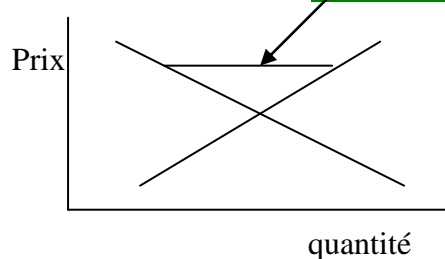
Le prix défini par ce point est dénommé prix d'équilibre tandis que la quantité définie est appelée quantité d'équilibre.

Au prix d'équilibre, la quantité de bien que les acheteurs sont prêts à acheter et capables d'acheter est exactement égale à la quantité que les vendeurs sont prêts à vendre et capables de vendre.

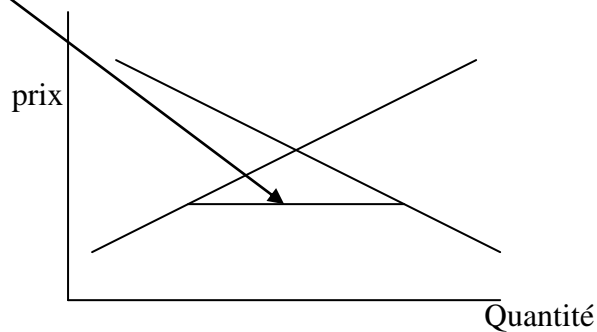


Le prix d'équilibre est parfois appelé prix de satisfaction du marché puisque c'est le prix qui satisfait tout le monde.

S'il y a un surplus de production, les vendeurs sont incapables de vendre tout ce qu'ils ont au prix courant et cette situation est dite d'offre excédentaire.



Si c'est la quantité demandée qui excède l'offre, il y a alors pénurie de marchandise, les acheteurs ne peuvent pas acheter tout ce qu'ils veulent au prix courant et on parle alors de demande excédentaire.



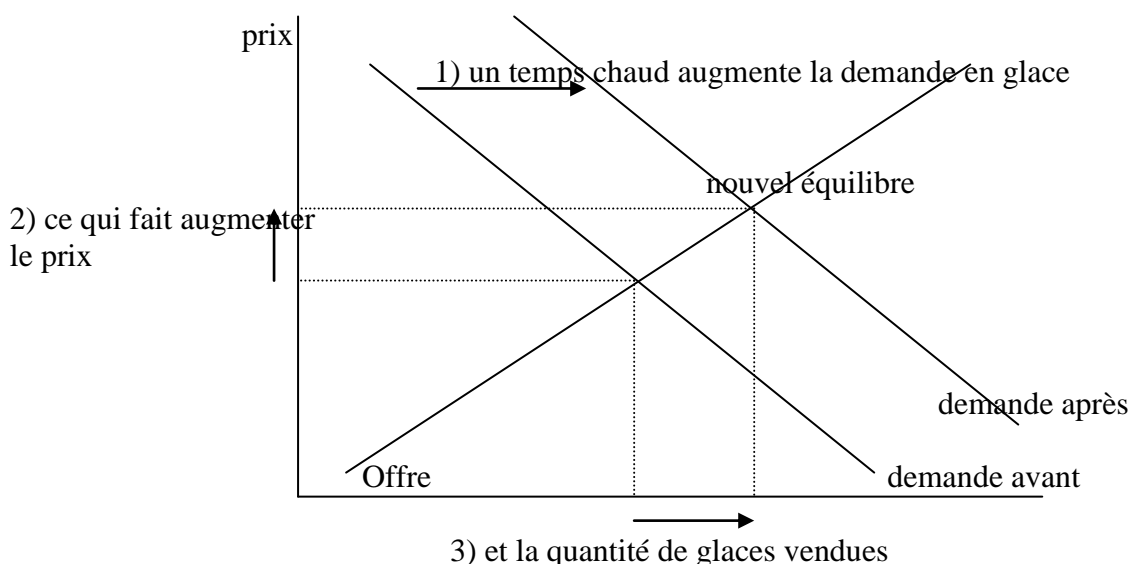
C'est ainsi que les activités de la multitude d'acheteurs et de vendeurs poussent automatiquement le prix du marché vers son point d'équilibre.

Ce mécanisme d'équilibrage est tellement important pour les marchés que l'on parle de la loi de l'offre et de la demande : le prix d'un bien s'ajuste de manière à assurer l'équilibre de l'offre et de la demande.

b. trois étapes pour analyser les modifications de l'équilibre

1. décider si l'événement affecte la courbe de demande, la courbe d'offre ou les deux courbes à la fois
2. décider de la direction dans laquelle la courbe est déplacée
3. constater l'impact de ces variations sur le point d'équilibre, à l'aide d'un diagramme offre-demande

c. exemple : modification de la demande due à la chaleur



5. conclusion

- les forces de l'offre et de la demande sont essentielles pour le fonctionnement des marchés

- l'offre et la demande déterminent ensemble les prix d'équilibre des biens et des services, ainsi que les quantités d'équilibre
- les prix sont des signaux qui guident les agents économiques dans leurs prises de décisions et assurent l'allocation des ressources rares.

Synthèse :

Mots-clés :

- **marché** : groupe d'acheteurs et de vendeurs d'un bien ou d'un service particulier
- **marché concurrentiel** : marché sur lequel les acheteurs et les vendeurs sont trop nombreux pour que l'un d'entre eux puisse influencer le prix de marché
- **quantité demandée** : quantité d'un bien que les acheteurs sont prêts à acheter et capables d'acheter
- **loi de la demande** : toutes choses étant égales par ailleurs, la quantité demandée d'un bien diminue quand le prix du bien augmente
- **bien normal** : bien dont la quantité demandée augmente quand le revenu des acheteurs augmente
- **bien inférieur** : bien dont la quantité demandée diminue quand le revenu des acheteurs augmente
- **produits substituables** : deux produits tels que l'augmentation du prix de l'un conduit à une augmentation de la demande de l'autre
- **produits complémentaires** : deux produits tels que l'augmentation du prix de l'un conduit à une diminution de la demande de l'autre
- **plan de demande** : tableau indiquant la relation entre le prix d'un bien et la quantité demandée
- **courbe de demande** : représentation graphique de la relation entre prix d'un bien et quantité demandée
- **ceteris paribus** : locution latine signifiant « toutes choses étant égales par ailleurs »
- **quantité offerte** : quantité de biens que les vendeurs sont prêts à vendre et capables de vendre
- **loi de l'offre** : toutes choses étant égales par ailleurs, la quantité offerte d'un bien augmente quand le prix du bien augmente
- **plan d'offre** : tableau indiquant la relation entre le prix d'un bien et la quantité offerte
- **équilibre** : situation dans laquelle offre et demande se compensent parfaitement
- **prix d'équilibre** : prix qui assure l'équilibre de l'offre et de la demande
- **quantité d'équilibre** : quantité offerte et demandée quand le prix assure l'équilibre de l'offre et de la demande
- **offre excédentaire** : situation dans laquelle la quantité offerte est supérieure à la quantité demandée
- **demande excédentaire** : situation dans laquelle la quantité demandée est supérieure à la quantité offerte
- **loi de l'offre et de la demande** : le prix d'un bien s'ajuste de manière à assurer l'équilibre de l'offre et la demande du bien en question.

Chapitre 5 : l'élasticité et ses applications

sur un marché concurrentiel, comme celui du blé, la courbe d'offre à pente positive représente le comportement des vendeurs et la courbe de demande à pente négative le comportement des acheteurs.

Le concept d'élasticité mesure la sensibilité des acheteurs et des vendeurs à une variation dans les conditions du marché et nous permet d'analyser l'offre et la demande avec une plus grande précision.

Une définition générale de l'élasticité serait une variation en pourcentage d'une chose par rapport à une variation de 1% d'une autre chose.

Il y a 4 types d'élasticité :

- élasticité-prix de la demande
- élasticité-revenu
- élasticité-prix croisée de la demande
- élasticité-prix de l'offre

1. l'élasticité de la demande

a. l'élasticité-prix de la demande et ses déterminants

la loi de la demande stipule qu'une diminution du prix d'un bien génère une augmentation de la quantité demandée. L'élasticité-prix de la demande mesure la taille de la variation de quantité en réponse à un changement de prix.

Si la quantité demandée varie substantiellement, on parlera de demande élastique.

Si au contraire la quantité demandée est peu sensible aux variations de prix, on parlera de demande inélastique ou rigide.

Dans la mesure où la demande est fondée sur les préférences du consommateur, l'élasticité-prix de la demande dépend de toutes les forces économiques, sociales et psychologiques qui façonnent les désirs individuels.

Les **biens essentiels** ont en général une demande rigide tandis que celle des **articles de luxe** est élastique. Le classement d'un bien en produit essentiel ou article de luxe est indépendant des propriétés intrinsèques du produit et repose entièrement sur les préférences de l'acheteur.

Les biens pour lesquels il existe des **substituts proches** ont tendance à avoir une demande élastique, puisque les consommateurs n'ont aucun mal à passer des uns aux autres.

L'élasticité de la demande sur le marché dépend aussi de la façon dont on définit les limites dudit marché. Les **marchés précisément définis** ont tendance à avoir des demandes plus élastiques que ceux définis en termes vagues, parce qu'il est plus facile de trouver des substituts proches pour des produits clairement définis.

Les demandes sont en général d'autant plus élastiques que les horizons temporels sont éloignés (à long terme).

b. calcul de l'élasticité-prix de la demande

les économistes calculent l'élasticité-prix de la demande comme le ratio de la variation en pourcentage de la quantité demandée par la variation en pourcentage du prix.

$\text{Elasticité-prix de la demande} = \frac{\text{Variation de la quantité demandée (\%)}}{\text{Variation du prix (\%)}}$
--

Supposons par exemple qu'une augmentation du prix du cornet de glace de 2\$ à 2.20\$ fasse tomber la consommation de 10 à 8 cornets.

L'augmentation du prix en pourcentage est $(2.20 - 2) / 2 \times 100 = 10\%$

La variation de la quantité demandée en pourcentage est $(10 - 8) / 10 \times 100 = 20\%$

Dans ces conditions, l'élasticité de la demande est : $20\% / 10\% = 2$

L'élasticité de la demande est égale à 2 ce qui signifie que la variation de quantité demandée est 2 fois plus importante que la variation de prix.

Comme la quantité demandée est une fonction inverse du prix, la variation en pourcentage de la quantité sera toujours de signe opposé à celle du prix.

Dans l'exemple précité, la variation en pourcentage du prix est positive de 10% (puisque'il y a augmentation) tandis que la variation en pourcentage de la quantité est négative de 20% (puisque'il y a diminution)

c. la diversité des courbes de demande

- demande parfaitement inélastique → élasticité égale à 0
les consommateurs sont « extrêmement insensible » aux variations de prix

- demande inélastique → élasticité inférieure à 1

- demande à élasticité unitaire → élasticité égale à 1

- demande élastique → élasticité supérieure à 1

- demande parfaitement élastique → élasticité tendant vers l'infini

les consommateurs sont « extrêmement sensibles » aux variations de prix. De tous petits changements de prix se traduisent par d'énormes variations de quantités demandées.

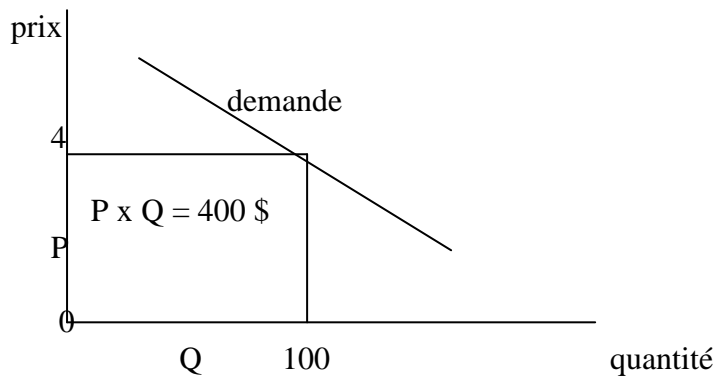
L'élasticité-prix de la demande mesurant l'ampleur de la variation de la quantité demandée en réaction à une variation du prix, elle est étroitement liée à la pente de la courbe de demande.

Plus la courbe de demande est plate en un point, plus l'élasticité de la demande sera grande. Plus la courbe est pentue, moins grande est l'élasticité-prix.

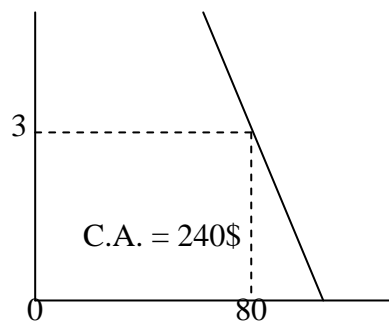
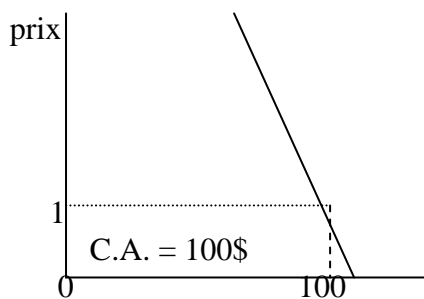
d. chiffre d'affaires et élasticité-prix de la demande

quand on s'intéresse aux variations de l'offre et de la demande sur un marché, il est une variable importante à étudier : le chiffre d'affaires c'est-à-dire le montant total payé par les acheteurs et reçu par les vendeurs du bien.

Sur un marché quelconque, le chiffre d'affaires est défini par le produit $P \times Q$, produit du prix par la quantité vendue. Graphiquement, il s'agit du rectangle situé sous la courbe de la demande.

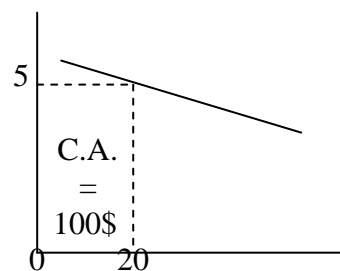
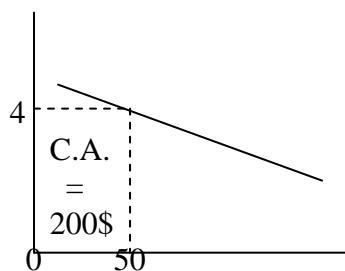


Si la demande est rigide, l'augmentation de prix se traduit par une croissance du chiffre d'affaire.



le produit $P \times Q$ augmente car la baisse de Q est proportionnellement plus petite que l'augmentation de P .

si la demande est élastique, on obtient le résultat opposé.



parce que la demande est élastique, la réduction de quantité demandée est telle qu'elle surcompense largement l'effet de l'augmentation de prix. Donc une augmentation du prix fait

baissier le produit $P \times Q$ car la baisse de Q est proportionnellement plus grande que la hausse de P .

- quand l'élasticité-prix de la demande est < 1 , une augmentation de prix génère une hausse du chiffre d'affaires, et une diminution du prix réduit le chiffre d'affaires
- quand l'élasticité-prix de la demande est > 1 , une augmentation de prix génère une baisse de chiffre d'affaires, et une diminution de prix accroît le chiffre d'affaires
- si l'élasticité-prix de la demande est exactement égale à 1, une modification de prix n'a aucun effet sur le chiffre d'affaires

e. l'élasticité-revenu de la demande

l'élasticité-revenu de la demande mesure comment la quantité demandée évolue quand le revenu du consommateur change.

Cette élasticité-revenu est égale à la variation en pourcentage de la quantité demandée divisée par la variation en pourcentage du revenu.

Variation de la quantité demandée (%)
<u>Elasticité-revenu de la demande =</u>
Variation du revenu (%)

Pour les biens normaux, un revenu supérieur augmente la quantité demandée ($E_y > 0$).

Pour les biens inférieurs, une augmentation du revenu se traduit par une quantité demandée inférieure ($E_y < 0$).

Il y a également des biens neutres pour lesquels $E_y = 0$

Les biens que les consommateurs considèrent comme des « nécessités » sont inélastiques par rapport au revenu. Ex : nourriture, habillement, chauffage,...

Les biens que les consommateurs considèrent comme des « luxes » sont élastiques par rapport au revenu. Ex : voiture de sport, caviar, vacances chères,...

2. l'élasticité de l'offre

a. l'élasticité-prix de l'offre et ses déterminants

la loi de l'offre stipule que la quantité fournie augmente avec le prix. L'élasticité-prix de l'offre mesure la réponse de la quantité fournie aux changements de prix.

L'offre d'un bien est dite élastique si la quantité fournie évolue substantiellement en cas de changement de prix.

L'offre est qualifiée de rigide si la quantité fournie n'est que peu affectée par un changement de prix.

L'élasticité-prix de l'offre dépend de la flexibilité dont font preuve les vendeurs pour modifier la quantité de produit qu'ils proposent.

Sur la plupart des marchés, l'horizon de temps considéré est un déterminant essentiel de l'élasticité-prix de l'offre ; l'offre est en général plus élastique à long terme qu'à court terme.

A court terme, la quantité fournie n'est pas très sensible au prix : il faut du temps pour embaucher de nouveaux salariés ou accroître la taille de leurs usines,...

A long terme, l'offre est sensible au prix.

b. calcul de l'élasticité-prix de l'offre

l'élasticité-prix de l'offre est égale au ratio de la variation en pourcentage de quantité fournie par la variation en pourcentage du prix.

$\text{Elasticité-prix de l'offre} = \frac{\text{Variation de quantité offerte (\%)}}{\text{Variation du prix (\%)}}$

Supposons une augmentation du prix du lait de 3 à 3.30\$ qui incite les producteurs à augmenter leur production de 10 000 à 11 500 par mois.

La variation du prix en pourcentage est $(3.3 - 3)/3 \times 100 = 10\%$

La variation de la quantité offerte en pourcentage est de $(11\,500 - 10\,000)/10\,000 \times 100 = 15\%$

Dans ce cas l'élasticité-prix de l'offre est $15\% / 10\% = 1.5\%$

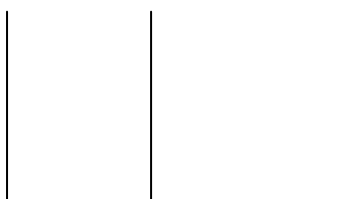
c. la diversité des courbes d'offres

dans la mesure où l'élasticité-prix de l'offre indique l'ampleur de la variation de la quantité offerte en réponse à une variation du prix, elle est reflétée par l'allure même de la courbe de l'offre.

- parfaitement élastique : l'élasticité de l'offre tend vers l'infini, la courbe de l'offre est horizontale et de tous petits changements de prix se traduisent par d'énormes variations de la quantité offerte



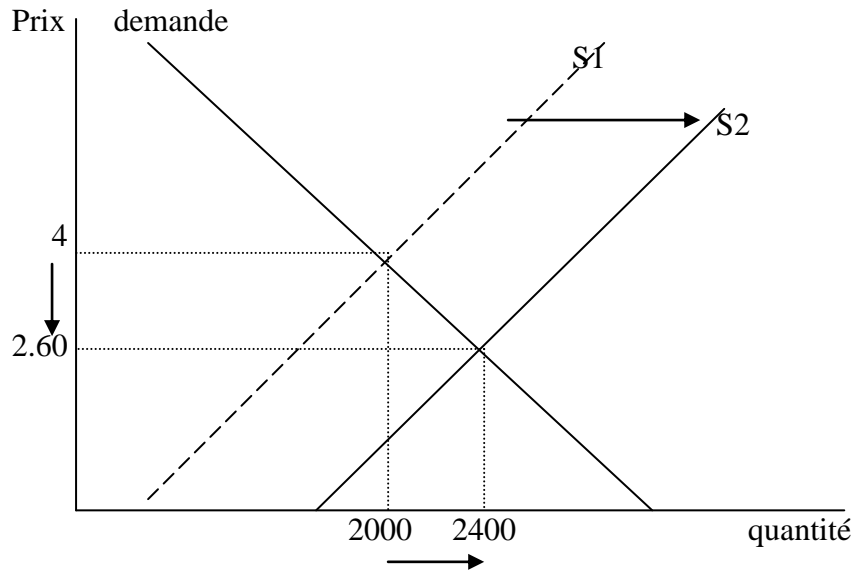
- élastique : l'élasticité de l'offre est > 1
- unitaire : l'élasticité de l'offre est $= 1$
- inélastique : l'élasticité de l'offre est < 1
- parfaitement inélastique : l'élasticité de l'offre est nulle, la courbe de l'offre est verticale et l'offre est totalement rigide, la quantité offerte sera la même quel que soit le prix



3. une application

que se passe-t-il sur le marché du blé quand les agronomes découvrent une nouvelle variété de blé plus productive que les variétés précédentes ?

quand une découverte technologique permet d'accroître l'offre de blé de S1 à S2, le prix du blé tombe. Parce que la demande de blé est rigide, l'augmentation de quantité offerte de 2000 à 2400 est proportionnellement inférieure à la baisse de prix de 4 à 2.6\$. par conséquent, les agriculteurs voient leur chiffre d'affaires baisser de 8 000\$ à 5 760\$.



$$\text{calcul de l'élasticité-prix de l'offre} = \frac{(2400 - 2000) / 2000 \times 100}{(2.60 - 4) / 4 \times 100} = 0.57 \text{ (inélastique)}$$

synthèse :

mots-clés :

- **élasticité** : mesure de l'ampleur de la variation de la quantité offerte ou de la quantité demandée en réaction à une variation de l'un de ses déterminants
- **élasticité-prix de la demande** : ampleur de la variation de la quantité demandée en réaction à une variation du prix du bien ; obtenue en divisant la variation en pourcentage de la quantité demandée par la variation en pourcentage de prix
- **chiffre d'affaires** : le montant payé par les acheteurs et perçu par les vendeurs d'un bien : obtenu par le prix du bien multiplié par la quantité vendue
- **élasticité-revenu de la demande** : ampleur de la variation de la quantité demandée en réaction à une variation du revenu de l'acheteur ; obtenu en divisant la variation en pourcentage de la quantité demandée par la variation en pourcentage du revenu du consommateur
- **élasticité-prix de l'offre** : ampleur de la variation de la quantité offerte en réaction à une variation du prix du bien ; obtenue en divisant la variation en pourcentage de la quantité offerte par la variation en pourcentage du prix du bien

Chapitre 6 : offre, demande et politiques publiques

1. le contrôle des prix

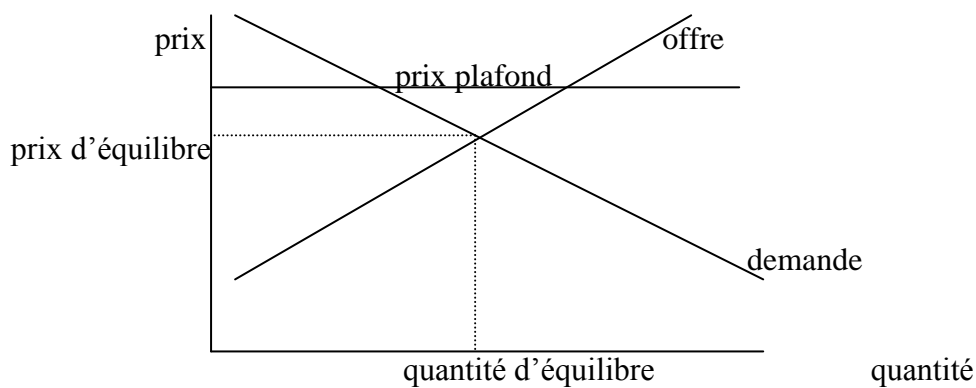
dans une économie de marché « libre », sans intervention, les forces de marché établissent les prix d'équilibre et les quantités échangées. Mais cet équilibre de marché peut ne pas satisfaire tout le monde → contrôle des prix.

Les prix sont imposés quand le gouvernement est convaincu que le prix de marché est injustifié pour les acheteurs ou les vendeurs. Ce qui a pour résultat la fixation de prix plafond (le gouvernement impose un prix maximal) et de prix plancher (le gouvernement impose un prix minimal).

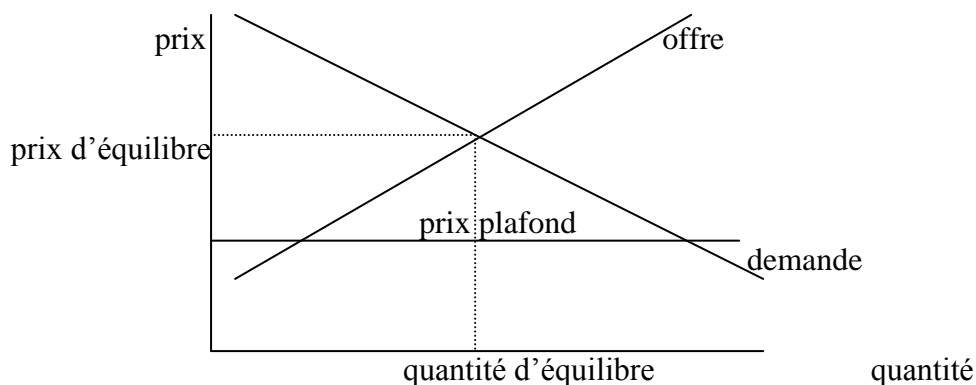
a. prix plafonds

quand le gouvernement impose un prix plafond, il y a 2 éventualités :

- soit le prix plafond ne constitue pas une contrainte s'il est supérieur au prix d'équilibre, les forces de marchés poussent celui-ci vers l'équilibre



- soit le prix plafond est contraignant et il en découle une pénurie s'il est inférieur au prix d'équilibre car le jeu de l'offre et de la demande pousse les prix vers le prix d'équilibre mais quand le plafond est atteint, le prix ne peut plus augmenter. A ce prix, la quantité demandée dépasse la quantité offerte et il y a pénurie.



quand le gouvernement impose un prix plafond contraignant à un marché concurrentiel, il en découle toujours une pénurie du bien, et les vendeurs doivent rationner le produit devenu rare face aux nombreux acheteurs potentiels.

Ces mécanismes de rationnement sont rarement souhaitables car les files d'attente consomment inutilement le temps et l'énergie des acheteurs. La discrimination pratiquée par les vendeurs en fonction de leurs préférences est à la fois inefficace puisque le bien ne revient pas à celui qui accorde le plus de valeur et injuste.

Au contraire, les mécanismes de rationnement d'un marché librement concurrentiel est à la fois efficace et impersonnel.

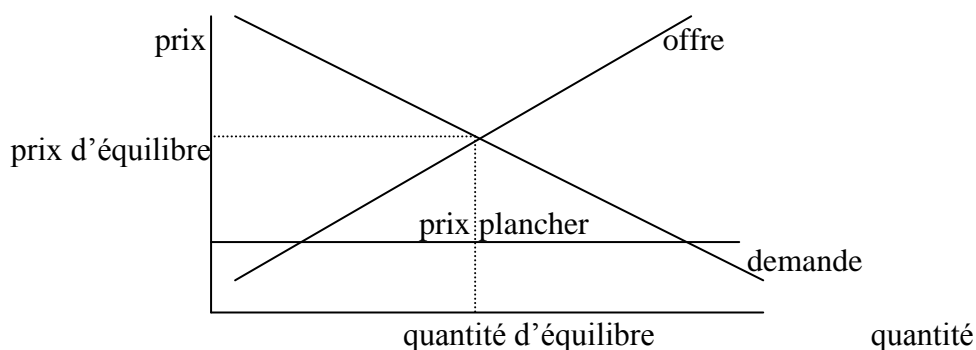
Les marchés libres rationnent les produits par leurs prix.

b. prix planchers

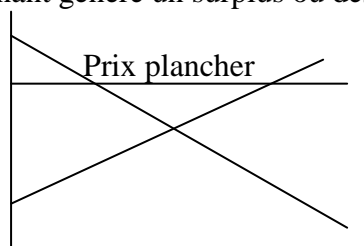
le gouvernement instaure un prix plancher. Ce prix, tout comme le prix plafond, vise à maintenir le prix à un niveau différent du niveau d'équilibre. Le prix plancher détermine un minimum légal.

Quand le gouvernement impose un prix plancher, deux résultats peuvent être envisagés :

- le prix d'équilibre est supérieur au prix plancher donc celui-ci ne constitue pas une contrainte. Les forces de marché déterminent librement l'équilibre et le prix plancher n'a aucun effet



- le prix d'équilibre est inférieur au prix plancher donc celui-ci agit comme une contrainte pour le marché. L'offre et la demande tendent à pousser le prix vers le niveau d'équilibre, mais le prix ne peut pas descendre en-dessous du prix plancher. Le prix de marché est donc égal au prix plancher. A ce prix, la quantité offerte dépasse largement la quantité demandée et certains vendeurs qui voudraient vendre à ce prix-là ne pourront le faire. Un prix plancher contraignant génère un surplus ou des excédents.



Les excédents ont pour conséquence à nouveau un rationnement où les acheteurs peuvent discriminer entre les vendeurs.

Alors que sur un marché libre, c'est le prix qui organise le rationnement, et les vendeurs peuvent vendre tout ce qu'ils veulent au prix d'équilibre.

Ex : le salaire minimal ne se contente pas d'affecter la quantité de travail demandée, il joue aussi sur la quantité offerte.

2. les impôts

la raison d'être des impôts est :

- de collecter les recettes pour l'Etat
- de restreindre l'allocation d'un produit

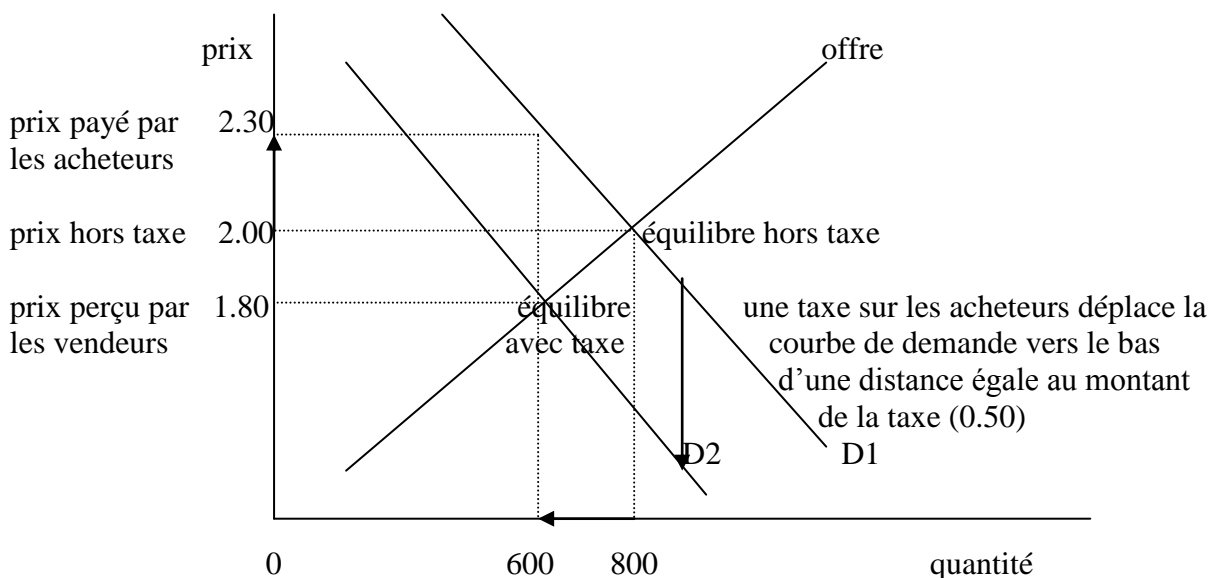
qu'est-ce qu'une accise ? une taxe « par unité » indépendante du prix du produit.

L'incidence fiscale : qui paie les impôts ? le vendeur ou l'acheteur ? comment la charge fiscale est-elle répartie entre le vendeur et l'acheteur ? quand l'Etat impose une taxe sur un produit, la quantité d'équilibre tombe, le marché se rétrécit et la demande ou l'offre se déplacent.

L'impôt décourage l'activité économique. La quantité d'équilibre diminue. Les vendeurs et les acheteurs supportent la charge fiscale.

a. l'impact sur le marché des taxes payées

l'effet immédiat de la taxe porte sur la demande. La courbe d'offre n'est pas affectée puisque les vendeurs proposeront les mêmes quantités à tous les niveaux de prix. En revanche, les acheteurs doivent maintenant payer outre le prix normal, une taxe au gouvernement chaque fois qu'ils achètent le produit. L'existence de la taxe va donc déplacer la courbe de demande. Même si la taxe est imposée aux acheteurs, le poids réel pèse sur acheteurs et vendeurs



pour les vendeurs, la taxe provoque soit un déplacement de la courbe de demande vers le bas soit un déplacement de la courbe de l'offre vers le haut du montant égal à la taxe.

La taxe augmente le prix de marché pour l'acheteur et diminue la demande et le prix perçu par le vendeur.

Les taxes sur les acheteurs et sur les vendeurs sont équivalentes.

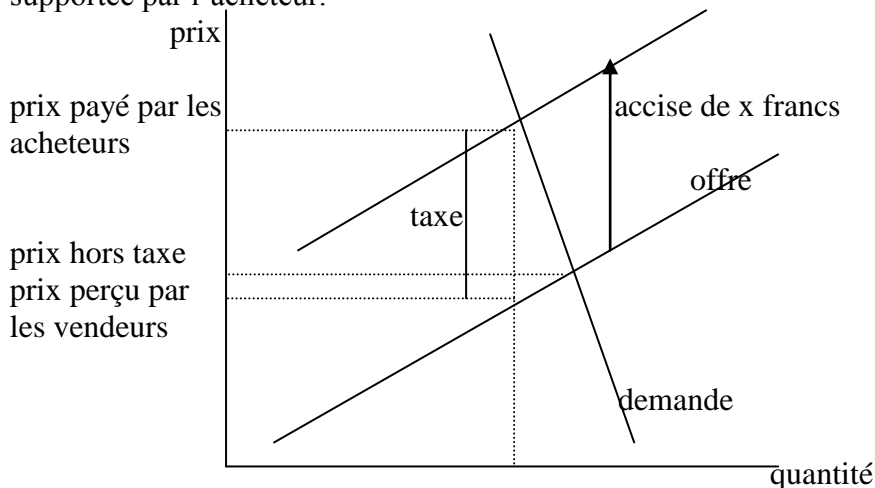
b. élasticité et incidence fiscale

considérons une taxe qui frappe les vendeurs. Quels sont les effets de cette taxe ? quelles sont les différences par rapport à une taxe qui frappe les acheteurs ?

le résultat dépend de l'élasticité de la demande et de l'élasticité de l'offre.

Le fardeau de la taxe tombe plus sur le côté ayant une plus faible élasticité-prix !

Plus inélastique est la demande et plus élastique est l'offre, plus élevée sera la charge fiscale supportée par l'acheteur.



la charge fiscale des vendeurs correspond au prix hors taxe – le prix perçu par les vendeurs et la charge fiscale des acheteurs correspond au prix payé par les acheteurs – le prix hors taxe.

Plus élastique est la demande et plus inélastique est l'offre, plus élevée sera la charge fiscale supportée par le vendeur.

3. conclusion

l'économie est régulée par 2 types de lois :

- la loi de l'offre et de la demande
- les lois établies par l'Etat

les contrôles des prix et impôts présents dans les différents marchés :

- prix plafonds
- prix planchers
- impôts

synthèse :

Mots-clés :

- **prix plafond** : prix maximal auquel un produit peut être vendu d'après la loi
 - **prix plancher** : prix minimal auquel un produit peut être vendu d'après la loi
- incidence fiscale** : lieu d'application final de l'impôt

Chapitre 7 : le commerce international

1. les déterminants de l'échange

comment le commerce international affecte-t-il la prospérité économique ?
à qui profite l'échange libre entre les pays ?

rappel : le principe de l'avantage comparatif

théoriquement, l'échange peut bénéficier à tous parce qu'il permet à chacun de se spécialiser dans ce qu'il fait de mieux.

Le principe de l'avantage comparatif nous permet de comparer les producteurs selon leurs coûts d'opportunité. Le producteur qui a un coût d'opportunité plus faible dans la production d'un produit a un avantage comparatif dans la production de ce bien.

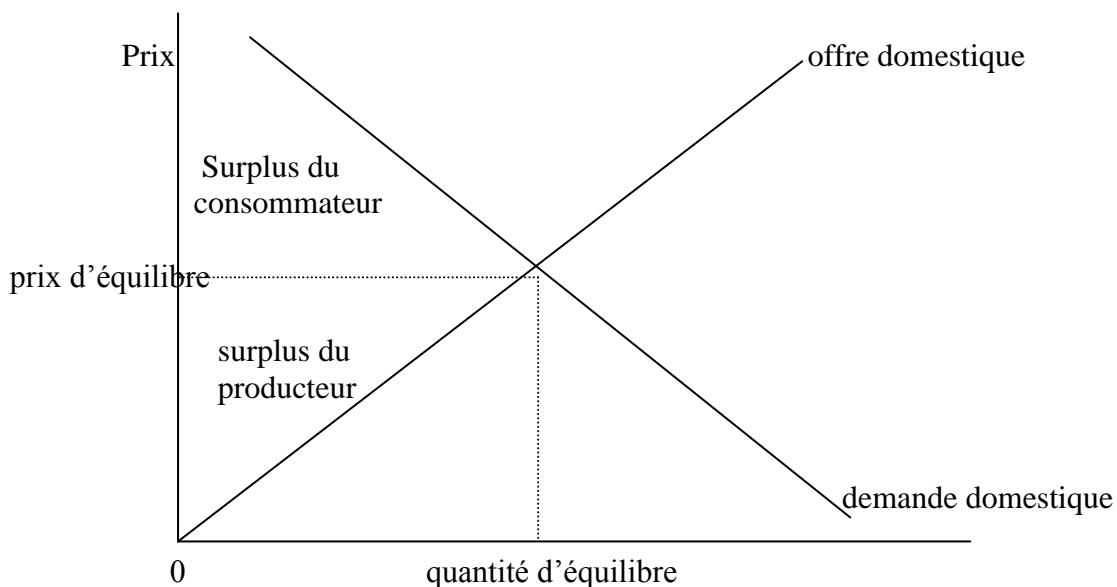
a. l'équilibre sans échange

les effets du commerce international se montrent dans la différence entre le prix domestique d'un bien sans échange et le prix mondial de ce même bien.

Un pays sera soit exportateur soit importateur.

Supposons :

Un pays isolé du reste du monde et qui produit des tomates. Dans ce cas, le marché des tomates sera uniquement composé des vendeurs et des acheteurs du pays. Le prix domestique s'ajustera pour équilibrer l'offre et la demande domestiques. La somme des surplus des consommateurs et des producteurs représentera le bien-être économique total que les vendeurs et les acheteurs retirent de l'échange.



b. prix mondial et avantage comparatif

si le pays décide de s'engager dans le commerce international, sera-t-il un importateur ou un exportateur ? qui bénéficiera de l'échange libre des tomates et qui perdra ? les gains seraient-ils supérieurs ou pertes ?

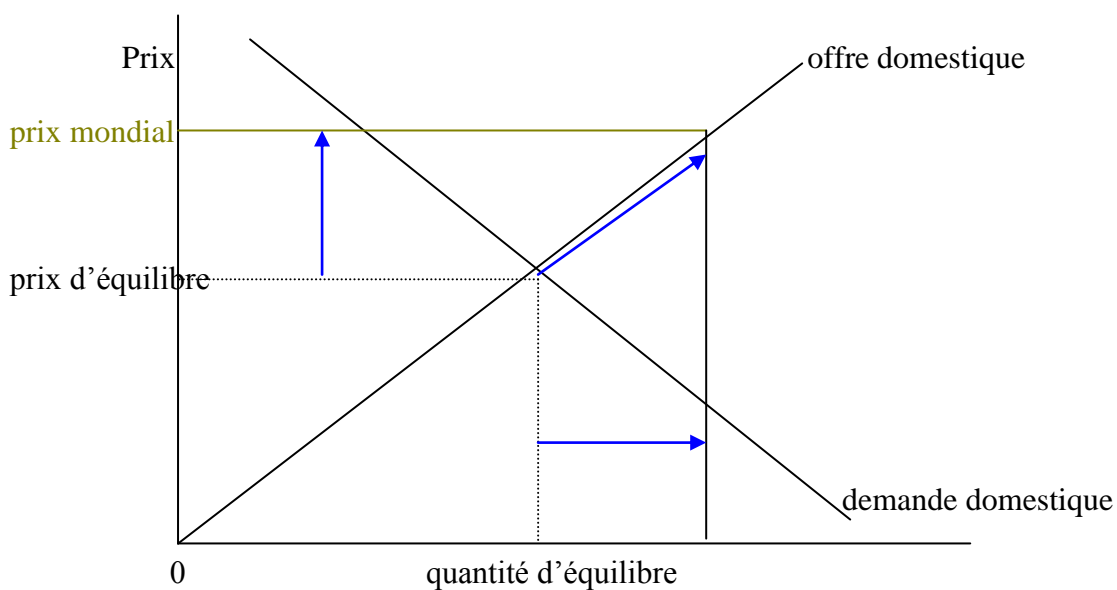
si le pays a un avantage comparatif dans la production d'un bien, alors le prix domestique sera inférieur au prix mondial et le pays sera un exportateur du bien en question.

Si le reste du monde a un avantage comparatif dans la production du bien, alors le prix domestique sera supérieur au prix mondial et le pays sera un importateur du bien en question.

Exemple d'un exportateur

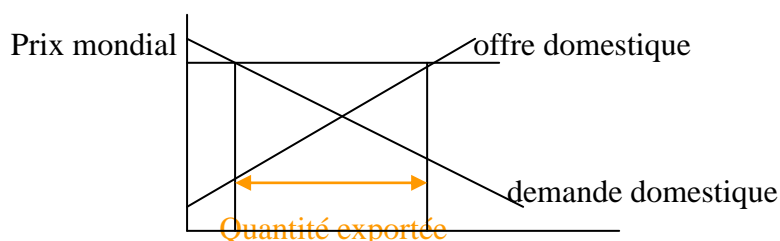
Si le prix mondial des tomates est supérieur au prix domestique, le pays sera un exportateur de tomates si l'échange est permis !

Les producteurs de tomates voudront vendre leurs tomates au prix mondial et la production domestique augmentera ainsi le prix domestique.



comme les vendeurs domestiques produisent plus de tomates et vendent une partie de l'output additionnel sur le marché mondial, le prix domestique montera au niveau du prix mondial. Alors le pays deviendra un exportateur.

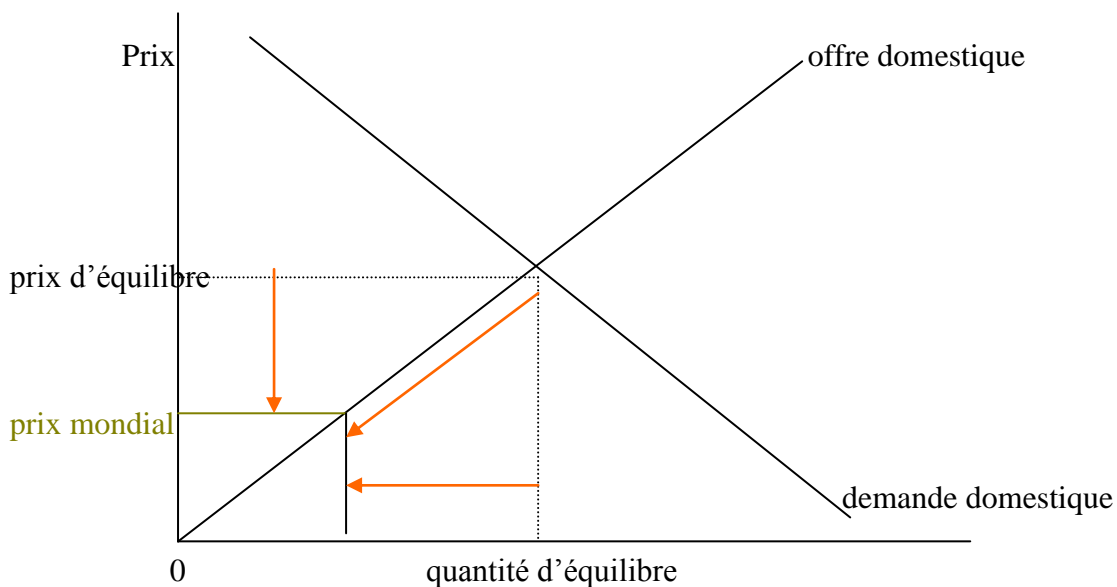
La différence entre la demande domestique au prix mondial et la production domestique représente la quantité exportée.



Exemple d'un importateur

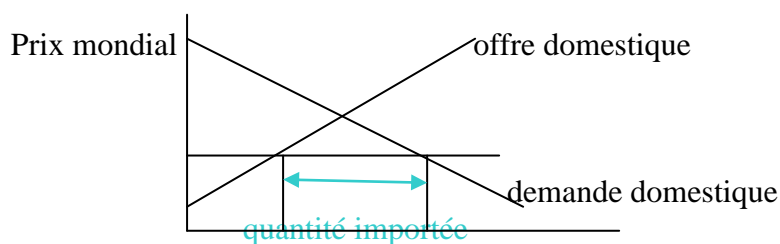
Si le prix mondial des tomates est inférieur au prix domestique, le pays deviendra un importateur de tomates quand le commerce est libéralisé. Les consommateurs voudront acheter des tomates meilleur marché au prix mondial.

Les producteurs de tomates seront obligés de baisser leur output jusqu'au point où le prix domestique sera égal au prix mondial.



comme conséquence du prix mondial plus faible, la quantité demandée par les consommateurs augmentera mais la production domestique diminuera alors le pays deviendra un importateur !

la différence entre la demande domestique au prix mondial et la production domestique représente la quantité importée.



2. gagnants et perdants du commerce international

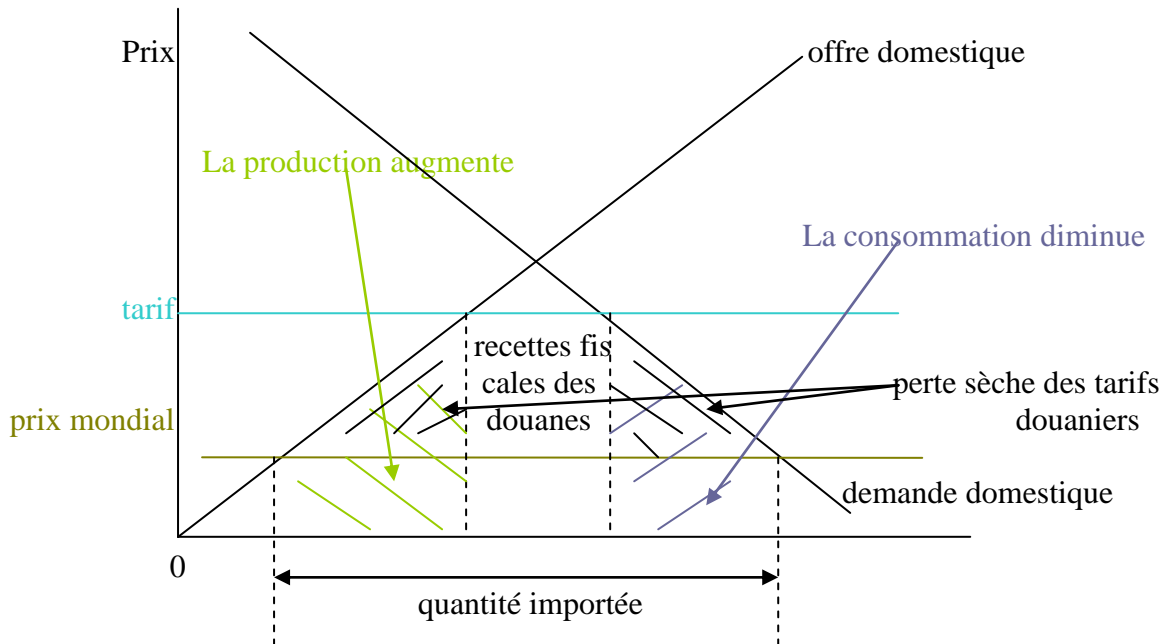
quand un pays s'ouvre à l'échange et devient exportateur d'un bien, alors les producteurs domestiques de ce bien gagnent car ils vendent à un prix plus élevé. Mais les consommateurs domestiques perdent puisqu'ils paient maintenant un prix plus élevé aussi.

Quand un pays s'ouvre à l'extérieur est devient importateur d'un bien, alors les consommateurs domestiques gagnent car ils paient un prix moins élevé. Mais les producteurs domestiques du bien perdent car ils vendent maintenant à un prix moins élevé.

L'échange augmente le bien-être du pays c'est-à-dire que le surplus total augmente.

3. conclusions en matière de politique tarifaire

un tarif est un impôt sur les biens importés. Le tarif monte le prix des biens importés au-dessus du prix mondial. Les vendeurs domestiques du bien taxé y gagnent tandis que les consommateurs perdent.



comme toute taxe, le tarif douanier modifie les incitations et change l'allocation des ressources. Il augmente le prix domestique, encourage la production domestique. Le prix plus élevé sur le marché domestique conduit les consommateurs à acheter une quantité plus faible.

4. arguments en faveur des restrictions douanières

a. l'emploi

les opposants du commerce libre prétendent que l'échange est destructeur d'emplois domestiques, que certains travailleurs se retrouveront au chômage. Cependant, le libre commerce crée des emplois en même temps qu'il en détruit.

b. la sécurité nationale

quand une industrie est menacée par la concurrence étrangère, les partisans des politiques protectionnistes font remarquer que l'industrie en question est vitale pour la sécurité nationale. Les économistes reconnaissent la validité de l'argument pour certaines industries sensibles mais ils considèrent que cet argument est trop fréquemment utilisé par des producteurs qui cherchent à faire de l'argent sur le dos des consommateurs.

c. l'industrie naissante

certaines industries naissantes plaident parfois pour une protection temporaire facilitant leur démarrage. L'idée étant qu'après la période de protection, l'industrie devenue solide pourra faire face à la concurrence étrangère (idem pour industries vieillissantes).

Les économistes sont en général assez sceptiques devant ces déclarations. D'abord parce qu'il est difficile de mettre en œuvre ce genre de politique. Pour le faire efficacement, le gouvernement devrait déterminer quels seront les secteurs industriels qui seront profitables à terme et si les bénéfices de cette politique seront supérieurs aux coûts de la protection, supportés par les consommateurs.

d. la concurrence déloyale

un argument traditionnel consiste à dire que la liberté du commerce international n'est valable que si tout le monde adopte les mêmes règles. Si les entreprises sont soumises à des règles différentes, la concurrence est faussée.

Cela n'est pas très bon pour les producteurs locaux mais les consommateurs bénéficient de prix inférieurs et il resterait que les gains des consommateurs seraient supérieurs aux pertes des producteurs.

e. la protection comme facteur de négociation

certaines hommes politiques qui prétendent défendre le libre-échange international font remarquer que les politiques protectionnistes constituent des facteurs de négociation dans les discussions commerciales avec les partenaires étrangers. Selon eux, la menace d'une restriction douanière peut aider à faire disparaître une barrière douanière déjà imposée par l'étranger.

5. conclusion

bien que certains arguments en faveur de restrictions au commerce international soient parfois valables dans certains cas précis, le libre-échange est généralement la meilleure politique à suivre.

synthèse :

mots-clés :

- **prix mondial** : prix sur le marché mondial du bien en question
- **taxe à l'importation** : taxe frappant les produits fabriqués à l'étranger et vendus dans le pays
- **quota d'importation** : quantité maximale de produit fabriqué à l'étranger qui peut être vendue dans le pays

Chapitre 8 : le revenu national

La macro économie est l'étude de l'économie dans son ensemble : inflation, chômage, croissance, monnaie, ... elle ne nous apprend rien sur une entreprise ou un ménage particulier. L'objet de la macro économie est d'expliquer les modifications économiques qui affectent tout à la fois les ménages, les entreprises et les marchés.

La micro-économie étudie les comportements des ménages et des entreprises individuelles ainsi que leurs interactions sur les marchés.

Pour comprendre l'économie, il faut :

- identifier les domaines importants :
 - l'output total et le revenu national
 - le niveau général des prix
 - l'emploi des ressources
- mesurer les variables importantes :
 - le produit intérieur brut réel
 - l'indice des prix à la consommation
 - le taux de chômage

1. le revenu et les dépenses de l'économie

quand on veut savoir comment tourne l'économie, il est naturel de regarder le revenu total généré par l'ensemble de la population. C'est précisément ce que fait le Produit Intérieur Brut.

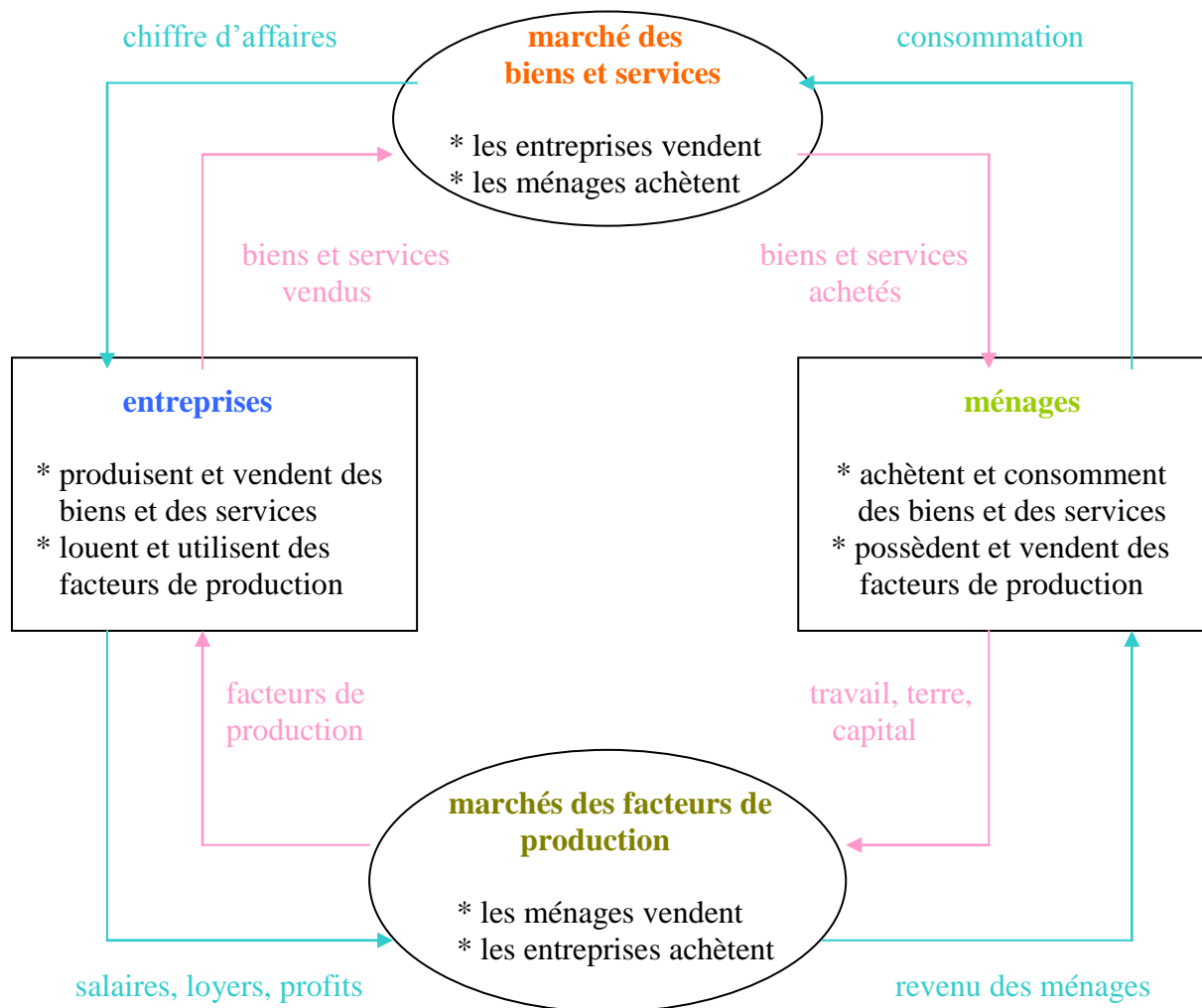
Le produit intérieur brut mesure 2 choses en même temps : le revenu total de chaque acteur de l'économie et la dépense totale de l'économie en biens et services. Si le PIB parvient à mesurer en même temps le revenu et la dépense du pays, c'est parce que ces 2 concepts sont identiques. *Pour l'économie globale, le revenu doit être égal à la dépense.*

Le diagramme de flux circulaire est une autre façon de concevoir l'égalité revenu-dépense : l'argent circule continuellement des ménages aux entreprises (sur le marché des biens et services) puis de nouveau aux ménages (sur le marché des facteurs de production).

Il y a deux méthodes pour calculer le revenu national :

- approche dépenses : somme de toutes les dépenses pour les biens et services finaux
- approche revenus : somme de toutes les rémunérations de facteurs de production

ces 2 approches seront équivalentes puisque pour l'économie dans son ensemble, le revenu total doit être égal aux dépenses totales.



l'économie réelle est plus compliquée que cela car les ménages ne dépensent pas la totalité de leurs revenus puisqu'une partie sert à payer les impôts, une partie est épargnée et placée pour une consommation ultérieure. En outre, les ménages ne consomment pas l'intégralité des biens et services produits dans une économie.

2. la définition du produit intérieur brut

« le PIB est la valeur de marché de l'ensemble des biens et services finaux produits par un pays sur une période donnée. »

- l'output est évalué aux prix de marché
- l'output est mesuré en termes monétaires
- le PIB comprend seulement les produits finaux, on compte la même chose qu'une seule fois
- le PIB représente le montant dont on aurait besoin si on voulait acheter l'ensemble des produits finaux d'un pays
- le PIB comprend tous les biens et services produits et vendus légalement
- le PIB ne comprend pas les biens produits et consommés à la maison sans passer par les marchés. Les produits illicites sont également exclus.

- Le PIB ne tient pas compte des transactions sur des biens et services produits dans le passé mais que des biens et services qui viennent d'être produits
- Les biens et services ne sont inclus que dans la mesure où ils ont été produits à l'intérieur du pays, quelle que soit la nationalité du producteur
- Le PIB mesure la valeur de la production d'une période de temps donnée, en général un an ou un trimestre

Les autres mesures des revenus

- 1) le produit national brut (PNB) est la valeur de marché de l'ensemble des biens et services finaux produits par les résidents d'un pays dans une période donnée.
- 2) Le produit national net (PNN) est le revenu total des résidents d'un pays, après déduction de l'amortissement
- 3) Le revenu personnel correspond aux revenus perçus par les ménages
- 4) Le revenu personnel disponible correspond aux revenus perçus par les ménages après impôts directs

3. les composantes du produit intérieur brut

le PIB inclut toutes les formes de dépenses qui concernent des biens et services produits à l'intérieur d'un pays.

Le PIB (Y) est la somme de :

- la consommation (C) : achats de biens et de services par les ménages
- les investissements (I) : achats des biens d'équipement (usine, maison,...)
- les dépenses de l'Etat (G) : dépenses de tous les pouvoirs publics (Etat central, régions, communes,...) sans compter les paiements de transferts puisque ceux-ci ne correspondent pas à une rémunération directe des facteurs de production
- les exportations nettes (XN) : exportations – importations, elles peuvent être négatives ce qui signifie que le pays a moins gagné en vendant aux étrangers qu'il n'a dépensé en achetant aux étrangers

$$Y = C + I + G + XN$$

4. le PIB réel et le PIB nominal

si l'on constate une augmentation du PIB d'une année à l'autre, on peut conclure soit à une augmentation de la production de biens et services soit à une augmentation de leurs prix. Il est souvent utile de distinguer les 2 effets pour juger notamment de la croissance réelle de la production.

Le PIB mesuré aux prix courants est le PIB nominal. Il évalue la production de biens et services à l'aide de ces prix.

Le **PIB réel** est le PIB mesuré aux prix constants. Puisqu'il n'est pas affecté par les variations de prix, le PIB réel mesure la production de biens et services de l'économie. Il reflète donc la capacité de l'économie à satisfaire les besoins et les désirs des membres de la société. Le PIB réel est donc une meilleure mesure du bien-être économique que ne l'est le PIB nominal.

A partir du PIB nominal et du PIB réel, on peut calculer le déflateur du PIB.

Le **déflateur du PIB** est l'indice de prix pour l'ensemble de biens et services finaux. Il indique le niveau actuel des prix par rapport à celui de l'année de base, la part de la variation du PIB nominal imputable à la variation des prix et non à une variation des quantités.

$$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} \times 100$$

Le déflateur est, avec l'indice des prix à la consommation, une mesure couramment utilisée par les économistes pour apprécier l'évolution des prix.

5. PIB et bien-être économique

Le PIB mesure à la fois le revenu total de l'économie et la dépense totale en biens et services. Le **PIB par tête** (per capita) nous indique le revenu et la dépense de l'homme moyen dans une économie, il semble donc être une mesure naturelle du bien-être économique individuel de l'individu moyen.

C'est une mesure du bien-être matériel global mais pas une mesure de la qualité de vie ou du niveau de bonheur.

Certains facteurs ne sont pas inclus dans le PIB :

- loisir
- qualité de l'environnement
- valeur des activités en dehors des marchés comme le travail volontaire,...

Synthèse :

Mots-clés :

- **micro-économie** : étude du comportement individuel des ménages et des entreprises, et de leurs interactions sur les marchés
- **macro-économie** : étude des phénomènes économiques d'ensemble, comme l'inflation, le chômage et la croissance économique
- **produit intérieur brut (PIB)** : la valeur de marché de l'ensemble des biens et services finaux produits à l'intérieur d'un pays et sur une période donnée
- **produit national brut (PNB)** : la valeur de marché de l'ensemble des biens et services finaux produits par les résidents d'un pays et sur une période donnée
- **consommation** : achats de biens et services par les ménages, non compris les acquisitions de logement neuf

- **investissement** : achats de biens d'équipement, de stocks, de structures, y compris les achats de logement neuf par les ménages
- **dépenses publiques** : achats de biens et services effectués par les agences gouvernementales
- **exportations nettes** : achats par les étrangers de biens produits à l'intérieur du pays (exportations) diminués des achats par les résidents de biens produits à l'étranger (importations)
- **PIB nominal** : la production de biens et services valorisée aux prix courants
- **PIB réel** : la production de biens et services, valorisée à prix constants
- **Déflateur du PIB** : mesure du niveau des prix calculée en divisant le PIB nominal par le PIB réel

Formules :

$$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} \times 100$$

$$\underline{\underline{Y = C + I + G + XN}}$$

Chapitre 10 : production et croissance

Nous savons que le PIB mesure à la fois le revenu total généré par l'économie et la dépense totale de l'économie en biens et services.

Le niveau du PIB réel est un bon indicateur de la prospérité économique, et son taux de croissance est un bon indicateur du progrès économique.

1. la croissance économique dans le monde

il y a une énorme disparité des niveaux de vie d'un pays à l'autre. Compte tenu de la disparité des taux de croissance économique, le classement des pays en fonction de leurs revenus varie énormément dans le temps.

Le Japon a énormément progressé alors que la Grande-Bretagne et l'Argentine ont bien reculé. Il est donc clair que les pays riches ne sont pas assurés de le demeurer et que les pays pauvres peuvent progresser.

Pourquoi certains pays progressent-ils tandis que d'autres s'enfoncent ?

2. la productivité : son rôle et ses déterminants

a. pourquoi la productivité est-elle si importante ?

d'une certaine façon, expliquer cette grande disparité des niveaux de vie dans le monde est facile : productivité.

La notion de productivité fait référence à la quantité de biens et services qu'un travailleur peut produire en une heure de travail.

Le PIB mesurait le revenu total et la dépense totale d'une économie simultanément car au niveau de l'économie dans son ensemble, ces 2 données étaient égales. Le revenu de l'économie est égal à la production.

Un pays vivra bien s'il est capable de produire de grandes quantités de biens et services.

b. les déterminants de la productivité

1) le capital physique

les travailleurs sont d'autant plus efficaces dans leur ouvrage qu'ils disposent d'outils nombreux et adaptés. Ce stock d'équipement et de structures de production de biens et services est appelé capital physique ou tout simplement capital.

Les facteurs nécessaires à la production de biens et services (travail, capital,...) sont appelés facteurs de production.

La caractéristique essentielle du capital, c'est que c'est un facteur de production produit, c'est-à-dire qu'il est lui-même le résultat d'un processus de production.

Le capital est donc un facteur de production utilisé pour la production de toutes sortes de biens et services, y compris du capital.

2) le capital humain

c'est le terme que les économistes emploient pour désigner l'ensemble des connaissances et des talents acquis par les travailleurs au travers de l'éducation, l'apprentissage et l'expérience. Il accroît notre capacité productive et il est aussi un facteur de production produit.

3) le travail

c'est le facteur de production le plus évident. Il regroupe toutes les personnes qui contribuent à la production de biens et services : les agriculteurs, les ouvriers en usine, les commerciaux, les professeurs,...

4) les ressources naturelles

il s'agit des facteurs de production qui nous sont fournis par la nature : terrain, rivières,... il y en a 2 catégories : les renouvelables et les non-renouvelables.

Les différences de niveaux de vie dans le monde s'expliquent en partie par des dotations inégales en ressources naturelles. Mais si elles sont importantes, elles ne sont pas indispensables (Japon un des pays les plus riches et presque pas de ressources naturelles).

5) le savoir technologique

le savoir technologique regroupe l'ensemble des connaissances applicables au processus de production. La révolution technologique a permis de libérer le travail pour la production d'autres biens et services.

Le savoir technologique apparaît sous plusieurs formes. Il est parfois exclusif comme la recette du coca-cola mais il peut être connu de tous.

Il est important de distinguer le savoir technologique du capital humain. Le savoir technologique recouvre ce que la société connaît du fonctionnement du monde alors que le capital humain recouvre les ressources consacrées à la transmission de cette connaissance à la population active.

Le savoir, c'est la qualité des manuels d'enseignement alors que le capital humain c'est le temps consacré par la population à leur lecture.

La productivité des travailleurs dépend à la fois de la qualité des manuels et du temps consacré à leur étude.

c. la fonction de la production

les économistes utilisent une fonction de production pour décrire la relation entre quantité de facteurs de production et production.

$$Y = A F (L, K, H, N)$$

Y = quantité de production

L = quantité de travail

K = quantité de capital physique

H = quantité de capital humain

N = quantité des ressources naturelles

A est une variable qui reflète le niveau de la technologie de production disponible

F() est une fonction qui indique comment les facteurs de production sont combinés entre eux dans le processus de production

La plupart des fonctions de production présentent une caractéristique appelée rendements d'échelle constants, qui signifie que le doublement de tous les facteurs de production se traduira par un doublement de la quantité produite.

$$xY = A F (xL, xK, xH, xN)$$

Si $x = 1/L$, alors on obtient la production par travailleur Y/L ou la productivité

$$Y/L = A F (1, K/L, H/L, N/L)$$

Cette équation nous indique que la productivité est une fonction du capital physique par travailleur (K/L), du capital humain par travailleur (H/L) et des ressources naturelles par travailleur (N/L). elle dépend aussi de la technologie reflétée par la variable A.

3. croissance économique et politiques économiques

que peut-on faire pour améliorer la productivité et donc les niveaux de vie ?

a. encourager l'épargne et l'investissement

comme le capital est un facteur de production produit, une société peut agir sur la quantité de capital dont elle dispose.

On peut accroître la productivité future en consacrant plus de ressources à la production de capital. Mais comme les ressources ne sont pas illimitées, il faut en consacrer moins à la production de biens de consommation. Pour investir plus en capital, il faut donc consommer moins et épargner plus.

L'épargne et l'investissement est l'un des moyens de stimuler la croissance économique et d'améliorer le niveau de vie à long terme.

b. la loi de rendements décroissants et l'effet de rattrapage

le pays épargnant davantage a moins besoin de ressources pour produire des biens de consommation, il y en a donc plus de disponible pour fabriquer des biens de capital. Le stock de capital augmente, ce qui accroît la productivité et stimule la croissance économique, mais pendant combien de temps ?

le capital est soumis à la **loi des rendements décroissants** : plus il y a de capital, plus son rendement est faible. Si tel est bien le cas, l'accroissement du taux d'épargne ne générera qu'une accélération temporaire de la croissance. A long terme, productivité et revenu seront supérieurs mais pas leur taux de croissance.

Cette loi des rendements décroissants a une autre conséquence importante : toutes choses égales par ailleurs, il est d'autant plus facile pour un pays d'enregistrer une croissance importante que le pays est pauvre au départ. On parle alors d'**effet de rattrapage**. Mais attention il faut relativiser l'investissement de départ.

c. encourager l'investissement étranger

il existe 2 types d'investissement étranger. L'investissement direct quand Ford monte une usine automobile au Mexique et l'investissement en portefeuille quand une entreprise achète tout ou partie du capital d'une entreprise étrangère.

Quand les étrangers investissent dans un pays, ils espèrent un retour sur leur investissement. L'investissement étranger affecte donc différemment le PIB et le PNB.

L'investissement étranger est l'une des voies de croissance d'un pays. En effet, il augmente le stock de capital du pays ce qui accroît la productivité et les salaires.

La Banque Mondiale est l'une des organisations chargées de favoriser les flux d'investissement à destination des pays pauvres. Elle se procure des ressources financières auprès des pays développés et accorde des prêts aux pays moins développés, destinés à financer des routes, des systèmes sanitaires, des écoles,...

d. favoriser l'éducation

l'éducation est au moins aussi importante que l'investissement en capital physique pour ce qui est de la croissance à long terme. Le gouvernement a donc tout intérêt à organiser un système éducatif de qualité et à inciter la population à l'utiliser efficacement.

Bien sûr, l'investissement en capital humain présente un coût d'opportunité. Le capital humain est particulièrement important pour le développement économique car il est porteur d'externalités positives.

Les pays pauvres sont eux aussi confrontés au problème de la fuite des cerveaux, c'est-à-dire l'émigration vers les pays riches des jeunes les mieux formés.

e. défendre les droits de propriété et assurer la stabilité politique

la répartition du processus de production entre plusieurs entités autorise l'économie à utiliser les facteurs de production de la manière la plus efficace possible. Pour ce faire, il a fallu coordonner les transactions réalisées par la multitude d'entités concernées et ce sont les prix qui assurent cette coordination.

Pour que les prix jouent correctement leur rôle, il faut que tout le monde reconnaisse les droits de propriété c'est-à-dire le droit des détenteurs d'une ressource de l'utiliser comme bon leur semble.

Dans les pays développés, on a tendance à considérer les droits de propriété comme une évidence. Les habitants des pays moins développés savent que l'absence de droit de propriété pose de sérieux problèmes. En outre, dans de nombreux pays, le système judiciaire est peu efficace sans compter le fléau de la corruption.

La prospérité économique repose aussi partiellement sur la prospérité politique. Un pays dans lequel le système judiciaire est efficace, les hommes politiques honnêtes et la constitution bien établie et respectée bénéficiera d'un meilleur niveau de vie qu'un pays où c'est le contraire.

f. favoriser le libre-échange

le libre-échange favorise l'amélioration du niveau de vie de tout un chacun. Un pays qui élimine les entraves au commerce international connaît un type de croissance économique similaire à celui qu'il connaîtrait s'il avait fait un progrès technologique énorme.

L'ampleur des relations commerciales internationales d'un pays dépend non seulement des politiques économiques mais aussi de la géographie.

g. contrôler la croissance démographique

le travail étant un facteur de production, une population importante autorise une grosse production de biens et services.

Des pays très peuplés ont un haut PIB mais ce qui importe c'est le PIB par tête d'habitant pour savoir la quantité de biens et de services disponibles pour l'habitant moyen.

Il est clair qu'une forte croissance démographique réduit le PIB par habitant car si la population croît trop rapidement, les autres facteurs de production seront répartis inefficacement.

Typiquement, il sera difficile de doter chaque travailleur d'un capital suffisant or ceci conduira à une productivité inférieure également et donc un PIB par travailleur inférieur.

Il y aura également un problème d'éducation car les enfants seront trop nombreux pour être formés correctement.

h. encourager la recherche et le développement

l'importance de la recherche privée est considérable mais il ne faut pas méconnaître le rôle du secteur public dans ce domaine.

Le savoir est dans une certaine mesure un bien public car une fois une idée nouvelle apparue, elle vient s'ajouter au fonds de connaissances de la société, et devient utilisable par tous.

Le gouvernement doit donc chercher à promouvoir la recherche et le développement de nouvelles technologies. Pour ce faire, il peut octroyer des subventions pour la recherche ou offrir des déductions fiscales aux firmes qui consacrent certaines sommes à la recherche.

La protection des inventions par les brevets est un autre moyen de promouvoir le développement technologique puisqu'ils garantissent à leur détenteur le droit exclusif d'exploiter l'idée nouvelle pendant un certain nombre d'années.

4. conclusion : l'importance de la croissance à long terme

pour améliorer notre niveau de vie, il faut accroître notre capacité productive en accumulant des facteurs de production et en les utilisant le plus efficacement possible.

synthèse :

mots-clés :

- **productivité** : le montant des biens et services produits par heure de temps de travail
- **capital physique** : le stock d'immeubles et d'équipement nécessaire à la production de biens et services
- **capital humain** : les connaissances et aptitudes que les travailleurs acquièrent à travers l'éducation, la formation et l'expérience
- **ressources naturelles** : les intrants de la production de biens et services procurés par la matière, tels la terre, les rivières ou les ressources minières
- **savoir technologique** : les connaissances de la société quant à la meilleure manière de produire les biens et services
- **rendements décroissants** : caractéristique selon laquelle l'effet d'une unité additionnelle d'intrant diminue lorsque la quantité d'intrants augmente
- **effets de rattrapage** : caractéristique selon laquelle les pays qui démarrent pauvres ont tendance à croître plus rapidement que les pays qui démarrent riches

Chapitre 11 : l'épargne, l'investissement et le système financier

Le système financier regroupe l'ensemble des institutions qui ont pour objet de mettre en relation les besoins de financement des uns et les capacités d'épargne des autres, épargne et investissement étant des facteurs clés de la croissance économique.

1. les institutions financières

a. les marchés financiers

les marchés financiers sont des marchés qui mettent en relation l'épargne d'une personne avec les investissements d'une autre. Ils transfèrent les ressources rares de l'économie des épargnants (qui consomment moins que ce qu'ils gagnent) aux emprunteurs (qui consomment plus que ce qu'ils gagnent).

Les épargnants placent leur argent sur les marchés financiers dans l'espoir de le récupérer plus tard assorti d'un intérêt. Les emprunteurs viennent chercher de l'argent sur les marchés financiers tout en sachant qu'ils devront le rendre plus tard, avec intérêt.

1) le marché obligatoire : porteur créancier

une personne peut emprunter directement au public sans passer par le système bancaire. Pour ce faire, il émet des obligations qui sont des reconnaissances de dettes précisant la date d'expiration de l'emprunt, lorsqu'il doit être remboursé et le taux d'intérêt qui sera versé au prêteur pendant la durée de vie de l'emprunt. L'acheteur de l'obligation donne des fonds à X contre la promesse d'un intérêt et du remboursement du capital fourni. Cet acheteur pourra conserver l'obligation jusqu'à sa date d'expiration ou la revendre plus tôt à quelqu'un d'autre.

3 caractéristiques importantes : le terme de l'obligation (date à laquelle s'éteint la dette), le risque de signature (proba que l'emprunteur ne puisse pas payer), le traitement fiscal (sort réservé par les lois fiscales aux revenus tirés de l'obligation).

2) le marché des actions : porteur propriétaire

les actions sont des titres de propriété sur une entreprise et donnent droit à une part des profits réalisés mais si les profits disparaissent, les actionnaires ne recevront plus rien.

Le prix des actions est défini par le jeu de l'offre et de la demande. Il n'y a pas d'échéances, les revenus sont variables et il y a des dividendes.

b. les intermédiaires financiers

les institutions qui permettent aux épargnants et investisseurs de se rencontrer et d'interagir sont appelées des intermédiaires financiers.

1) les banques

les banques acceptent des dépôts des gens qui veulent épargner et prêtent à ceux qui veulent emprunter. Elles paient les épargnants d'intérêts et font payer les emprunteurs un taux d'intérêt plus élevé. La différence entre les 2 intérêts doit couvrir les coûts de fonctionnement de la banque et lui laisser un profit qui vient rémunérer ses propriétaires.

Les banques créent de la monnaie scripturale.

Son objet principal est d'utiliser les sommes déposées par les épargnants pour financer les emprunts des emprunteurs.

2) les fonds mutuels de placement

un fonds mutuel de placement est une institution qui vend des parts au public et utilise les fonds ainsi collectés pour acheter des actions et des obligations. Ils permettent aux petits épargnants de diversifier leur portefeuille en actions et en obligations.

Un autre avantage sur lequel insistent les fonds mutuels est qu'ils donnent au grand public l'accès aux conseils des professionnels de la gestion patrimoniale pour sélectionner les investissements qui présentent les meilleures perspectives de rendement.

Le prix d'un titre est généralement un bon indicateur de la valeur réelle de l'entreprise émettrice.

Il existe d'autres intermédiaires financiers : banques d'épargne, fonds de pensions, compagnies d'assurances,...

2. épargne et investissement dans la comptabilité nationale

a. quelques identités importantes

la comptabilité est la façon de définir et d'utiliser les chiffres.

Le PIB est à la fois le revenu total de l'économie et la dépense totale de la même économie.

$$\text{PIB} = \text{consommation} + \text{investissement} + \text{dépenses publiques} + \text{exportations externes}$$

Pour simplifier les choses, dans une économie en autarcie ou fermée, c'est-à-dire une économie qui n'exporte ni n'importe rien, qui n'emprunte et ne prête rien à l'étranger, donc les exportations nettes sont nulle

$$\text{PIB} = C + I + G \quad \text{ou} \quad I = Y - C - G$$

I ou S correspond à l'épargne nationale qui correspond au revenu qui reste une fois déduites la consommation et les dépenses gouvernementales. Ce qui signifie que l'épargne nationale est égale à l'investissement, dans une économie fermée.

Il y a 2 composantes à l'épargne nationale :

- l'épargne privée qui est le montant qui reste aux ménages après l'impôt et les dépenses de consommation

$$S_p = Y - T - C$$

- l'épargne publique qui est le montant des recettes fiscales qui reste au gouvernement après ses dépenses

$$S_g = T - G$$

Où T est les impôts nets de transferts.

Si T est supérieur à G, le gouvernement enregistre un excédent budgétaire puisqu'il reçoit plus qu'il ne dépense. Mais souvent, le gouvernement dépense plus qu'il ne gagne de sorte que G est supérieur à T et que l'épargne publique a une valeur négative qui correspond au déficit budgétaire.

$$S = S_p + S_g = (Y - T - C) + (T - G)$$

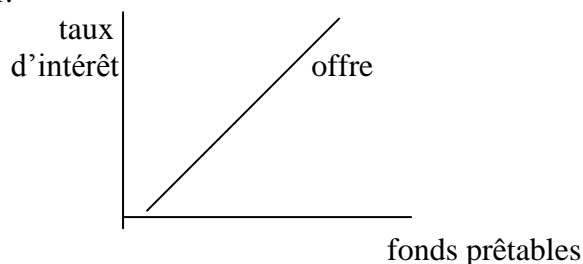
3. le marché des fonds prêtables

a. l'offre et la demande des fonds prêtables

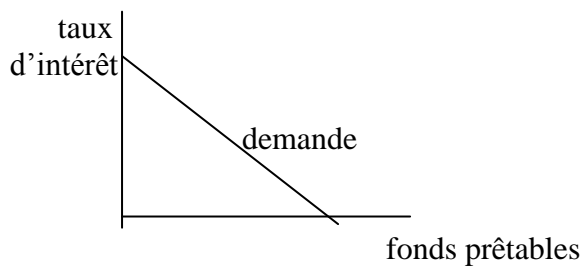
les marchés financiers coordonnent l'épargne et l'investissement sur le marché des fonds prêtables.



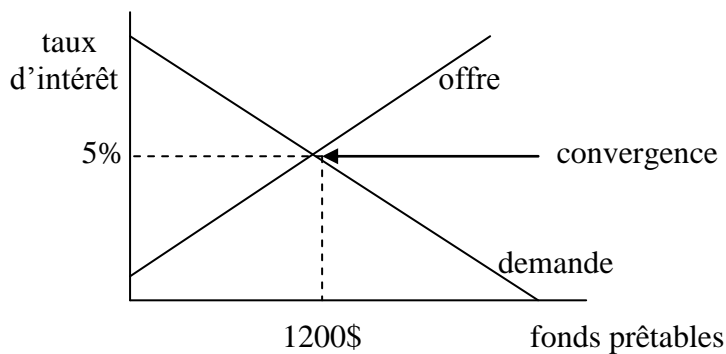
L'offre de fonds prêtables provient des gens qui ont un excédent de revenus et qui veulent prêter.



La demande de fonds prêtables provient de gens qui veulent emprunter pour investir.



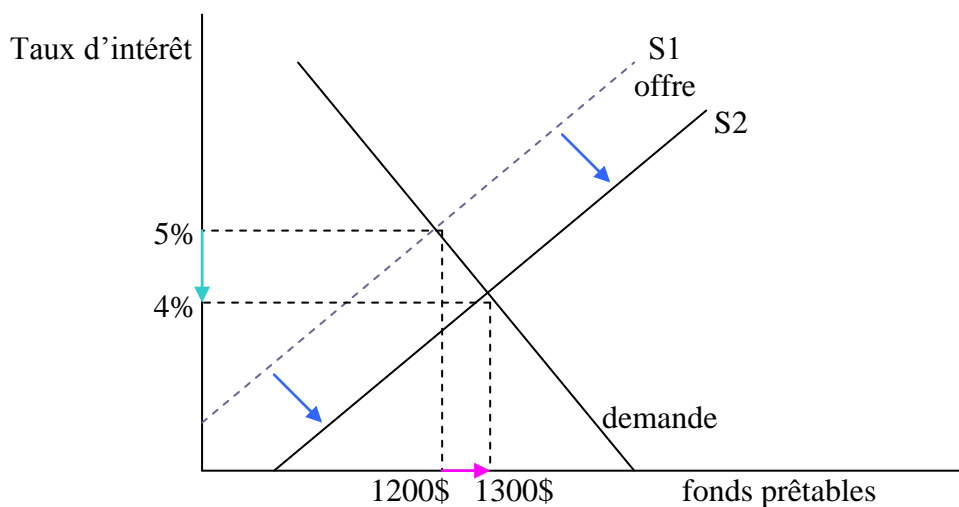
l'offre et la demande de fonds prêtables dépendent du taux d'intérêt réel. La convergence vers l'équilibre est le processus qui détermine le taux d'intérêt réel dans l'économie, elle est le résultat des interactions de l'offre et de la demande.



b. 1^{ère} politique qui influence le marché des fonds prêtables : impôts sur l'épargne

l'impôt sur l'épargne décourage l'épargne. Une diminution de l'impôt sur l'épargne incite les ménages à épargner plus à tout niveau du taux d'intérêt et influence l'offre de fonds prêtables (augmentation).

- La courbe d'offre se déplace à droite
- Le taux d'intérêt d'équilibre diminue
- La quantité de fonds demandée augmente

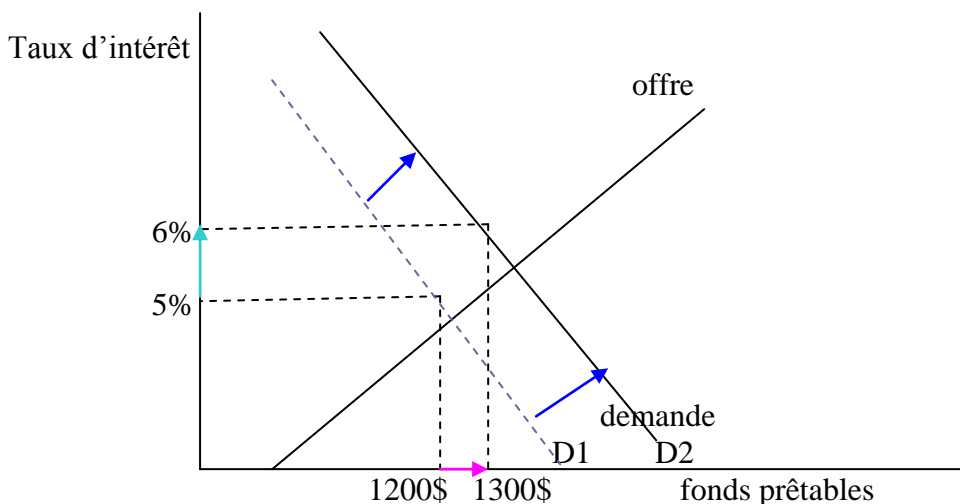


c. 2^{ème} politique qui influence l'épargne et l'investissement: impôts sur l'investissement

l'aide fiscale à l'investissement diminue le coût de l'emprunt et encourage l'investissement.

Un crédit à l'investissement :

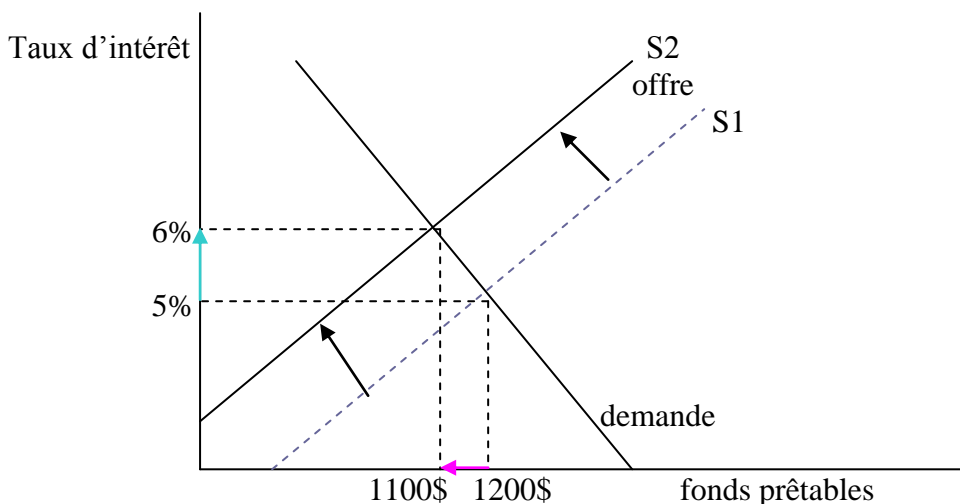
- change la demande de fonds prêtables
- provoque un déplacement de la courbe de demande vers la droite
- résultat : épargne et taux d'intérêt plus élevés



d. 3^{ème} politique qui influence l'épargne et l'investissement : déficits budgétaires du gouvernement

le déficit budgétaire du gouvernement :

- l'emprunt public pour financer le déficit diminue l'offre de fonds prêtables
- provoque un déplacement de l'offre vers la gauche
- crée un effet d'éviction (crowding down effect)



4. conclusion

les marchés financiers coordonnent les prêts et les emprunts. Ils contribuent ainsi à l'allocation efficace des ressources rares de l'économie.

Les marchés financiers sont comme les autres marchés dans l'économie. Le prix des fonds préalables (le taux d'intérêt) est déterminé par les forces de l'offre et de la demande.

synthèse :

mots-clés :

- **système financier** : ensemble des institutions qui contribuent à rapprocher les capacités d'épargne des uns et les besoins d'investissement des autres
- **marchés financiers** : institutions financières qui permettent aux épargnants d'apporter directement des fonds aux investisseurs
- **intermédiaires financiers** : institutions financières par l'intermédiaire desquelles les épargnants apportent indirectement des fonds aux investisseurs
- **obligation** : titre de créance
- **action** : titre de propriété d'une partie du capital d'une entreprise
- **fonds mutuels** : institution qui vend des parts au public et consacre les fonds récoltés à l'achat de portefeuilles d'actifs financiers
- **épargne nationale** : le revenu total de l'économie, diminué de la consommation et des dépenses publiques
- **épargne privée** : revenu des ménages, après impôts et consommation
- **épargne publique** : solde des recettes fiscales et des dépenses publiques
- **excédent budgétaire** : excès de recettes fiscales par rapport aux dépenses publiques
- **déficit budgétaire** : insuffisance de recettes fiscales au regard des dépenses publiques
- **marché des fonds prêtables** : marché sur lequel se rencontrent les agents économiques à capacité d'épargne (offre de fonds) et les agents à besoin d'investissement (demande de fonds)
- **effet d'éviction** : baisse de l'investissement résultant des emprunts du gouvernement

formules :

$$S = S_p + S_g = (Y - T - C) + (T - G)$$

$$S_g = T - G$$

$$S_p = Y - T - C$$

$$PIB = C + I + G \quad \text{ou} \quad I = Y - C - G$$

Chapitre 12 : le taux naturel de chômage

La perte d'un emploi signifie souvent une baisse immédiate du niveau de vie, l'angoisse sur l'avenir et une perte de confiance en soi.

Le problème du chômage peut être analysé de 2 façons :

- le taux de chômage naturel : le chômage normal d'une économie, il ne disparaît pas automatiquement mais à long terme
- le chômage conjoncturel ou cyclique : chômage qui varie en fonction de la conjoncture autour du taux naturel. Il est lié aux fluctuations économiques de court terme.

1. la définition du chômage

a. comment le chômage est-il mesuré ?

le taux de chômage est calculé à partir des enquêtes sur la force du travail au sein de la population en âge de travailler. On distingue les catégories suivantes :

- 1) a un emploi rémunéré
- 2) est sans emploi mais cherche activement du travail (chômeur)
- 3) ne fait pas partie de la population active

une personne a un emploi si elle a travaillé la majeure partie de la semaine précédent l'enquête contre rémunération.

Une personne est au chômage si elle :

- ne travaille pas contre rémunération
- cherche un emploi
- ou attend le démarrage d'un emploi

une des personnes qui n'est dans aucune de ces 2 catégories ne fait pas partie de la population active, elle est inactive (étudiant, retraité, femme au foyer).

La population active comprend les personnes ayant un emploi et les personnes au chômage.

Le taux de chômage est :

$$TC = \frac{100 \times C}{(E+C)}$$

Où TC est le taux de chômage

E est le nombre de personnes employées

C est le nombre de chômeurs

E+C est la population active

Le taux d'activité mesure le pourcentage de la population adulte participant activement au marché du travail et est égal à

$$TA = \frac{100 \times (E+C)}{\text{Population active}}$$

b. le chômage est-il mesuré correctement ?

il est difficile de distinguer une personne au chômage de quelqu'un qui n'est pas dans la population active.

De plus, la mesure du taux de chômage est imparfaite car il ne tient pas compte des travailleurs sous-employés et des travailleurs découragés.

Les travailleurs sous-employés sont ceux qui travaillent à temps partiel même quand ils veulent travailler à temps plein.

Les travailleurs découragés sont ceux qui ont renoncé à rechercher un emploi. Ils ne sont plus comptabilisés dans la population active même s'ils veulent travailler.

c. combien de temps les chômeurs restent-ils sans emploi ?

l'essentiel du chômage s'explique par le fait qu'il y a des personnes sans emploi pour de très longues périodes.

Le taux de chômage est le produit du nombre de sans emploi et leur durée moyenne de chômage.

Sur la plupart des marchés, les prix s'ajustent de manière à assurer l'équilibre de l'offre et de la demande. Sur un marché du travail parfait, les salaires devraient s'établir à un niveau tel que la demande égale l'offre de travail, ce qui assurerait le plein emploi.

Or même lorsque l'économie tourne bien, certains travailleurs sont sans emploi.

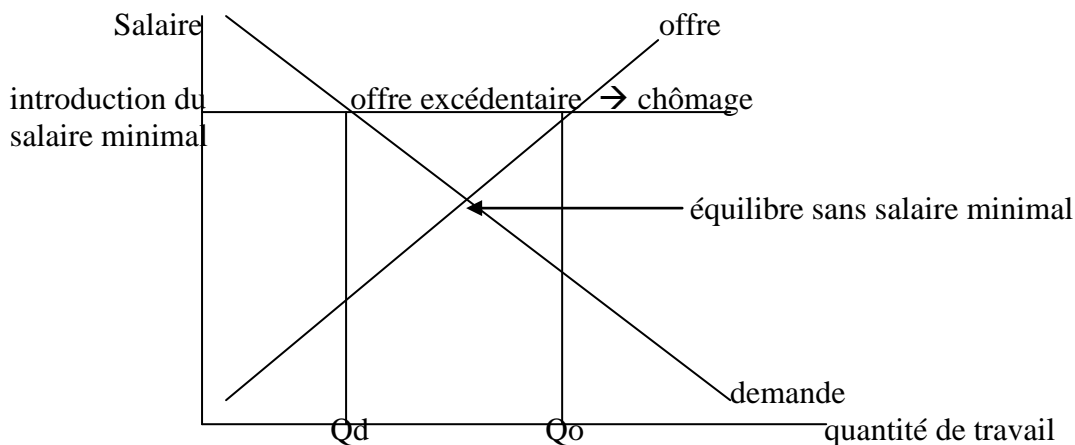
Le taux de chômage ne tombe donc jamais à zéro ; en fait, il tourne autour de son niveau naturel. Pour comprendre ce niveau naturel de chômage, il faut comprendre les raisons pour lesquelles le marché du travail est loin d'être un marché parfait. Il y en a 4 :

- l'existence d'un salaire minimal légal
- le rôle des syndicats
- la théorie des salaires efficaces
- et le processus de recherche d'emploi.

2. le salaire minimal légal

si le salaire minimal légal n'est pas la cause du chômage, il a néanmoins des conséquences importantes sur certains groupes de la population frappés par un taux de chômage particulièrement important.

Quand la législation du travail impose un salaire minimal au-dessus du salaire d'équilibre, elle engendre une offre de travail excédentaire et une demande de travail insuffisante → chômage.



Q_o est la quantité de travail offerte et Q_d la quantité de travail demandée.

Quand le salaire est artificiellement maintenu à un niveau supérieur à celui qui assure l'équilibre de l'offre et de la demande de travail, la quantité de travail offerte à Q_o augmente et la quantité de travail demandée diminue à Q_d .

L'offre excédentaire de travail, $Q_d - Q_o$, constitue le chômage.

3. les syndicats et la négociation collective

un **syndicat** est une organisation de travailleurs représentant ceux-ci dans les négociations avec le patronat ou les pouvoirs publics sur les salaires et les conditions de travail.

Un syndicat est un cartel qui représente les travailleurs dans les négociations collectives. Si les négociations n'aboutissent pas à un accord, les syndicats peuvent organiser une grève.

La **grève** ayant des conséquences négatives sur la production et les profits, la menace de grève pousse les entreprises à accepter en général des salaires supérieurs à ceux qu'ils auraient spontanément proposés.

Argument contre les syndicats : salaires trop élevés → chômage

Arguments pour les syndicats :

- les syndicats sont un contre-pouvoir pour défendre les travailleurs contre des abus de pouvoir des employeurs
- les luttes syndicales améliorent les conditions de travail.

4. la théorie des salaires efficaces

les entreprises fonctionnent mieux si les salaires sont supérieurs à leur niveau d'équilibre. Les entreprises auraient donc intérêt à maintenir des salaires élevés même en présence du chômage.

Les salaires élevés offerts par l'entreprise peuvent s'expliquer par les considérations suivantes :

- la santé des travailleurs : les travailleurs mieux payés se nourrissent mieux et sont donc plus productifs
- la rotation du personnel : mieux les gens sont payés moins ils sont incités à quitter leur emploi
- l'ardeur des travailleurs : les salaires élevés motivent les travailleurs
- la qualité des travailleurs : en proposant des salaires élevés, l'entreprise attire plus de candidats de valeur.

5. la recherche de l'emploi

le chômage dû à la recherche d'emploi n'est pas causé par des salaires supérieurs à leur niveau d'équilibre.

La recherche d'un emploi prend du temps. La circulation de l'information n'est pas parfaite. Pendant la période de recherche d'emploi, la personne reste au chômage.

Le chômage dû à la recherche d'emploi est inévitable parce que l'économie évolue en permanence :

- secteurs en déclin → licenciement
- secteurs en expansion → embauchés
- nouveaux entrants dans le marché
- ré-entrants

même si la recherche d'un emploi est inévitable, les gouvernements peuvent l'influencer :

- agences d'emploi, de placement,... : donnent des informations sur les vacances d'emploi et les qualifications offertes
- formation professionnelle : facilite la transition des travailleurs des secteurs en déclin vers des secteurs en expansion
- allocations de chômage : protègent les chômeurs contre la misère, permet aux chômeurs de rechercher un emploi qui leur convient mieux, allonge la période de recherche de l'emploi → chômage

ces politiques peuvent soit faciliter soit allonger la recherche d'un emploi.

6. conclusion

le chômage est un problème majeur : coûts sociaux, gaspillage de ressources humaines, pauvreté,...

c'est un problème complexe qui n'a pas de solution simple. De plus, les politiques ont parfois des effets contradictoires.

synthèse :

mots-clés :

- **population active** : le nombre total de travailleurs, incluant ceux qui ont un emploi et ceux qui en cherchent un
- **taux de chômage** : fraction de la population active sans emploi
- **taux d'activité** : ratio de la population active à la population adulte
- **taux naturel de chômage** : taux normal de chômage autour duquel le chômage conjoncturel fluctue
- **chômage conjoncturel** : fluctuations du chômage autour de son taux naturel
- **travailleurs découragés** : individus qui souhaiteraient travailler mais qui ont renoncé à chercher un emploi
- **syndicat** : organisation qui négocie avec le patronat les salaires et les conditions de travail
- **grève** : arrêt de travail imposé par un syndicat
- **salaires efficaces** : salaires supérieurs au salaire d'équilibre volontairement payés par les entreprises afin d'améliorer la productivité des travailleurs
- **recherche d'emploi** : processus par lequel les chômeurs recherchent un emploi correspondant à leurs qualifications et souhaits
- **allocation-chômage** : programme gouvernemental d'indemnisation des chômeurs

formules :

$$TA = \frac{100 \times (E+C)}{\text{Population active}}$$

$$TC = \frac{100 \times C}{(E+C)}$$

Chapitre 13 : le système monétaire

1. La signification de l'argent

La monnaie est le stock d'actifs immédiatement disponibles pour acheter des biens et des services.

a. le rôle de la monnaie

La monnaie a 3 fonctions essentielles :

- moyen d'échange : c'est le produit que les acheteurs donnent aux vendeurs quand ils achètent des biens et services
- unité de compte : c'est l'étalon de mesure utilisé pour exprimer les prix et enregistrer les dettes
- stock de valeur : c'est un moyen de transférer le pouvoir d'achat du présent au futur.

Le terme de richesse est utilisé pour décrire l'ensemble des moyens de conserver la valeur monnaie et actifs non monétaires.

Les économistes parlent de liquidité pour décrire la facilité avec laquelle un actif peut être transformé en moyen d'échange. Comme la monnaie est le moyen d'échange de l'économie, c'est par conséquent l'actif le plus liquide.

b. les formes de monnaie

- **la monnaie marchandise** : toute chose qui a des usages alternatifs en plus de sa fonction de monnaie (or, argent, cigarette,...)
- **la monnaie fiduciaire** : chose sans valeur intrinsèque dont le statut monétaire est imposé par la loi (pièces, billets,...)
- **la monnaie scripturale** : dépôts à vue dans les banques commerciales

2. le stock monétaire

le stock monétaire ou masse monétaire est la quantité de monnaie en circulation. Il y a différentes mesures de la masse monétaire :

M1 comprend les pièces, les billets et les dépôts à vue. M2 comprend M1, les comptes d'épargne et les comptes à terme supérieur à un mois.

3. les banques et l'offre de monnaie

la banque centrale est la banque de la nation. Elle surveille le système bancaire et régule la quantité de monnaie en circulation.

La banque centrale a 3 grands rôles :

- réguler le système bancaire, contrôler les banques commerciales
- elle est la banque des banques et le prêteur de dernier ressort
- contrôler l'offre de la monnaie : politique monétaire

a. contrôle de l'offre de monnaie

pour ce faire, il y a les opérations d'open-market qui consistent en achats et ventes de bons du Trésor.

Pour augmenter le stock monétaire, la banque centrale achète des bons du Trésor auprès du public.

Pour diminuer le stock monétaire, la banque centrale vend des bons du Trésor au public.

b. les banques et l'offre de monnaie

les banques commerciales peuvent aussi influencer la masse monétaire par leurs politiques de prêts.

Les dépôts qui ne sont pas prêtés constituent les réserves.

L'offre de monnaie est influencée par le montant que les banques conservent en réserves et le montant qu'elles prêtent.

Quand une banque prête de l'argent, elle augmente la quantité de monnaie en circulation.

Le coefficient de réserve illustre la situation des banques qui conservent une partie des dépôts en caisse et prêtent le reste.

$$\text{Coefficient de réserve} = \frac{\text{Réserves}}{\text{Dépôts}}$$

Un exemple :

<u>emplois</u>	<u>Ressources</u>
Réserves : 10.00\$ ←	Dépôts : 100.00\$
Prêts : 90.00\$ ←	
<u>Total</u> : 100.00\$	<u>Total</u> : 100.00\$

c. le multiplicateur de monnaie

quand une banque prête de l'argent, ce prêt aboutit en général dans un compte d'une autre banque. Ce prêt engendre donc d'autres dépôts et augmente la quantité de monnaie en circulation.

Le multiplicateur monétaire est la quantité de monnaie que le système bancaire peut créer à partir d'un dépôt initial.

<u>1^{ère} banque</u>		<u>2^{ème} banque</u>	
<u>Emplois</u>	<u>ressources</u>	<u>emplois</u>	<u>ressources</u>
Réserves : 10.00\$	Dépôts : 100\$	Réserves : 9.00\$	Dépôts : 90.00\$
Prêts : 90.00\$		Prêts : 81.00\$	
Total : 100.00\$	Total : 100.00\$	Total : 90.00\$	Total : 90.00\$
Offre totale de monnaie = 190.00\$			

Le multiplicateur de monnaie détermine le coefficient de réserve.

$$M = 1/R$$

d. instruments de contrôle monétaire

la banque centrale a 3 instruments de contrôle monétaire :

- opération d'open-market : achats et ventes d'obligations d'Etat
- changer le coefficient de réserve : augmenter ou réduire. Une augmentation de ces coefficients réduit le multiplicateur monétaire, donc l'offre de monnaie et inversement
- changer le taux de réescompte : taux auquel elle prête de l'argent aux banques. L'augmentation du taux d'escompte décourage les banques de venir emprunter et se traduit par une diminution des réserves du système bancaire ce qui contribue à diminuer l'offre de monnaie et inversement.

e. le contrôle de la masse monétaire par la banque centrale est imparfait

il y a en effet 2 limitations :

- 1) la banque centrale ne peut contrôler la quantité de monnaie que les ménages décident de conserver
- 2) la banque centrale ne peut que très partiellement contrôler le montant global des prêts accordés par les banques commerciales

synthèse :

mots-clés :

- monnaie : **l'ensemble des actifs que le public utilise couramment pour acheter des biens et services**
- moyen d'échange : **le produit que les acheteurs donnent aux vendeurs en contrepartie des biens et services achetés**
- unité de compte : **étalon avec lequel sont enregistrés les prix et les dettes**
- moyen de conserver la valeur : **le produit que le public utilise pour transférer du pouvoir d'achat du présent au futur**
- liquidité : **la facilité avec laquelle un actif peut être transformé en moyen d'échange**
- monnaie-marchandise : **monnaie qui vient sous la forme d'une marchandise ayant une valeur intrinsèque**
- monnaie fiduciaire : **monnaie sans valeur intrinsèque, dont le statut est décrété par le gouvernement**
- argent liquide : **billets et pièces de monnaie aux mains du public**
- comptes courants : **comptes ouverts dans les banques auxquels les déposants ont un accès direct par l'émission de chèques**
- banque centrale : **institution chargée de superviser le système bancaire et de réguler la masse monétaire de l'économie**
- masse monétaire : **la quantité de monnaie disponible dans l'économie**
- politique monétaire : **la fixation de la masse monétaire par les responsables de la banque centrale**
- opérations d'open-market : **opérations d'achat et vente d'obligations d'Etat par la banque centrale**
- réserves : **dépôts que les banques ont conservé, sans les transformer en prêts**
- coefficient de réserve : **la part des dépôts que les banques conservent à titre de réserve**
- multiplicateur monétaire : **quantité de monnaie créée par le système bancaire à partir d'un dollar de réserve**
- réserves obligatoires : **contrainte imposées par la Fed sur la taille minimale des réserves, exprimée en pourcentage des dépôts que les banques doivent conserver**
- taux d'escompte : **taux d'intérêt auquel la Fed prête de l'argent aux banques**

formules

$$M = 1/R$$

$$\text{Coefficient de réserve} = \frac{\text{Réserves}}{\text{Dépôts}}$$

Chapitre 15 : économie ouverte, concepts de base

Le commerce international permet d'améliorer le niveau de vie de tous les pays en autorisant chacun à se spécialiser dans la production des biens et services pour lesquels il bénéficie d'un avantage comparatif.

On qualifie une économie de fermée si elle n'a pas de rapports économiques avec les autres pays, pas d'exportations, pas d'importations, pas de flux de capitaux. Une économie ouverte est tout le contraire d'une économie fermée.

1. les flux internationaux de biens et de capitaux

Une économie ouverte entre en relations avec les autres pays de 2 façons :

- achats et vente des biens et services sur les marchés mondiaux
- achats et vente des actifs financiers sur les marchés financiers mondiaux.

a. les flux de biens et services : exportations, importations, exportations nettes

les exportations sont les biens produits domestiquement et vendus à l'étranger, tandis que les importations sont les biens produits à l'étranger et consommés domestiquement.

Les exportations nettes d'un pays sont la différence entre la valeur de ses exportations et de ses importations. Ces exportations nettes nous indiquent si un pays est globalement acheteur ou vendeur sur les marchés mondiaux des biens et services : c'est pourquoi on parle de balance commerciale.

Si les exportations nettes sont positives, les exportations sont supérieures aux importations, le pays vend plus à l'étranger qu'il n'y achète, et il enregistre un excédent commercial ou surplus courant.

Si au contraire, les exportations nettes sont négatives, il achète plus à l'étranger qu'il ne vend, et il enregistre un déficit commercial ou déficit courant.

Si les exportations nettes sont nulles, le pays connaît une balance commerciale équilibrée.

Quelques facteurs qui influent sur les exportations, les importations et les exportations nettes sont :

- les préférences des consommateurs pour les biens domestiques ou étrangers
- les prix des biens dans le pays ou à l'étranger
- les taux de change entre monnaie nationale et devises étrangères
- les coûts de transport des biens d'un pays à l'autre
- les politiques de commerces extérieures mises en œuvre par les gouvernements.

b. les flux de capitaux : l'investissement net à l'étranger

une économie ouverte est active non seulement sur les marchés mondiaux de biens et services mais aussi sur les marchés financiers mondiaux.

L'expression investissement net à l'étranger recouvre les achats d'actifs étrangers par des résidents, diminués des achats d'actifs domestiques par des étrangers.

L'investissement à l'étranger peut prendre 2 formes :

- investissement direct : une entreprise nationale ouvre une filiale dans un pays étranger
- investissement en portefeuille : une entreprise nationale prend une participation au capital d'une entreprise étrangère.

Mais dans les 2 cas, des résidents domestiques ont acquis des actifs situés à l'étranger et il y a eu un accroissement de l'investissement net domestique à l'étranger.

Les déterminants des flux de capitaux sont :

- les taux d'intérêt réels servis par les actifs étrangers
- les taux d'intérêt réels servis par les actifs domestiques
- les risques économiques et politiques liés à la détention d'avoirs étrangers
- la législation régissant les mouvements de capitaux et la détention d'avoirs étrangers.

$I_d < I_e \rightarrow$ diminution de $INEd$ (si l'investissement domestique est inférieur à l'investissement étranger, il y a diminution de l'investissement net à l'étranger)

$I_d > I_e \rightarrow$ augmentation de $INEd$

c. l'égalité entre exportations nettes et investissement net à l'étranger

exportations nettes et investissement net à l'étranger mesurent un certain type de déséquilibre sur les marchés financiers internationaux.

Les exportations nettes mesurent un déséquilibre entre importations et exportations d'un pays tandis que l'investissement net à l'étranger mesure le déséquilibre entre le montant d'actifs étrangers acquis par les résidents et le montant d'actifs domestiques acquis par les étrangers.

Pour une économie prise dans son ensemble, l'investissement net à l'étranger est toujours égal aux exportations nettes : $INE = XN$

Cette équation est une identité, c'est-à-dire une équation vérifiée par la nature même des variables qui la composent.

Cette égalité tient au fait que chaque transaction internationale est un échange. Quand un pays vend un bien à un deuxième pays, ce dernier doit céder au premier des actifs en paiement.

d. épargne, investissement et leurs relations avec les flux internationaux

$$\underline{Y = C + I + G + XN \rightarrow Y - C - G = I + XN \rightarrow S = I + XN \text{ ou } S = I + INE}$$

L'épargne nationale est donc égale à la somme de l'investissement domestique et de l'investissement net à l'étranger.

$$\underline{Y = C + Sp + T \rightarrow Sp = I + (G - T) + XN \text{ ou } Sp = I + (G - T) + INE}$$

2. les prix des transactions internationales : taux de change réel et nominal

les échanges internationaux sont influencés par 2 prix internationaux : le taux de change nominal et le taux de change réel.

a. le taux de change nominal

le taux de change nominal est le taux auquel un individu peut échanger une devise contre une autre. On peut l'exprimer de 2 façons :

- 1€ = 1.1\$
- 1\$ = 0.9€

si le taux de change évolue de telle sorte qu'un dollar achète davantage de devises étrangères, on parle d'une appréciation du dollar. Si au contraire, le taux de change évolue de sorte qu'un dollar achète moins de devises étrangères, on parle alors de dépréciation du dollar. Dans ces cas, le change est flottant.

Si les changes sont fixes, il y aura réévaluation ou dévaluation.

b. le taux de change réel

le taux de change réel est le taux auquel un individu peut échanger un bien d'un pays contre un bien d'un autre pays.

Le taux de change réel est exprimé en termes de biens physiques et non plus en termes de devises. Ex : caisse de bière allemande 2x plus chère qu'une caisse de bière américaine, le taux de change réel d'une bière américaine = 1/2 bière allemande.

Les taux de changes nominal et réel sont liés :

Taux de change nominal x prix domestique
Taux de change réel = $\frac{\text{-----}}{\text{Prix étranger}}$

Le taux de change réel est un déterminant important des exportations et importations. Quand le taux de change réel d'un pays est faible, ses produits sont meilleur marché par rapport aux produits étrangers. Par conséquent, le pays vend plus de produits (domestiquement et à l'étranger).

3. une première théorie des taux de change : la parité du pouvoir d'achat

les variations des taux de change ont plusieurs explications. Une de ces explications est donnée par la théorie de la parité des pouvoirs d'achat.

La théorie de la parité des pouvoirs d'achat stipule que « une unité d'une devise devrait avoir le même pouvoir d'achat dans tous les pays » → basée sur la loi du prix unique : « le même produit doit avoir le même prix partout ».

Si la loi du prix unique n'est pas respectée, les gens achèteront où c'est moins cher et vendront dans la région où le produit est plus cher. Cette dynamique fera converger les prix.

Une monnaie doit avoir le même pouvoir d'achat dans tous les pays. Le taux de change nominal doit refléter la différence de niveau de prix entre les pays.

$$E = P_d / P_e$$

Le taux de change nominal variera avec P_d et P_e .

Les limites de cette théorie de la parité des pouvoirs d'achat sont :

1. tous les biens ne sont pas échangés
2. tous les biens ne sont pas parfaitement substituables

synthèse :

mots-clés :

- **économie fermée** : une économie n'entretenant aucune relation avec le reste du monde
- **économie ouverte** : une économie qui négocie librement avec le reste du monde
- **exportations** : biens et services produits dans le pays et vendus à l'étranger
- **importations** : biens et services produits à l'étranger et vendus dans le pays
- **exportations nettes** : ou balance commerciale, la valeur des exportations diminuée de la valeur des importations
- **excédent commercial** : exportations supérieures aux importations
- **déficit commercial** : importations supérieures aux exportations
- **balance commerciale équilibrée** : exportations et importations se compensent
- **investissement net à l'étranger** : achats d'actifs étrangers par des résidents domestiques diminués des achats d'actifs domestiques par des résidents étrangers
- **taux de change nominal** : taux auquel s'échange la monnaie d'un pays avec la monnaie d'un autre
- **appréciation** : hausse de la valeur d'une devise, mesurée par la quantité de monnaie étrangère qu'elle peut acheter
- **dépréciation** : baisse de la valeur d'une devise, mesurée par la quantité de monnaie étrangère qu'elle peut acheter
- **taux de change réel** : taux auquel s'échangent les biens et services d'un pays avec les biens et services d'un autre pays.

1. offre et demande de fonds prêtables et de devises étrangères

les variables macro-économiques importantes dans une économie ouverte sont : l'épargne nationale, l'investissement domestique, l'investissement net à l'étranger et les exportations nettes.

Les valeurs de ces variables sont déterminées par les interactions : du marché des fonds prêtables, du marché de l'investissement net à l'étranger, et du marché des changes.

a. le marché des fonds prêtables

les marchés financiers coordonnent l'épargne et les investissements sur le marché des fonds prêtables.

L'offre des fonds prêtables vient des ménages qui ont de l'épargne à prêter.

La demande de fonds prêtables vient de ceux qui veulent emprunter pour investir.

L'offre et la demande de fonds prêtables dépendent du taux d'intérêt réel. La convergence vers l'équilibre sur ce marché détermine le taux d'intérêt réel.

L'épargne représente l'offre de fonds prêtables, tandis que l'investissement représente la demande.

Si on se souvient de l'identité : **épargne nationale (S) = investissement domestique (I) + investissement net étranger (INE)**

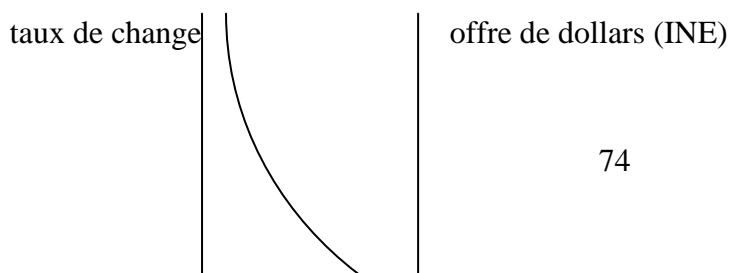
On voit que c'est le taux d'intérêt d'équilibre qui réalise cette identité.

Les exportations nettes (XN) et l'investissement net à l'étranger (INE) sont intimement liés. Dans une économie ouverte, ils sont égaux : **XN = INE**

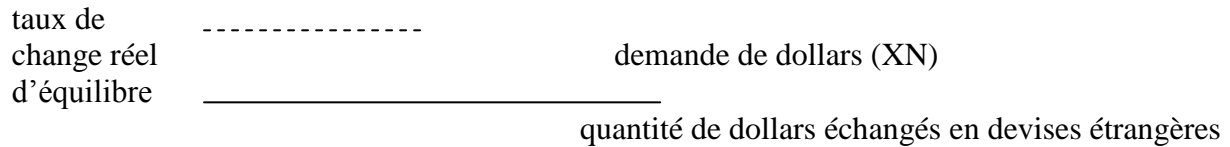
Sur les marchés américains, l'INE représente l'offre de dollars destinés à acheter des actifs à l'étranger, XN représente les dollars demandés pour l'achat d'exportations nettes américaines.

b. le marché des changes

l'identité $XN = INE$ représente les deux côtés du marché des changes. Le prix qui équilibre l'offre et la demande sur ce marché est le « taux de change réel », c'est-à-dire le prix relatif des biens domestiques et étrangers.



réel



la courbe de demande est liée négativement au taux de change plus élevé réel. Un taux de change plus élevé rend les biens domestiques plus chers.

La courbe d'offre est verticale puisque la quantité de dollars offerte est indépendante du taux de change réel.

Le taux de change réel équilibre la demande et l'offre de dollars. Au taux de change d'équilibre, la demande de dollars pour acheter les exportations nettes est égale à l'offre de dollars à échanger en devises étrangères pour acheter des actifs à l'étranger.

2. l'équilibre de l'économie ouverte

l'investissement net à l'étranger (INE) lie le marché des fonds prêtables au marché des changes. Le facteur déterminant de l'investissement net à l'étranger est le taux d'intérêt réel.

Sur le marché des fonds prêtables, l'INE est une partie de la demande : $S = I + INE$

Sur le marché des changes, l'INE est une source d'offre : $INE = XN$

Les prix du marché des fonds prêtables et du marché des changes s'ajustent simultanément pour équilibrer l'offre et la demande sur les deux marchés.

Ainsi, ils déterminent les variables macro-économiques : l'épargne nationale, l'investissement domestique, l'investissement net à l'étranger et les exportations nettes.

3. la sensibilité de l'économie ouverte aux événements et aux mesures politiques

les changements peuvent être relatifs à 3 variables macro-économiques importantes :

- les déficits budgétaires du gouvernement
- la politique de commerce extérieur
- la stabilité politique et économique

1) le déficit budgétaire du gouvernement

le déficit budgétaire est une insuffisance de ressources au regard des dépenses publiques. Il constitue une épargne publique négative qui contribue à réduire l'épargne nationale, somme de l'épargne privée et de l'épargne publique.

Le déficit budgétaire du gouvernement réduit donc l'offre des fonds prêtables, augmente les taux d'intérêt, décourage l'investissement (privé).

Le déficit budgétaire provoque un déplacement de la courbe de l'offre des fonds prêtables vers la gauche de S1 à S2.

Les fonds disponibles étant moins importants, le taux d'intérêt monte de r_1 à r_2 pour équilibrer l'offre et la demande.

L'emprunt coûtant plus cher, ménages et entreprises réduisent leurs achats de biens d'équipement.

Comme dans une économie ouverte, le déficit budgétaire décourage l'investissement.

La hausse du taux d'intérêt réduit aussi l'investissement net à l'étranger. En effet, l'investissement domestique étant maintenant mieux rémunéré, les épargnants achètent moins d'actifs étrangers et les étrangers achètent plus d'actifs domestiques pour profiter de la rémunération élevée.

L'investissement net à l'étranger diminuant, les gens ont besoin de moins de devises étrangères, ce qui pousse la courbe d'offre de dollars vers la gauche et le taux de change réel du dollar s'apprécie. Mais alors les produits domestiques deviennent comparativement plus chers que les produits étrangers donc les exportations diminuent et les importations augmentent. Parce que $INE = XN$, un investissement net à l'étranger négatif doit être accompagné par des exportations nettes négatives elles aussi.

Donc, le déficit budgétaire du gouvernement pousse les taux d'intérêt vers le haut, décourage les emprunteurs, fait monter le dollar et contribue au développement d'un déficit commercial.

2) la politique de commerce extérieur

une politique de commerce extérieur vise à influencer directement la quantité d'exportations ou/et d'importations.

Le tarif douanier, taxe imposée sur les biens importés, est une pratique courante. De même que le quota d'importation qui fixe la quantité maximale d'importation d'un produit donné.

Le quota limitant les importations fait grimper les exportations nettes, donc la demande de dollars sur le marché des changes. La courbe de demande se déplace donc vers la droite. Cette demande accrue de dollars fait monter le taux de change réel. Il ne se passe plus rien sur le marché des fonds prêtables de sorte que le taux d'intérêt et l'investissement net à l'étranger demeurent constants. Comme les exportations nettes doivent être égales à l'investissement net à l'étranger, les exportations nettes ne bougent pas non plus malgré la réduction des importations due aux quotas.

Si les exportations nettes restent constantes alors que les importations ont baissé, c'est parce que le taux de change réel s'est apprécié. Cette appréciation stimule les importations et décourage les exportations ce qui compense la réduction des importations liée aux quotas.

La politique extérieure n'a aucun effet sur la balance courante car elle ne change ni l'épargne nationale ni l'investissement domestique en vertu de : $XN = INE = S - I$

Pour un niveau donné d'épargne ou d'investissement, le taux de change réel s'ajuste de manière à ce que la balance courante reste identique, quelles que soient les politiques commerciales mises en œuvre.

Si l'effet est globalement nulle sur la balance courante, il n'en est pas de même sur tel ou tel secteur. Les politiques de commerce extérieur sont souvent plus microéconomiques que macroéconomiques.

3) la stabilité politique et économique

l'instabilité politique ou économique peut provoquer une fuite des capitaux soudaine et massive, comme par exemple, en 1994, la crise mexicaine. Quand les investisseurs décident

de transférer une partie de leurs placements de ce pays, le Mexique, vers d'autres, ils vendent massivement les actifs détenus dans ce pays, le Mexique, et placent leurs capitaux ailleurs.

La fuite des capitaux signifie une augmentation des investissements nets à l'étranger : une hausse des INE augmente la demande pour des fonds prêtables sur les marchés financiers. Cette demande accrue de fonds provoque une augmentation du taux d'intérêt.

Une hausse des INE augmente la demande pour des devises étrangères et l'offre de la monnaie nationale. Cette situation conduit à une dépréciation de la monnaie nationale.

La fuite des capitaux provoque une hausse du taux d'intérêt et une dépréciation de la monnaie nationale. La fuite des capitaux est contagieuse et provoque souvent des dégâts dans d'autres pays fragilisés par l'environnement incertain.

synthèse :

mots-clés :

- **politique de commerce extérieur** : ensemble des mesures gouvernementales influençant directement la quantité de biens et services importée ou exportée par un pays
- fuite des capitaux** : une réduction soudaine et importante de la demande d'actifs dans un pays donné

Chapitre 17 : offre et demande globales

La plupart du temps, la production de biens et de services augmente, conséquence de la croissance de la population active, du stock de capital et du progrès technologique. Mais parfois, cette croissance n'est pas au rendez-vous. Les entreprises n'arrivent pas à écouler la totalité de leur production et elles produisent donc moins. Elles licencient du personnel et le chômage augmente. Les usines tournent au ralenti, le PIB réel diminue. On parle alors de récession si le phénomène n'est pas trop sévère et de dépression s'il prend une grande ampleur.

1. trois vérités concernant les fluctuations économiques

a. vérité n°1 : les fluctuations économiques sont irrégulières et imprévisibles

on désigne souvent les fluctuations économiques par le terme de cycle économique ce qui pose un problème car ça implique une certaine régularité qui n'est pas du tout appropriée dans le cas des fluctuations économiques.

b. vérité n°2 : la plupart des grandeurs macroéconomiques évoluent de concert

le PIB réel est la variable la plus suivie pour analyser les variations à court terme de l'économie, puisque c'est la mesure la plus globale de l'activité économique. Le PIB réel mesure la valeur de tous les biens et services produits sur une période de temps donnée. Il représente aussi le revenu total ajusté de l'inflation généré par l'économie.

Les récessions sont des phénomènes économiques qui touchent l'ensemble du tissu économique, et se retrouvent donc dans les principales variables étudiées. Si les variables macroéconomiques ont tendance à varier ensemble, elles ne fluctuent pas toutes dans les mêmes proportions.

c. vérité n°3 : quand la production diminue, le chômage augmente

quand les entreprises décident de réduire leur production, elles licencient une partie de leur personnel, et le nombre de chômeurs croît.

Au même moment, le nombre d'heures supplémentaires diminue, et le recours au temps partiel augmente. Finalement, durant les récessions, la durée hebdomadaire de travail diminue.

Quand la récession touche à sa fin et quand le PIB réel repart de l'avant, le taux de chômage décline progressivement. Toutefois, il ne tombe jamais à 0.

2. expliquer les fluctuations économiques de court terme

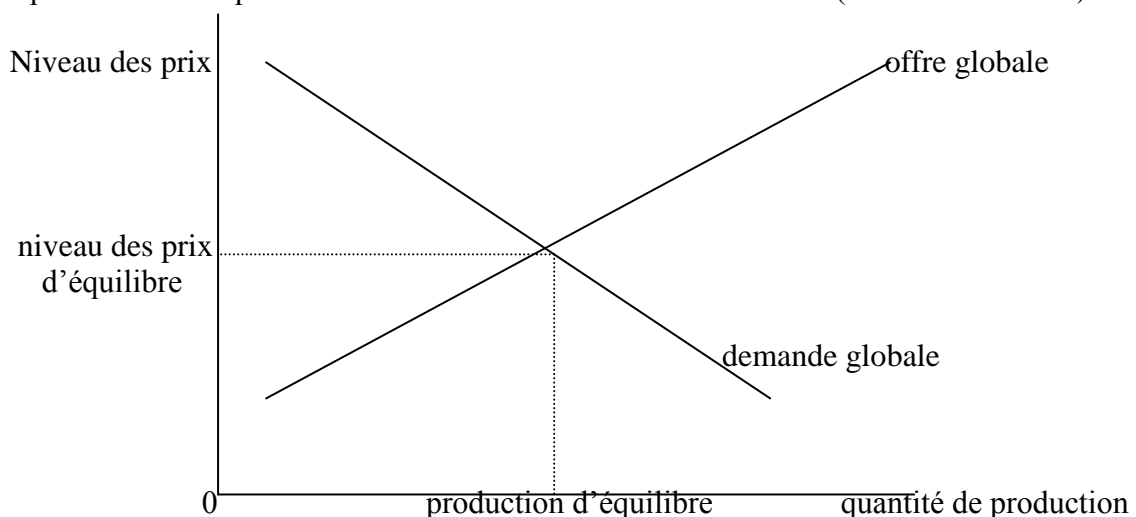
a. la différence entre le long et le court terme

selon la dichotomie classique, qui distingue les variables réelles des variables nominales, les fluctuations de l'offre de monnaie n'affectent que les variables nominales sans toucher les variables réelles. La plupart des économistes considèrent que la théorie classique décrit correctement le monde économique dans une perspective de long terme, mais pas à court terme.

Pour ce qui est des fluctuations annuelles (court terme), l'hypothèse de neutralité monétaire n'est plus acceptable car les variables réelle et nominale semblent indissolublement liées et la monnaie n'est pas neutre. On peut le montrer par le modèle de demande et d'offre globales.

b. le modèle élémentaire des fluctuations économiques

ce modèle met l'accent sur 2 variables. La première est la production totale de biens et services, mesurée par le PIB réel (variable réelle). La seconde est le niveau général des prix, mesuré par l'indice des prix à la consommation ou le déflateur du PIB (variable nominale).



sur l'axe horizontal, on trouve la production globale et sur l'axe vertical, on trouve le niveau général des prix.

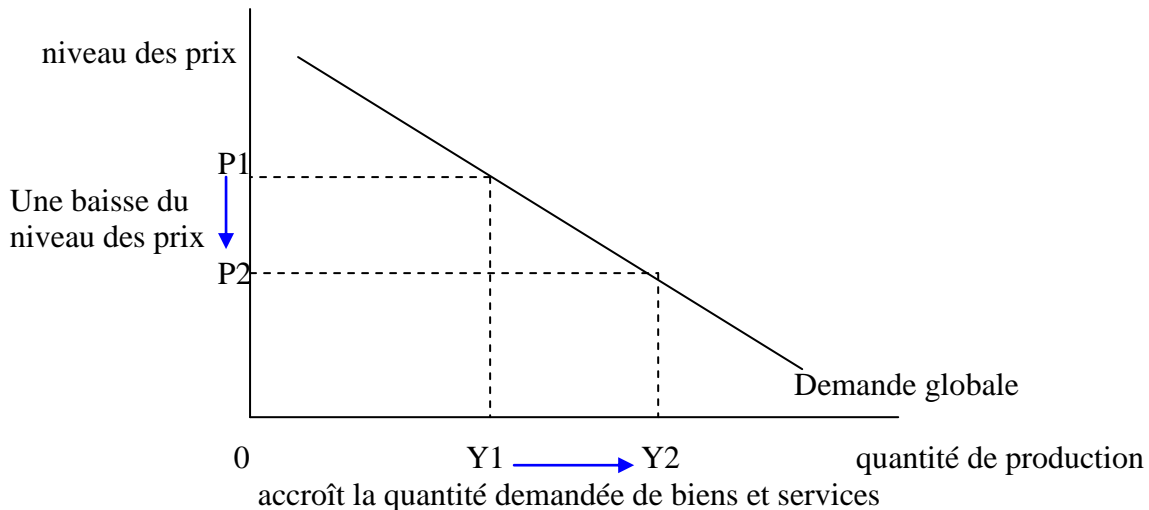
Le niveau des prix et la production s'ajustent de manière à assurer l'équilibre de l'offre et de la demande globales.

3. la courbe de demande globale

la courbe de demande globale indique la quantité de biens et services demandée par l'économie à chaque niveau de prix.

Cette courbe de demande globale présente une pente négative : la baisse des prix tend à augmenter la demande de biens et services.

a. la courbe de demande globale est décroissante



la demande globale est représentée par $Y = C + I + G + XN$

chacun de ces éléments contribue à la demande globale de biens et services. On peut considérer les dépenses publiques comme une variable de politique fixée par le gouvernement, mais les 3 autres variables sont fonction des conditions économiques, et en particulier du niveau général des prix.

La courbe de demande globale a une pente négative due à :

1. effet de richesse de Pigou
2. effet de taux d'intérêt de Keynes
3. effet de taux de change de Mundell-Fleming

1) effet de richesse de Pigou

la baisse du niveau général des prix donne aux consommateurs l'impression d'être plus riches, ce qui les encourage à consommer davantage. Cette consommation supplémentaire signifie un accroissement de la demande globale.

2) effet de taux d'intérêt de Keynes

quand les prix baissent, les ménages ont moins besoin d'argent pour acheter les biens et services qu'ils veulent. Donc, quand les prix baissent, le public tend à réduire ses avoirs monétaires, en en prêtant une partie. Ils placent leurs liquidités ce qui fait baisser le taux d'intérêt.

Une baisse du taux d'intérêt augmente les investissements et par conséquent la demande globale.

3) effet de taux de change de Mundell-Fleming

la baisse des prix américains fait baisser les taux d'intérêt américains, certains investisseurs placeront leurs capitaux à l'étranger. Cela augmente l'offre des dollars et le taux de change réel se dégrade (le dollar se déprécie). Ce qui stimule les exportations nettes et accroît la demande globale de biens et services.

4) la courbe de demande globale peut se déplacer

la pente négative de la courbe de demande globale signifie qu'une baisse du niveau général des prix déclenchera une hausse de la demande globale de biens et services. Mais cette demande est aussi dépendante d'autres facteurs comme des décisions de consommation et d'investissement ou des modifications de politique budgétaire et monétaire, dans le secteur privé ou public.

Mais gardons à l'esprit que la courbe de demande globale est donnée pour une masse monétaire constante.

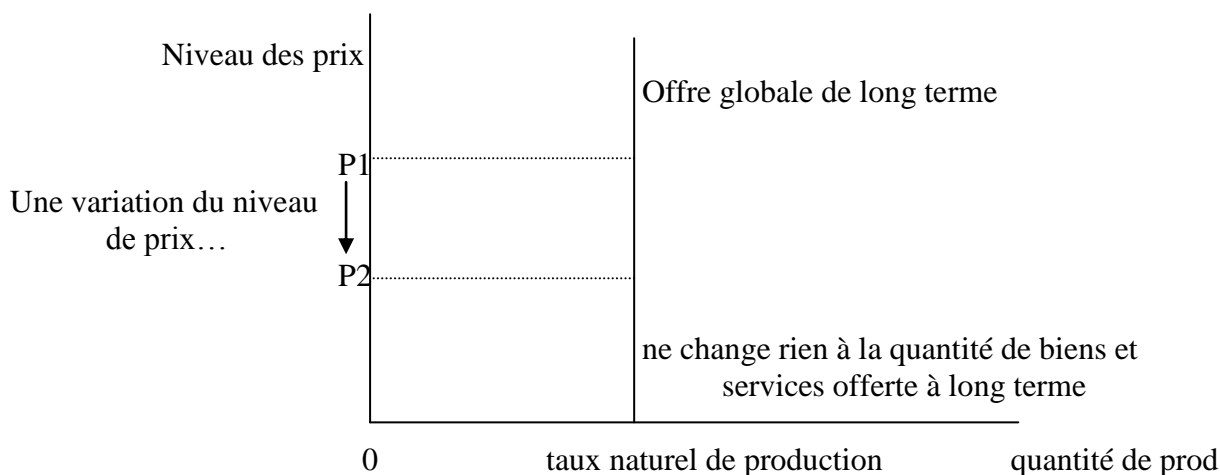
4. la courbe d'offre globale

cette courbe indique la quantité de biens et services produite et vendue par les entreprises à chaque niveau de prix. L'allure de la courbe d'offre globale est très liée à l'horizon de temps considéré. A long terme, cette courbe est verticale, alors qu'à court terme elle présente une pente positive.

a. la courbe d'offre globale est verticale à long terme

à long terme, l'offre de biens et services est fonction de l'offre de travail, de l'offre de capital et de la technologie transformant capital et travail en biens et services. Aucun de ces facteurs déterminants n'est dépendant du niveau général des prix, de sorte que l'offre de biens et services de long terme est une droite verticale.

La quantité globale offerte est la même quel que soit le niveau général des prix.



il s'agit d'une application de la dichotomie classique et de la neutralité monétaire : la quantité de production (variable réelle) est indépendante du niveau général des prix (variable nominale) à long terme.

La courbe d'offre d'un produit particulier est croissante alors que la courbe d'offre globale est verticale à cause des prix relatifs.

b. l'offre globale de long terme peut évoluer

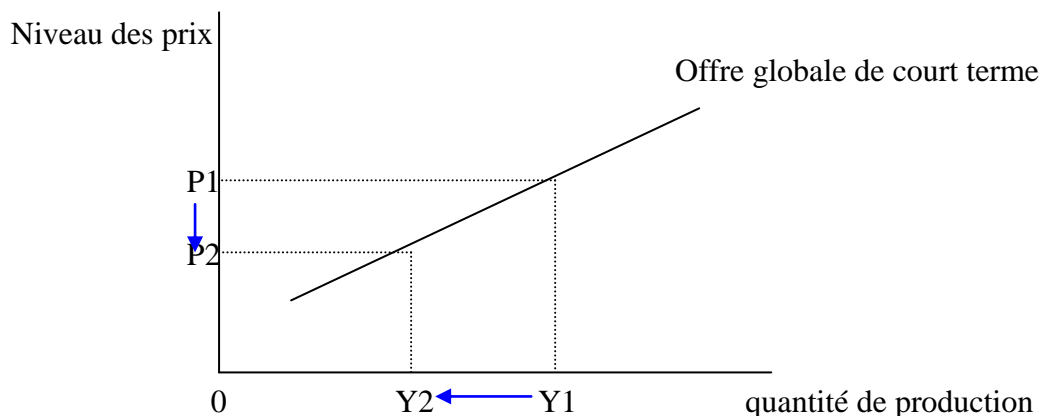
la position de la courbe d'offre globale de long terme indique la quantité de biens et services prévue par la théorie macroéconomique classique. Ce niveau de production est appelé production potentielle ou production de plein emploi (ou encore niveau naturel de production) qui indique la production de l'économie quand le chômage est à son taux naturel ou normal.

Ce niveau naturel de production est le niveau vers lequel tend l'économie à long terme. Mais tous les événements politiques ou économiques susceptibles d'affecter le PIB réel peuvent déplacer cette courbe dans un sens ou dans l'autre.

c. la courbe d'offre globale de court terme

la différence essentielle entre le court et le long terme réside dans le comportement de l'offre globale. A court terme, la courbe de l'offre globale a une pente positive.

Sur un an ou deux, une augmentation du niveau général des prix tend à pousser vers le haut la production de biens et services, et une baisse des prix tend à déprimer la production.



Il y a 3 explications à cette relation positive entre le niveau des prix et la production à court terme :

1. la théorie des mésinterprétations des nouveaux classiques
2. la théorie keynésienne de la viscosité des salaires
3. la théorie néo-keynésienne de la viscosité des prix

qui tournent toutes autour de l'idée que la quantité produite s'éloigne de son niveau naturel de long terme quand le niveau général des prix est différent de celui que les gens attendaient.

Quand les prix s'avèrent supérieurs aux attentes, la production s'élève au-dessus du taux naturel, et quand les prix s'avèrent inférieurs aux attentes, la production tombe en-dessous du taux naturel.

1) la théorie des mésinterprétations des nouveaux classiques

les producteurs mésinterprètent une hausse générale des prix en pensant qu'il s'agit d'une hausse uniquement sur leur marché et l'interprètent comme une hausse de la demande pour leur produit. Donc, ils augmentent leur production.

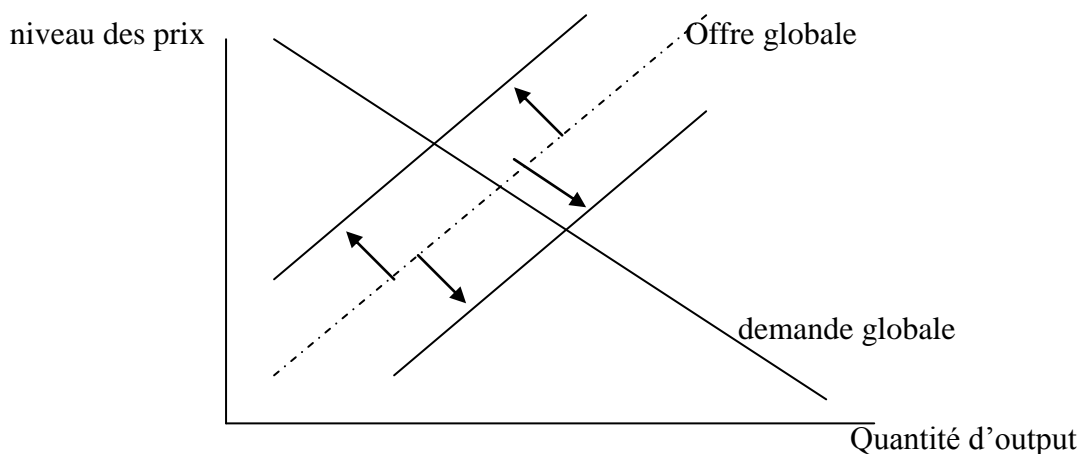
2) la théorie keynésienne de la viscosité des salaires

les salaires nominaux s'ajustent lentement. Ils sont rigides à court terme. Donc, une hausse du niveau général des prix diminue le salaire réel (W/P), donc le coût du travail, ce qui incite les entreprises à embaucher et à produire plus.

3) la théorie néo-keynésienne de la viscosité des prix

dans la mesure où tous les prix ne s'adaptent pas à la même vitesse aux conditions changeantes, une hausse du niveau général des prix fait apparaître certains prix comme trop bas, ce qui augmente les achats de ces biens et conduit les entreprises à augmenter leur production.

d. la courbe d'offre globale de court terme peut se déplacer



3 facteurs peuvent déplacer la courbe d'offre globale de court terme :

1. changements dans les prix des facteurs et des inputs
2. changements dans la productivité
3. cadre légal et institutionnel

1) changements dans les prix des facteurs et des inputs

une hausse des prix des inputs provoquera un déplacement de la courbe de l'offre globale vers la gauche

une baisse des prix des inputs provoquera un déplacement de la courbe de l'offre globale vers la droite.

2) changements dans la productivité

une hausse de la productivité réduit les coûts de production

3) cadre légal et institutionnel

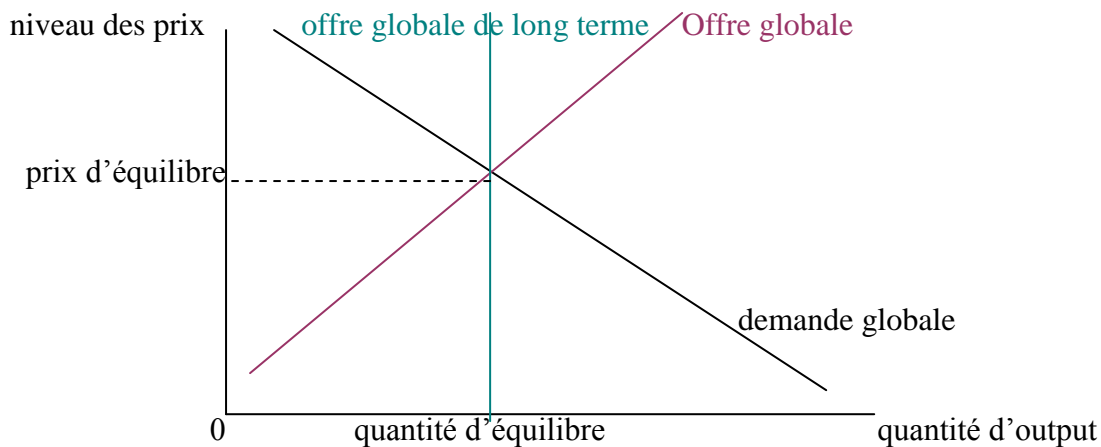
certaines impôts et réglementations peuvent augmenter les coûts de production et décourager les entreprises.

5. deux causes de récession

- une diminution de la demande globale
- une diminution de l'offre globale

les déplacements des courbes d'offre et de demande globales provoquent des fluctuations dans la production des biens et services.

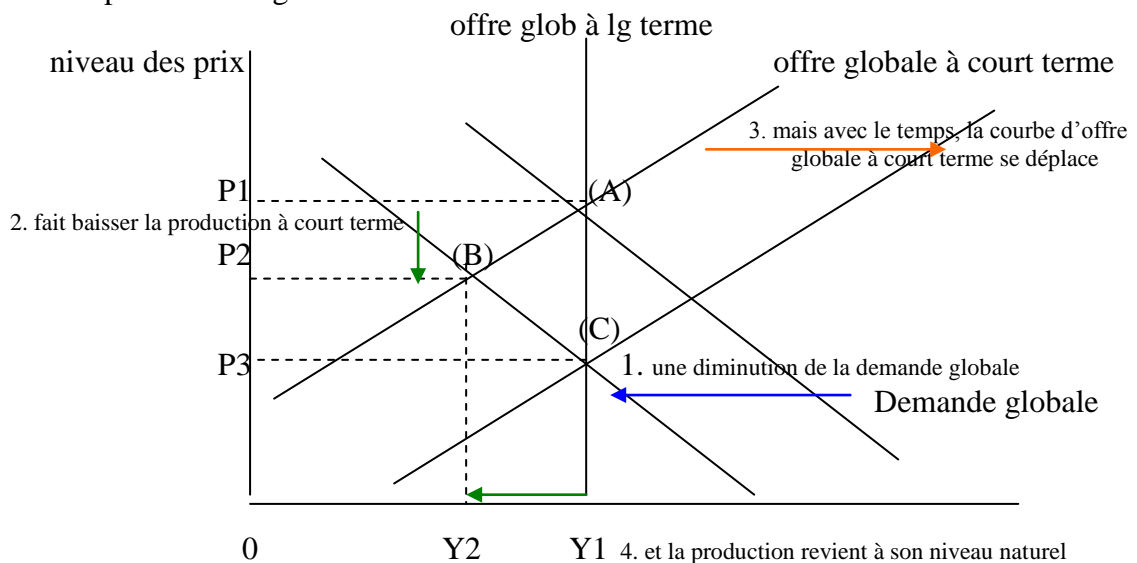
b. l'équilibre de long terme



l'équilibre de long terme se trouve à l'intersection des courbes d'offre et de demande globale de long terme. Quand l'économie atteint ce point d'équilibre, perceptions, salaires et prix se seront ajustés de sorte que la courbe d'offre de court terme passera elle aussi par ce point.

c. conséquences de la variation de la demande globale

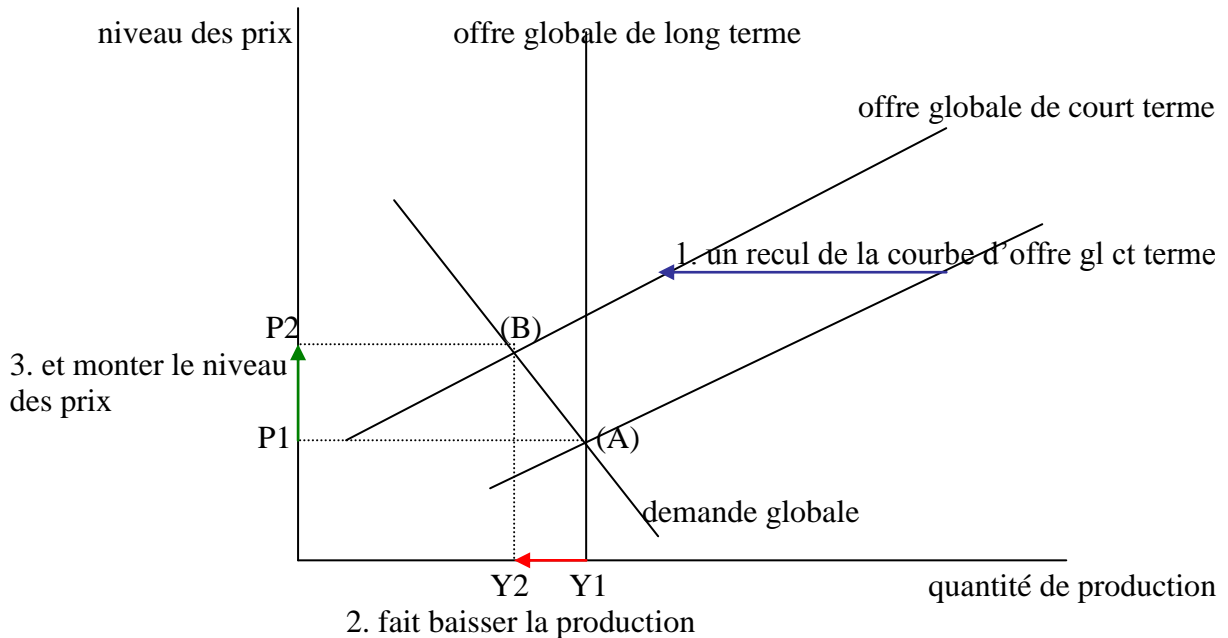
la conséquence immédiate d'une vague pessimiste est une contraction de la demande globale de biens et services. Ménages et entreprises achètent moins qu'avant et la courbe de demande globale se déplace vers la gauche



à court terme, les variations de la demande globale se traduisent par des fluctuations de la quantité produite de biens et services. A long terme, les variations de la demande globale n'affectent que le niveau des prix, mais pas la quantité produite.

- l'output baissera en-dessous de son plein-emploi et le chômage augmentera

d. conséquences de la variation de l'offre globale

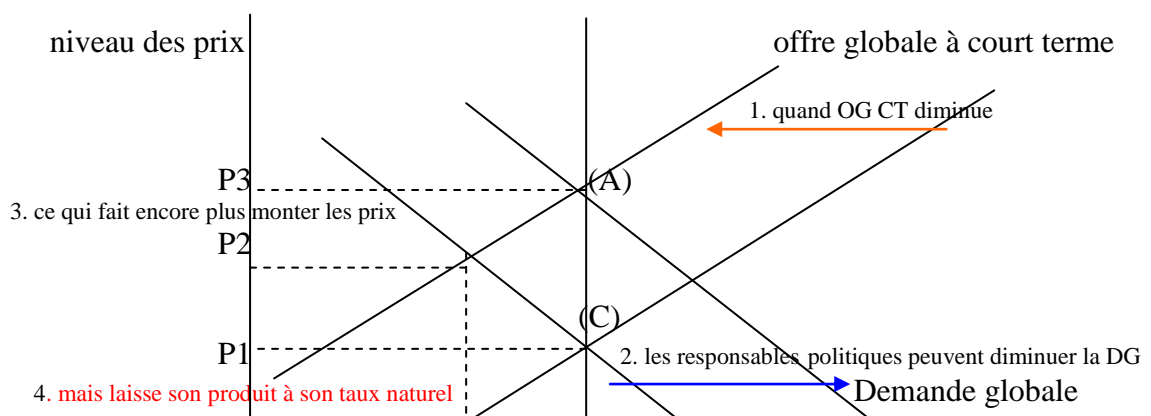


une diminution de l'offre globale (si problème d'approvisionnement en pétrole) provoquera un déplacement de la courbe vers la gauche. Il en résultera une baisse de l'output et une hausse du chômage.

Quand l'économie entre en crises à cause d'une baisse de l'offre, la production diminue et le niveau des prix augmente : c'est une situation de stagflation.

Face à une récession, le gouvernement peut :

- ne rien faire en supposant que les prix et les salaires s'adapteront spontanément
- augmenter la demande globale, par exemple en augmentant les dépenses de l'Etat
- adopter des mesures budgétaires et monétaires



synthèse

mots-clés :

- **récession** : période pendant laquelle le PIB réel décline et le chômage augmente
 - **dépression** : récession sévère
 - **modèle d'offre et de demande globale** : modèle utilisé par la plupart des économistes pour expliquer les fluctuations à court terme de l'économie
 - **courbe de demande globale** : courbe indiquant la quantité de biens et services que les ménages, les entreprises et le gouvernement souhaitent acquérir à chaque niveau de prix
 - **courbe d'offre globale** : courbe indiquant la quantité de biens et services que les entreprises choisissent de produire et de vendre à chaque niveau de prix
- stagflation** : période durant laquelle la production diminue et les prix montent

Les politiques monétaire et fiscale ne sont pas les seuls déterminants de la demande globale. C'est en effet le désir de consommation des ménages et des entreprises qui détermine la demande globale de biens et services.

Quand ce désir de consommer évolue, la demande globale se déplace. Si les politiques monétaire et fiscale ne s'adaptent pas, ces variations se traduisent par des fluctuations à court terme de la production et de l'emploi.

1. la politique monétaire et la demande globale

la courbe de demande globale indique la quantité demandée globalement pour tout niveau de prix. Cette courbe est décroissante pour 3 raisons :

- l'effet de richesse de Pigou : un niveau des prix inférieur accroît la valeur réelle des avoirs monétaires des ménages, ce qui stimule la consommation
- l'effet de taux d'intérêt de Keynes : un niveau des prix inférieur fait baisser les taux d'intérêt quand les ménages transforment leurs avoirs monétaires en actifs porteurs d'intérêt, ce qui stimule l'investissement
- l'effet de change de Mundell-Fleming : la baisse des prix fait baisser les taux d'intérêt ce qui incite les investisseurs à se porter vers des actifs étrangers, et contribue à déprécier la monnaie nationale. Cette dépréciation stimule les exportations nettes.

Ils sont simultanés et contribuent tous trois à accroître la quantité demandée globalement quand les prix baissent.

L'effet de taux d'intérêt de Keynes est le plus important.

b. la théorie de la préférence pour la liquidité

les variations du taux d'intérêt assure l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie.

En résumé :

Une hausse du niveau des prix accroît la demande de monnaie cette augmentation provoque une hausse des taux d'intérêt. Cette hausse réduit la demande globale.

1) l'offre de monnaie

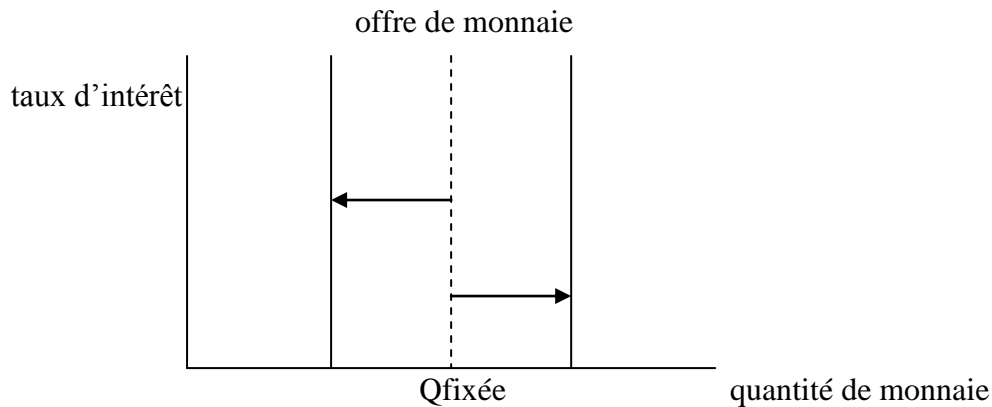
elle est contrôlée par la banque centrale : opérations d'open-market, changer le coefficient de réserve, changer le taux de réescompte.

La quantité de monnaie en circulation est fixée par la banque centrale.

Ainsi, l'offre de monnaie ne dépend pas du niveau du taux d'intérêt. L'offre de monnaie est représentée par une droite verticale.

La banque centrale peut faire déplacer la droite d'offre de monnaie en utilisant la politique d'open-market :

- si la banque centrale achète des obligations d'Etat, l'offre de monnaie augmente (droite déplacée vers la droite)
- si la banque centrale vend des obligations d'Etat, l'offre de monnaie diminue (droite déplacée vers la gauche)

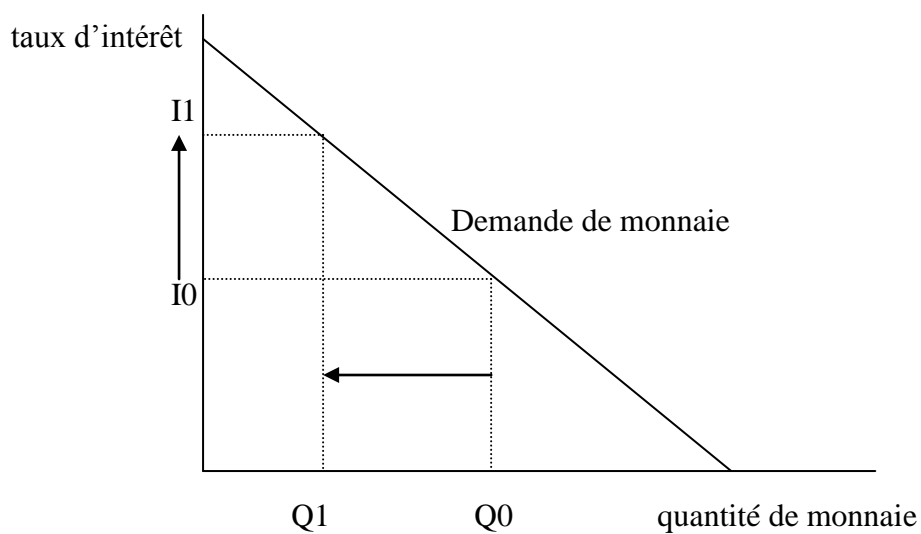


2) la demande de monnaie

la demande de monnaie est déterminée par plusieurs facteurs, le plus important étant le taux d'intérêt.

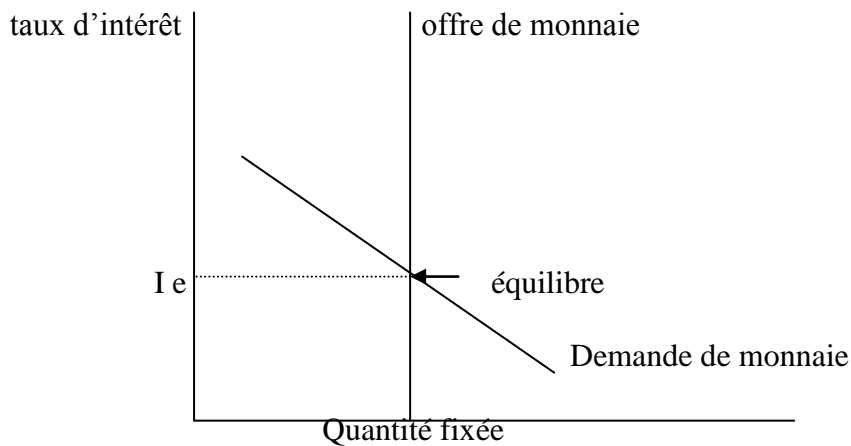
Le coût d'opportunité de détenir de l'argent est le taux d'intérêt auquel on renonce.

Une hausse du taux d'intérêt augmente le coût d'opportunité de la détention de l'argent et par conséquent réduit la quantité de monnaie que les gens désirent détenir.



3) l'équilibre sur le marché de l'argent

- les variations du taux d'intérêt réalisent l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie
- l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie est assuré par le taux d'intérêt d'équilibre

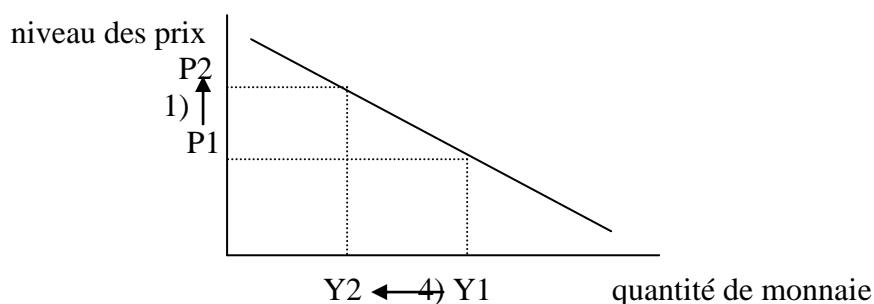
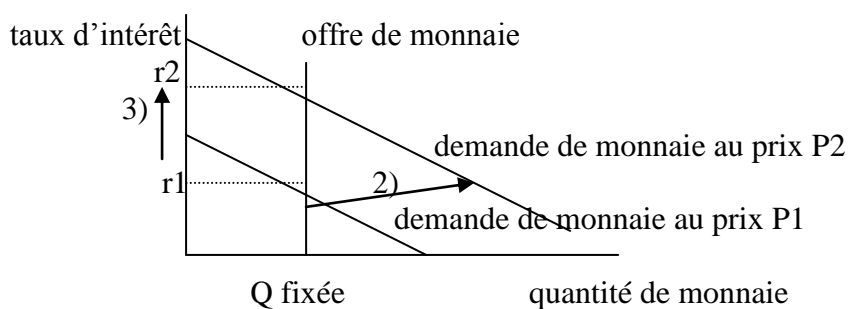


c. la préférence pour la liquidité et la courbe de demande globale

une hausse des prix accroît la demande de monnaie, la courbe de demande se déplace donc vers la droite. La demande accrue de monnaie provoque une hausse du taux d'intérêt pour dissuader la demande supplémentaire.

Cette hausse de taux d'intérêt diminue la demande globale car quand le taux d'intérêt augmente, le coût des emprunts croît ainsi que le rendement d'épargne. Cela conduit à une diminution du montant global des emprunts et à une baisse des dépenses.

Il y a donc un rapport négatif entre le niveaux des prix et la demande globale.

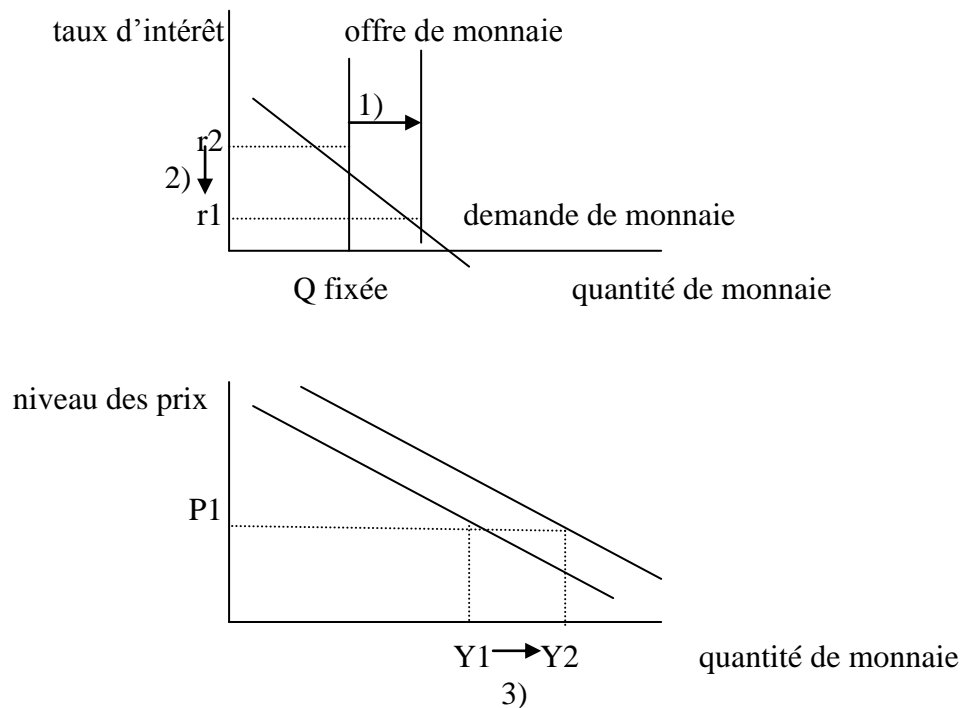


d. variations de l'offre de monnaie

la banque centrale peut influencer la demande globale en modifiant sa politique monétaire.

Une hausse de l'offre de monnaie déplacera la courbe de l'offre de monnaie vers la droite. Si la courbe de monnaie ne change pas, le taux d'intérêt diminuera et les gens détiendront des liquidités supplémentaire que la banque a créé.

L'augmentation de la masse monétaire par la banque centrale conduit à la baisse des taux d'intérêt qui elle-même stimule la demande de biens et services.



e. objectifs de taux d'intérêt et politique

la politique monétaire peut être décrite soit en termes de masse monétaire, soit en termes de taux d'intérêt. Une politique visant à stimuler la demande globale cherchera soit à accroître la masse monétaire, soit à baisser les taux d'intérêt.

2. la politique budgétaire et la demande globale

les responsable politiques peuvent aussi influencer la demande globale en jouant sur le niveau des dépenses publiques et des impôts.

La politique budgétaire, à long terme influence l'épargne, l'investissement et la croissance économique mais à court terme c'est surtout la demande globale qui est affectée par la politique budgétaire.

a. variations des dépenses publiques

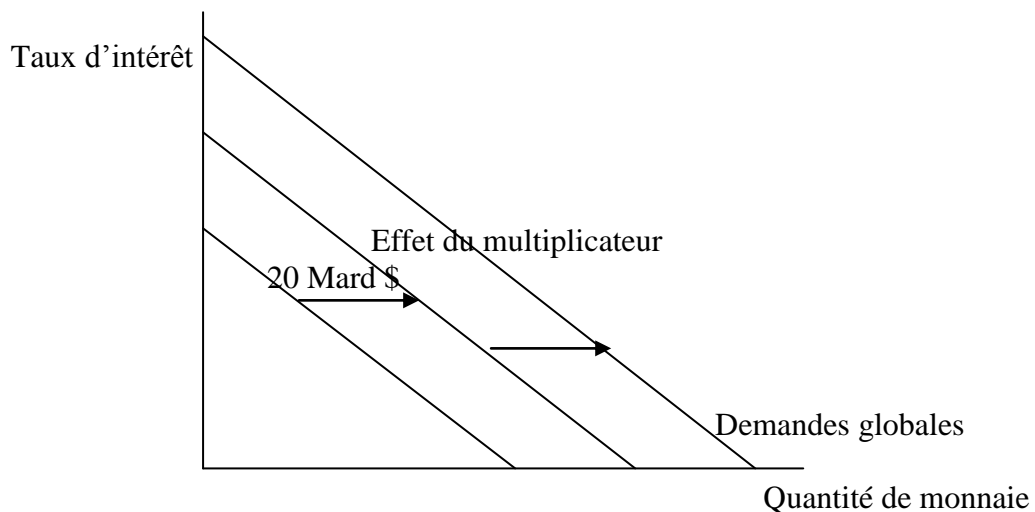
le gouvernement peut influencer l'économie directement ou indirectement. Les dépenses publiques ont un effet direct sur les dépenses globales et par conséquent sur le PIB d'équilibre. Les impôts influence indirectement les dépenses des ménages.

Les dépenses publiques ont 2 effets : effet multiplicateur si variation > 20 milliards \$ et l'effet d'éviction si variation < 20 milliards \$.

b. effet multiplicateur

chaque € dépensé par l'Etat peut augmenter la demande globale de plus d'un €, c'est l'effet multiplicateur.

L'effet peut être finalement beaucoup plus grand que l'impulsion initiale donnée par l'augmentation des dépenses publiques.



L'accroissement des dépenses publiques provoque un accroissement de la demande de biens d'investissement. On parle alors d'un accélérateur d'investissement.

$$\text{Multiplicateur} = \frac{1}{1 - \text{PMC}}$$

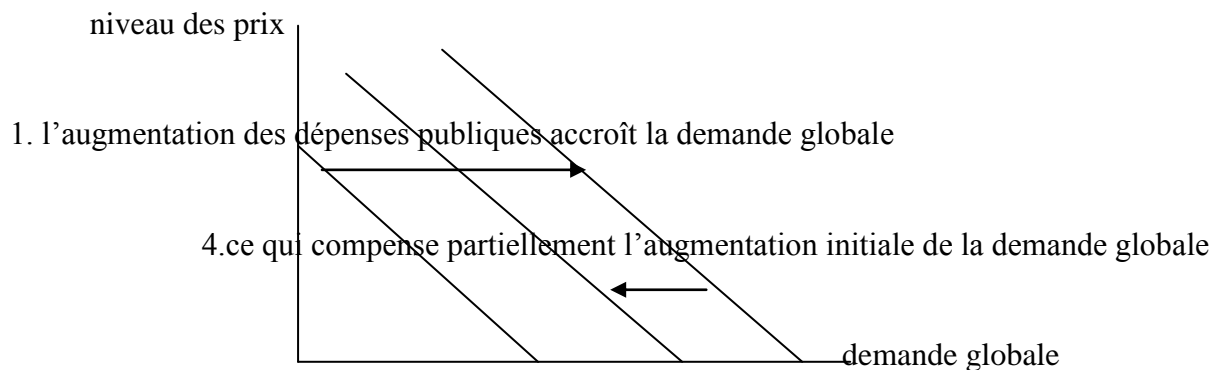
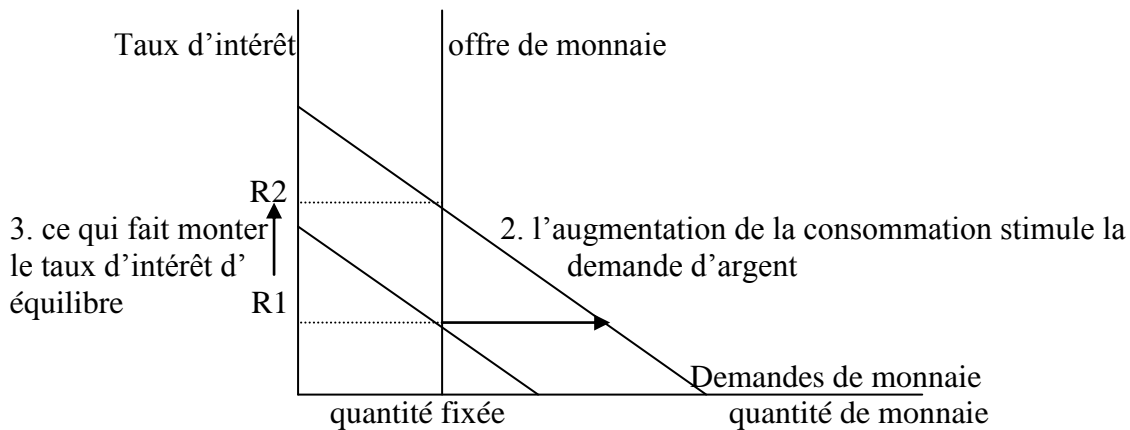
PMC est la propension marginale à consommer

Si $\text{PMC} = 0.8 \rightarrow \text{multiplicateur} = 5$

$$\Delta Y = \text{multiplicateur} \times \Delta G \quad \text{et} \quad \Delta Y = \text{multiplicateur} \times \Delta I$$

c. effet d'éviction

une hausse des dépenses publiques provoque une augmentation du taux d'intérêt, qui à son tour tend à réduire la demande globale, c'est l'effet d'éviction.



d. allègements d'impôts

quand le gouvernement réduit les impôts, le revenu disponible des ménages augmente, la demande de consommation augmente et la demande globale se déplace vers la droite.

L'ampleur de ce déplacement dépend de l'effet multiplicateur et de l'effet d'éviction mais aussi des anticipations des ménages : la réduction des impôts est-elle temporaire ou permanente ?

3. les politiques de stabilisation

a. les arguments en faveur des politiques de stabilisation

- une intervention active dans l'économie est nécessaire pour réduire l'instabilité inhérente au secteur privé
- on peut stabiliser l'économie et encourager l'activité économique pour augmenter la croissance et l'emploi

politique budgétaire discrétionnaire : l'utilisation des instruments fiscaux et des dépenses de l'Etat pour stabiliser l'économie à court terme. Politiques d'inspiration keynésienne.

b. les arguments contre les politiques de stabilisation

- le gouvernement doit viser des objectifs à long terme et ne doit pas intervenir pour stabiliser l'économie à court terme. Il faut laisser les marchés retrouver leur équilibre.
- De toute façon, les politiques discrétionnaires sont inefficaces puisqu'elles agissent avec beaucoup de retard.

Les stabilisateurs automatiques stimulent la demande globale quand l'économie entre en récession sans mesures discrétionnaires. Deux éléments : le système fiscal et les dépenses publiques.

4. économie à court terme et à long terme

a. économie à long terme

la théorie classique des fonds prêtables propose une meilleure description de l'évolution de l'économie à long terme.

- l'output est déterminé par la technologie et les ressources disponibles
- les variations du taux d'intérêt réalisent l'équilibre entre l'offre et la demande des fonds prêtables
- les variations du niveau des prix réalisent l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie

b. économie à court terme

La théorie keynésienne ou la théorie de la préférence pour la liquidité décrit mieux le fonctionnement de l'économie dans le court terme.

- le niveau des prix est rigide et ne répond pas rapidement aux changements dans la situation économique
- les variations du taux d'intérêt réalisent l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie
- le niveau de l'output répond aux variations de la demande globale

5. conclusion

les effets des politiques économiques sont variables selon l'horizon de temps considéré. Les responsables doivent en tenir compte et clairement identifier toutes les conséquences de leurs actions.

Les politiques budgétaires peuvent avoir des effets à long terme sur l'épargne, les investissements, la croissance,... et la politique monétaire peut influencer le niveau de prix et donc l'inflation.

synthèse :

mots-clés :

- **théorie de la préférence pour la liquidité** : théorie développée par Keynes, selon laquelle le taux d'intérêt assure l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie
- **effet multiplicateur** : augmentation supplémentaire de la demande globale consécutive à une politique budgétaire expansionniste qui provoque une hausse des revenus et donc de la consommation
- **effet d'éviction** : réduction de la demande globale consécutive à une politique budgétaire expansionniste qui élève les taux d'intérêt et décourage donc l'investissement
- **stabilisation automatique** : modifications endogènes de la politique budgétaire qui stimulent la demande globale lorsque l'économie est en récession, sans intervention politique directe

formules :

$$\text{Multiplicateur} = \frac{1}{1 - PMC}$$

1. l'inflation et le chômage

le taux de chômage naturel dépend des facteurs structurels comme par exemple les particularités du marché du travail, la structure économique du pays

le taux d'inflation dépend de la croissance du stock monétaire, de la demande globale, du taux de change, des prix mondiaux,...

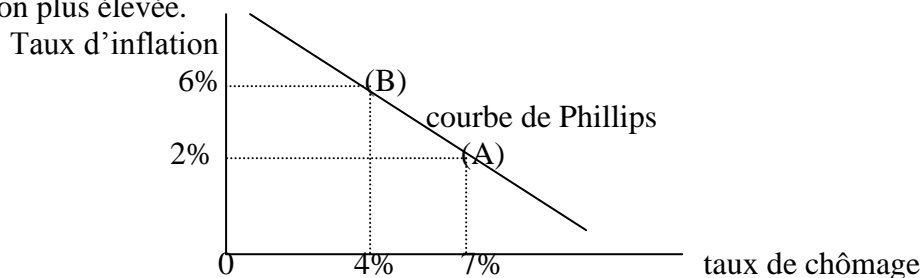
la macroéconomie a comme objet premier 3 domaines : l'output, les prix et le chômage. Si le gouvernement augmente la demande globale, à court terme, le chômage diminuera au prix d'une tendance à l'inflation. Par contre, si le gouvernement réduit la demande globale, l'inflation diminuera au prix d'un chômage plus élevé.

2. la courbe de Phillips

a. demande globale, offre globale et courbe de Phillips

la courbe de Phillips traduit l'association entre inflation et chômage qui découle à court terme des déplacements de la courbe de demande globale le long de la courbe d'offre globale de court terme.

Plus la demande est élevée, plus importante est la production et plus élevé est le niveau des prix. La loi d'Okun nous affirme que le chômage est faible quand la production est élevée. Comme le niveau des prix de l'année précédente est donné, plus le niveau des prix actuel est élevé, plus forte est l'inflation. Donc, l'augmentation de la demande globale déplace l'économie le long de la courbe de Phillips vers un point caractérisé par un chômage faible et une inflation plus élevée.



les politiques monétaire et fiscale pouvant déplacer la courbe de demande globale, elles peuvent donc déplacer l'économie le long de la courbe de Phillips. L'expansion de la masse

monétaire, l'accroissement des dépenses publiques ou un allègement de la fiscalité poussent la courbe de demande vers la droite et amènent l'économie sur un point de la courbe de Phillips avec moins de chômage et plus d'inflation.

A l'inverse, une contraction de la masse monétaire, une réduction des dépenses publiques ou alourdissement de la fiscalité poussent la courbe de demande vers la gauche et amènent l'économie sur un point de la courbe de Phillips avec moins d'inflation et plus de chômage.

3. les déplacements de la courbe de Phillips : le rôle des anticipations

l'histoire nous montre que la courbe de Phillips n'est pas stable. Elle peut se déplacer sous l'effet des facteurs : d'anticipation ou de chocs d'offre.

L'idée d'une courbe de Phillips s'est avérée fautive dans les années '70 et '80 car dans cette période, nous avons connu simultanément un chômage massif et une inflation élevée.

a. la courbe de Phillips à long terme

selon la théorie classique, l'inflation est principalement causée par la croissance de la masse monétaire. Mais, celle-ci n'exerce aucun effet sur les variables réelles, elle se contente de modifier tous les prix et les revenus nominaux proportionnellement.

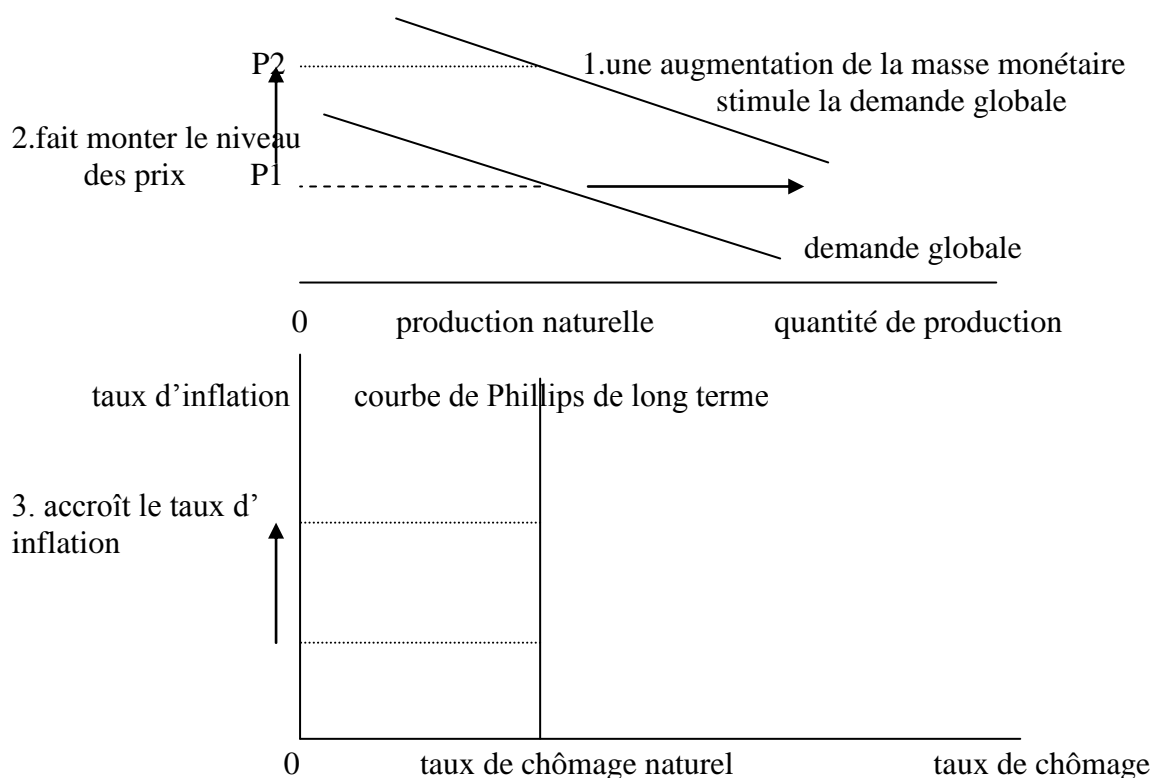
La croissance monétaire ne change rien au pouvoir des syndicats, aux salaires efficaces ou au processus de recherche d'emploi. Il n'y a donc aucune raison de penser que le taux d'inflation peut être lié à long terme au taux de chômage.

« les autorités monétaires contrôlent les variables nominales et particulièrement la masse monétaire. En principe, cela leur permet d'atteindre un objectif en termes de quantité nominale (un taux de change, le niveau général des prix, le niveau nominal du revenu national, la quantité de monnaie) ou en termes de variation d'une quantité nominale (taux d'inflation, taux de croissance du revenu nominal, taux de croissance de la masse monétaire). Mais ce contrôle des variables nominales ne leur permet pas de fixer des quantités réelles, comme le taux d'intérêt réel, le taux de chômage, le revenu réel de l'économie, le taux de croissance du revenu réel ou de la masse monétaire réelle. »

à long terme, l'inflation anticipée s'ajuste aux variations de l'inflation effective et la courbe de Phillips se déplace. Par conséquent, à long terme, la courbe de Phillips est verticale au taux de chômage naturel.

A long terme, avec la courbe de Phillips verticale au taux naturel de chômage, le taux d'inflation et le taux de chômage actuels dépendent de l'offre globale et des politiques monétaire et budgétaire.

niveau des prix	offre globale	de long terme
-----------------	---------------	---------------



4. mais ne change rien ni à l'emploi ni à la production

a. les anticipations et la courbe de Phillips à court terme

la corrélation négative entre inflation et chômage n'est valable qu'à court terme. Autrement dit, une politique monétaire expansionniste réduira peut-être le chômage pendant un moment, mais celui-ci finira par revenir à son taux naturel, et l'inflation sera plus élevée qu'auparavant.

La courbe de Phillips de long terme est verticale ainsi que la courbe d'offre globale de long terme.

On introduit une nouvelle variable dans l'analyse : l'inflation anticipée c'est-à-dire la variation du niveau général des prix attendue par le public. Cette inflation anticipée affecte la perception des prix relatifs par le public, ainsi que les salaires et les prix qu'elle pratique. Elle détermine donc la position de la courbe d'offre globale de court terme.

$$\text{Taux de chômage} = \text{taux de chômage naturel} - a (\text{inflation réelle} - \text{inflation anticipée})$$

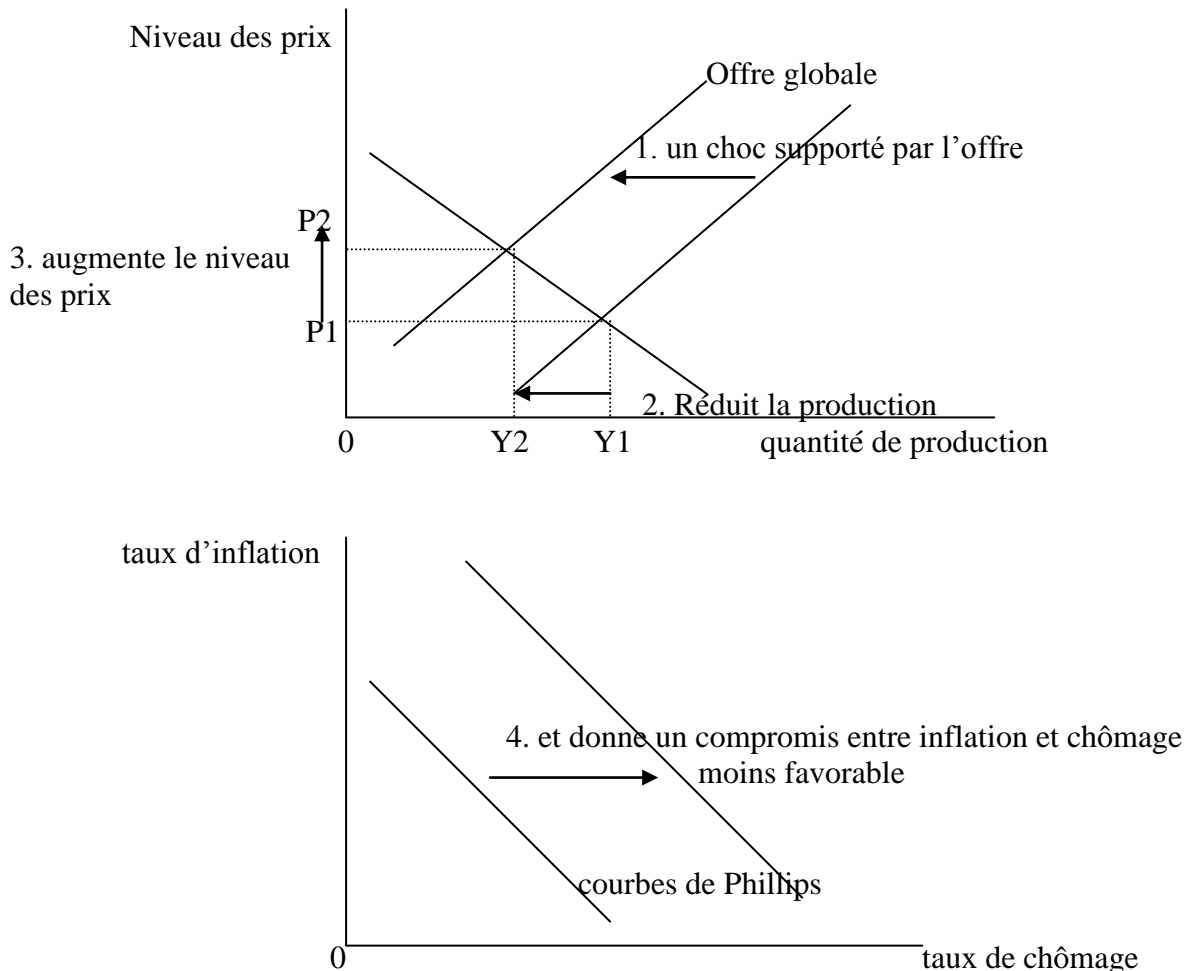
b. le test naturel de l'hypothèse du taux de chômage naturel

l'idée selon laquelle le taux de chômage finit toujours par revenir à son niveau naturel, quel que soit le taux d'inflation est connue sous le nom d'hypothèse du taux naturel. A long terme, il n'y a pas de choix à faire entre l'inflation et le chômage

5. les déplacements de la courbe de Phillips : le rôle des chocs de l'offre

la courbe de Phillips se déplace aussi sous l'effet des chocs de l'offre globale. Un choc négatif sur l'offre globale réduit l'arbitrage que les responsables peuvent effectuer entre l'inflation et le chômage.

Comme par exemple lors du choc pétrolier de 1974. dans les années '70, l'OPEP a réduit la production et augmenté le prix du pétrole. Dans ce cas, deux choix sont possibles : soit lutter contre le chômage avec une politique d'expansion et donc accélérer l'inflation, soit lutter contre l'inflation et accepter un chômage élevé.



6. le coût de la lutte contre l'inflation

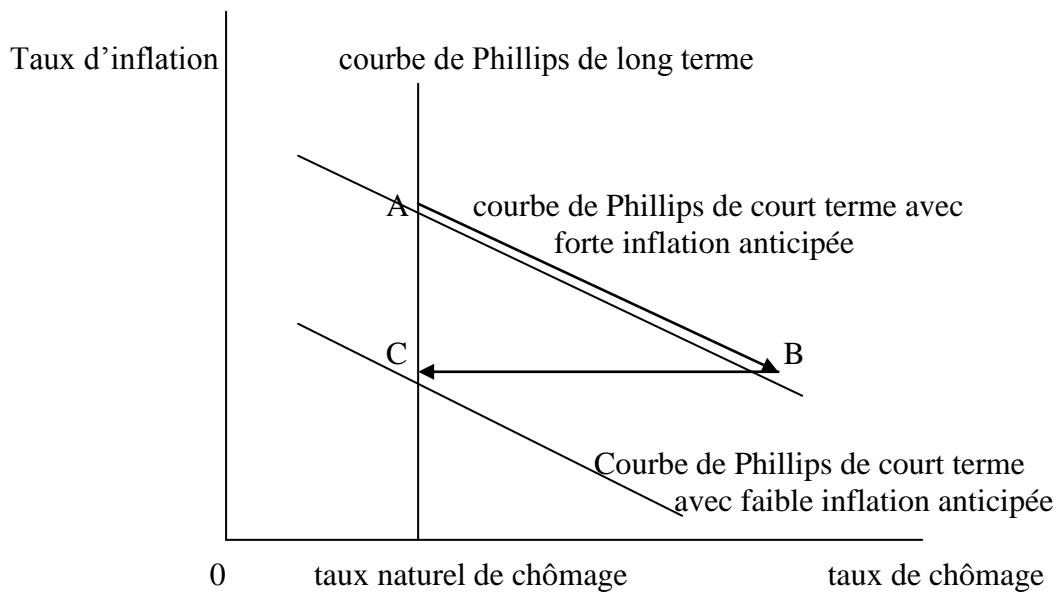
pour lutter contre l'inflation, la banque centrale doit suivre une politique monétaire restrictive. Quand la croissance de la masse monétaire est réduite et le taux d'intérêt augmente, la demande globale se contracte, la production diminue et le chômage augmente.

a. le ratio de sacrifice

Le ratio de sacrifice est le nombre de points de croissance sacrifiés pour faire baisser le taux d'inflation d'un point. Ce ratio est estimé à 5 ! ce qui signifie que pour faire diminuer l'inflation d'un point, il faut renoncer à 5 points de croissance annuelle.²²²²

Le prix de la désinflation est donc considérable puisque pour réduire le taux d'inflation de 10 à 2%, il faut sacrifier 40 (8x5) points de croissance. Si l'on réalise cet objectif en 10 ans, on

perd 4 points de croissance annuelle. Cette perte est une des causes de chômage massif en Europe.



b. les anticipations rationnelles

la théorie des anticipations rationnelles remet en cause le ratio de sacrifice car elle suggère que le sacrifice de la désinflation peut être plus bas et moins long. Selon cette théorie, le public utilise de façon optimale toutes les informations dont il dispose pour anticiper l'avenir.

Si la politique désinflationniste du gouvernement est crédible, les gens réduiront rapidement leurs anticipations inflationnistes. La courbe de Phillips à court terme se déplacera vers le bas à un niveau d'inflation acceptable sans avoir à supporter le coût d'un chômage élevé et d'une croissance faible.

La validité de cette théorie dépend de la vitesse avec laquelle les agents économiques s'adaptent et de la validité de leurs adaptations.

synthèse :

mots-clés :

- **courbe de Phillips** : courbe indiquant le compromis à court terme entre l'inflation et le chômage
- **hypothèse du taux naturel** : idée selon laquelle le taux de chômage tend vers son niveau normal ou naturel, quel que soit le taux d'inflation
- **ratio de sacrifice** : baisse de la production annuelle impliquée par une réduction du taux d'inflation d'un point
- **anticipations rationnelles** : théorie selon laquelle le public utilise l'ensemble des informations disponibles y compris celles concernant les futures politiques suivies par le gouvernement pour se faire une idée de l'avenir